



Financière<sup>MC</sup>  
**IGM**

RAPPORT DU  
DEUXIÈME TRIMESTRE

POUR LE SEMESTRE CLOS  
LE 30 JUIN 2017

## AVERTISSEMENT À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction. Ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, le rendement, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et ces hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances. Bien que la Société considère ces hypothèses comme étant raisonnables en fonction de l'information dont dispose actuellement la direction, elles pourraient se révéler inexactes.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les opérations, le rendement et les résultats de la Société et de ses filiales

ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou les conséquences imprévues de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques de liquidité des marchés et de financement et des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs, des risques d'exploitation et liés à la réputation, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, de la capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société et ses filiales pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi en vigueur au Canada ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Des renseignements supplémentaires concernant les risques et les incertitudes associés aux activités de la Société et les facteurs et les hypothèses significatifs sur lesquels les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés sont fournis dans ses documents d'information, déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et sont accessibles au [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS ET MESURES ADDITIONNELLES DÉFINIES PAR LES IFRS

Le présent rapport contient des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS. Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, qui est une mesure additionnelle conforme aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), peut être divisé en deux composantes :

- le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires;
- les autres éléments, qui comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre.

Les termes se rapportant à des mesures financières non définies par les IFRS comprennent, sans s'y limiter, les termes suivants : « bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires », « bénéfice dilué ajusté par action », « rendement ajusté des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires » et d'autres termes semblables. Ces mesures sont utilisées pour fournir à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles visant à évaluer le rendement. Également, le « bénéfice avant intérêts et impôt (« BAII ») », le « bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (« BAIIA ») » et le « bénéfice ajusté avant intérêts, impôt et amortissements (« BAIIA ajusté ») » sont des mesures financières non définies par les IFRS utilisées afin de donner à la direction, aux investisseurs et aux analystes de placements des mesures additionnelles pour

évaluer et analyser les résultats de la Société. Le BAIIA est une mesure utilisée couramment dans le secteur de la gestion d'actifs pour évaluer la rentabilité avant l'incidence de différentes mesures de financement, de l'impôt sur le résultat et de l'amortissement des immobilisations et des immobilisations incorporelles. Les autres éléments non récurrents ou qui pourraient rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre sont ensuite exclus pour obtenir le BAIIA ajusté. Cependant, ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, elles ne sont pas directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Veuillez consulter les rapprochements appropriés de ces mesures financières non définies par les IFRS avec les mesures prescrites par les IFRS.

Les termes se rapportant à des mesures additionnelles définies par les IFRS comprennent, sans s'y limiter, les termes suivants : « bénéfice avant impôt sur le résultat » et « bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires ». Les mesures additionnelles définies par les IFRS sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures sont considérées comme des mesures supplémentaires définies par les IFRS puisqu'elles s'ajoutent aux postes minimums requis par les IFRS et qu'elles sont pertinentes pour comprendre la performance financière de l'entité.

Illustration en couverture : Warren Carther (1994). *Prairie Boy's Dream* [sculpture]. Winnipeg (Manitoba) : Atrium du siège social du Groupe Investors.

## TABLE DES MATIÈRES

Points saillants financiers	1
Rapport aux actionnaires	2
Rapport de gestion	4
États financiers consolidés	
intermédiaires résumés	63
Notes annexes	68
Renseignements aux actionnaires	82

## POINTS SAILLANTS FINANCIERS

(non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN			AUX 30 JUIN ET POUR LES SEMESTRES CLOS À CES DATES		
	2017	2016	VARIATION	2017	2016	VARIATION
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (en M\$)</b>						
Bénéfice net	200,8 \$	172,9 \$	16,1 %	377,9 \$	339,9 \$	11,2 %
Bénéfice net ajusté <sup>1</sup>	185,9	172,9	7,5	363,0	339,9	6,8
<b>Bénéfice dilué par action</b>						
Bénéfice net	0,83	0,72	15,3	1,57	1,40	12,1
Bénéfice net ajusté <sup>1</sup>	0,77	0,72	6,9	1,51	1,40	7,9
<b>Rendement des capitaux propres</b>						
Bénéfice net				16,3 %	15,1 %	
Bénéfice net ajusté <sup>1</sup>				15,6 %	15,1 %	
<b>Dividendes par action</b>	0,5625	0,5625	–	1,125	1,125	–
<b>Total de l'actif géré<sup>2</sup> (en M\$)</b>				148 201 \$	135 115 \$	9,7 %
<b>Actif géré des fonds d'investissement<sup>3</sup></b>				142 855 \$	128 771 \$	10,9 %
<b>Groupe Investors</b>						
Fonds communs de placement				84 306	76 203	
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes				567	434	
<b>Total</b>				84 873	76 637	10,7
<b>Mackenzie</b>						
Fonds communs de placement				53 622	48 210	
FNB				622	45	
Fonds d'investissement <sup>3</sup>				53 962	48 255	
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes				14 588	13 412	
<b>Total</b>				68 550	61 667	11,2
<b>Counsel</b>						
Fonds communs de placement				4 694	4 316	8,8

Ventes nettes (en M\$)	GROUPE			
	INVESTORS	MACKENZIE	COUNSEL	TOTAL <sup>4</sup>
<b>POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2017</b>				
Fonds communs de placement	435 \$	552 \$	(22) \$	860 \$
FNB	–	389	–	389
<b>Fonds d'investissement<sup>5</sup></b>	435	730	(22)	1 038
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	4	1 405	–	(86)
<b>Total</b>	439	2 135	(22)	952
<b>POUR LE SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2017</b>				
Fonds communs de placement	1 325 \$	628 \$	(5) \$	1 843 \$
FNB	–	503	–	503
<b>Fonds d'investissement<sup>5</sup></b>	1 325	869	(5)	2 084
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	42	1 694	–	33
<b>Total</b>	1 367	2 563	(5)	2 117

### 1. Mesures financières non définies par les IFRS :

Le bénéfice net ajusté pour 2017 exclut :

- Une réduction de 36,8 M\$ après impôt au titre de charges autres que les commissions liée au régime de retraite de la Société.
- Une charge de 16,8 M\$ après impôt au titre de charges autres que les commissions liée à la restructuration et à d'autres charges.
- Une charge de 5,1 M\$ après impôt qui représente la quote-part de la provision au titre de la restructuration de Great-West Lifeco Inc. revenant à la Société.

2. Le total de l'actif géré exclut un montant de 9,9 G\$ représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (30 juin 2016 – 7,5 G\$).

3. Les fonds d'investissement comprennent les fonds communs de placement et les FNB, à l'exclusion des investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB qui s'élèvent à 282 M\$ au 30 juin 2017.

4. Le total des ventes nettes exclut des montants totalisant 1,6 G\$ et 1,8 G\$ représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel pour le trimestre et le semestre, respectivement.

5. Les ventes nettes des fonds d'investissement de Mackenzie et le total des ventes nettes des fonds d'investissement excluent des montants totalisant 211 M\$ et 262 M\$ représentant les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB pour le trimestre et le semestre, respectivement.

## RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

### RÉSULTATS FINANCIERS

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 30 juin 2017 s'est établi à 200,8 M\$, ou 0,83 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 172,9 M\$, ou 0,72 \$ par action, pour le trimestre correspondant de 2016. Le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires, à l'exception des autres éléments<sup>1</sup>, pour le trimestre clos le 30 juin 2017, s'est établi à 185,9 M\$, ou 0,77 \$ par action.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le semestre clos le 30 juin 2017 s'est établi à 377,9 M\$, ou 1,57 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 339,9 M\$, ou 1,40 \$ par action, pour le semestre correspondant de 2016. Le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires, à l'exception des autres éléments<sup>1</sup>, pour le semestre clos le 30 juin 2017, s'est établi à 363,0 M\$, ou 1,51 \$ par action.

Les produits pour le trimestre clos le 30 juin 2017 se sont établis à 798,2 M\$, comparativement à 744,3 M\$ pour l'exercice précédent. Les produits pour le semestre clos le 30 juin 2017 se sont établis à 1,59 G\$, comparativement à 1,47 G\$ pour l'exercice précédent. Les charges se sont chiffrées à 532,2 M\$ au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 521,8 M\$ pour l'exercice précédent, et à 1,10 G\$ pour le semestre, comparativement à 1,03 G\$ pour l'exercice précédent.

Le total de l'actif géré s'établissait à 148,2 G\$ au 30 juin 2017, comparativement à 135,1 G\$ au 30 juin 2016. Au 30 juin 2017, l'actif géré des fonds d'investissement s'élevait à 142,9 G\$, comparativement à 128,8 G\$ au 30 juin 2016.

### ACTIVITÉS DU GROUPE INVESTORS

Les ventes de fonds communs de placement se sont élevées à 2,4 G\$ pour le deuxième trimestre de 2017, soit une hausse de 32,6 %, comparativement à 1,8 G\$ pour l'exercice précédent, et les ventes nettes de fonds communs de placement ont totalisé 435 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017, comparativement à des rachats nets de 168 M\$ pour l'exercice précédent.

Les ventes de fonds communs de placement se sont élevées à 5,3 G\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, soit une hausse de 30,8 %, comparativement à 4,0 G\$ pour l'exercice précédent, et les ventes nettes de fonds communs de placement ont totalisé 1,3 G\$, comparativement à des ventes nettes de 299 M\$ pour l'exercice précédent.

Le taux de rachat en glissement sur douze mois (à l'exception des fonds du marché monétaire) s'est établi à 8,6 % au 30 juin 2017, comparativement à 8,8 % au 31 mars 2017.

Au 30 juin 2017, l'actif géré des fonds communs de placement s'élevait à 84,3 G\$, comparativement à 76,2 G\$ au 30 juin 2016. Le total de l'actif géré, qui comprend les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes, s'élevait à 84,9 G\$, comparativement à 76,6 G\$ au 30 juin 2016.

1. Veuillez consulter le rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS avec les mesures prescrites par les IFRS, à la page 6 du rapport de gestion contenu dans le présent rapport trimestriel.

## ACTIVITÉS DE MACKENZIE

Les ventes de fonds d'investissement pour le deuxième trimestre de 2017 se sont élevées à 2,3 G\$, comparativement à 1,5 G\$ pour l'exercice précédent. Les ventes nettes de fonds d'investissement pour le deuxième trimestre ont totalisé 730 M\$, comparativement à des rachats nets de 331 M\$ pour l'exercice précédent.<sup>2</sup>

Les ventes de fonds d'investissement se sont élevées à 5,2 G\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 3,3 G\$ pour l'exercice précédent. Les ventes nettes de fonds d'investissement pour le semestre ont totalisé 869 M\$, comparativement à des rachats nets de 529 M\$ pour l'exercice précédent.<sup>2</sup>

Pour le deuxième trimestre de 2017, les ventes nettes ont totalisé 2,1 G\$, comparativement aux rachats nets qui ont totalisé 291 M\$ pour l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les ventes nettes ont totalisé 2,6 G\$, comparativement aux rachats nets qui ont totalisé 678 M\$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des activités de rééquilibrage<sup>2</sup>, les ventes nettes ont totalisé 2,0 G\$ pour le deuxième trimestre de 2017 et 2,8 G\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017.

Le total de l'actif géré de Mackenzie s'établissait à 68,6 G\$ au 30 juin 2017, comparativement à 61,7 G\$ au 30 juin 2016. L'actif géré des fonds d'investissement totalisait 54,0 G\$ au 30 juin 2017, comparativement à 48,3 G\$ pour l'exercice précédent.

## ACTIVITÉS D'INVESTMENT PLANNING COUNSEL

Au 30 juin 2017, l'actif administré s'établissait à 26,7 G\$, comparativement à 24,9 G\$ au 30 juin 2016. Au 30 juin 2017, l'actif géré des fonds communs de placement de Counsel Portfolio Services Inc. (« Counsel ») se chiffrait à 4,7 G\$, comparativement à 4,3 G\$ au 30 juin 2016.

Les ventes de fonds communs de placement de Counsel au deuxième trimestre de 2017 se sont établies à 178 M\$, comparativement à 213 M\$ en 2016, et les rachats nets de fonds communs de placement ont totalisé 22 M\$, comparativement à des ventes nettes de 31 M\$ pour l'exercice précédent.

Les ventes de fonds communs de placement de Counsel pour le semestre clos le 30 juin 2017 se sont établies à 395 M\$, comparativement à 475 M\$ en 2016, et les rachats nets de fonds communs de placement ont totalisé 5 M\$, comparativement à des ventes nettes de 110 M\$ pour l'exercice précédent.

## DIVIDENDES

Le conseil d'administration a déclaré un dividende de 56,25 cents par action à l'égard des actions ordinaires de la Société et un dividende de 0,36875 \$ par action à l'égard des actions privilégiées de premier rang de série « B » à dividende non cumulatif de 5,90 % de la Société. Le dividende à l'égard des actions ordinaires et le dividende à l'égard des actions privilégiées seront versés le 31 octobre 2017 aux actionnaires inscrits au 29 septembre 2017.

Au nom du conseil d'administration,



Jeffrey R. Carney  
Président et chef de la direction  
Société financière IGM Inc.

Le 3 août 2017

2. Au deuxième trimestre de 2017, des changements à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes nettes de fonds communs de placement de Mackenzie de 105 M\$.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, des changements à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors et des fonds de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des rachats nets de 200 M\$.

## RAPPORT DE GESTION

### **Société financière IGM Inc.**

Sommaire des résultats d'exploitation consolidés	6
--	---

### **Groupe Investors**

Revue des activités	14
---------------------	----

Revue des résultats d'exploitation par secteur	21
--	----

### **Placements Mackenzie**

Revue des activités	26
---------------------	----

Revue des résultats d'exploitation par secteur	33
--	----

### **Activités internes et autres**

Revue des résultats d'exploitation par secteur	36
--	----

### **Société financière IGM Inc.**

Situation financière consolidée	38
---------------------------------	----

Situation de trésorerie et sources de financement consolidées	41
---	----

Gestion des risques	46
---------------------	----

Perspectives	58
--------------	----

Estimations et méthodes comptables critiques	60
--	----

Contrôle interne à l'égard de l'information financière	61
--	----

Autres renseignements	62
-----------------------	----

# RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion présente le point de vue de la direction en ce qui a trait aux résultats d'exploitation et à la situation financière de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM » ou la « Société ») au 30 juin 2017 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date, et il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les

« états financiers intermédiaires »), ainsi qu'au rapport annuel 2016 de la Société financière IGM Inc. et au rapport aux actionnaires de la Société financière IGM Inc. pour le premier trimestre de 2017 déposés sur le site [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Le commentaire présenté dans le rapport de gestion au 30 juin 2017 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date est daté du 3 août 2017.

## MODE DE PRÉSENTATION ET SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers intermédiaires de la Société financière IGM, sur lesquels repose l'information présentée dans son rapport de gestion, ont été préparés conformément à la Norme comptable

Internationale 34, *Information financière intermédiaire* (les « IFRS »), et ils sont présentés en dollars canadiens (se reporter à la note 2 des états financiers intermédiaires).

### DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport de gestion, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction. Ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, le rendement, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et ces hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances. Bien que la Société considère ces hypothèses comme étant raisonnables en fonction de l'information dont dispose actuellement la direction, elles pourraient se révéler inexactes.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les opérations, le rendement et les résultats de la Société et de

ses filiales ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou les conséquences imprévues de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques de liquidité des marchés et de financement et des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs, des risques opérationnels et à la réputation, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, de la capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société et ses filiales pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi en vigueur au Canada ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Des renseignements supplémentaires concernant les risques et incertitudes associés aux activités de la Société et les facteurs et hypothèses significatives sur lesquels les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés sont fournis dans ses documents d'information, y compris le présent rapport de gestion et sa plus récente notice annuelle, déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et accessibles au [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

### MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS ET MESURES ADDITIONNELLES DÉFINIES PAR LES IFRS

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, qui est une mesure additionnelle conforme aux IFRS, peut être divisé en deux composantes :

- le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires;
- les autres éléments, qui comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre.

Le « bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires », le « bénéfice dilué ajusté par action » (le « BPA ») et le « rendement ajusté des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires » sont des mesures financières non définies par les IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le « bénéfice avant intérêts et impôt » (le « BAII »), « le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements » (le « BAIIA ») et « le bénéfice ajusté avant intérêts, impôt et amortissements » (le « BAIIA ajusté ») sont également des mesures additionnelles non définies par les IFRS. Le BAII, le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures de rechange de la

performance utilisées par la direction, les investisseurs et les analystes de placements pour évaluer et analyser les résultats de la Société. Le BAIIA est une mesure utilisée couramment dans le secteur de la gestion d'actifs pour évaluer la rentabilité avant l'incidence de différentes mesures de financement, de l'impôt sur le résultat et de l'amortissement des immobilisations et des immobilisations incorporelles. Les autres éléments non récurrents ou qui pourraient rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre sont ensuite exclus pour obtenir le BAIIA ajusté. Ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le « bénéfice avant impôt sur le résultat » et le « bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires » sont des mesures additionnelles définies par les IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures sont considérées comme des mesures supplémentaires définies par les IFRS puisqu'elles s'ajoutent aux postes minimums requis par les IFRS et qu'elles sont pertinentes pour comprendre la performance financière de l'entité.

Se reporter aux rapprochements pertinents des mesures financières non définies par les IFRS et des résultats présentés conformément aux IFRS dans les tableaux 1 à 4.

# SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.

## SOMMAIRE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS

La Société financière IGM Inc. (TSX : IGM) est une société de services financiers de premier plan au Canada. Les principales entreprises de la Société, le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie, exercent leurs activités de façon distincte, principalement au sein du secteur des services-conseils financiers.

Au 30 juin 2017, l'actif géré des fonds d'investissement se chiffrait à 142,9 G\$, comparativement à 128,8 G\$ au 30 juin 2016. L'actif géré moyen des fonds d'investissement s'est élevé à 143,9 G\$ pour le deuxième trimestre de 2017, comparativement à 127,9 G\$ pour le deuxième trimestre de 2016. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, l'actif géré moyen des fonds d'investissement s'est établi à 141,8 G\$, comparativement à 126,1 G\$ pour le semestre clos le 30 juin 2016.

Au 30 juin 2017, le total de l'actif géré s'élevait à 148,2 G\$, comparativement à 135,1 G\$ au 30 juin 2016, comme il est présenté dans les tableaux 6 et 7. Pour le deuxième trimestre de 2017, la moyenne du total de l'actif géré s'est établie à 149,3 G\$, comparativement à 134,0 G\$ pour le deuxième trimestre de 2016. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, la moyenne de l'actif géré total s'est établie à 147,1 G\$, comparativement à 132,4 G\$ pour le semestre clos le 30 juin 2016.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 30 juin 2017 s'est établi à 200,8 M\$, ou 0,83 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 172,9 M\$, ou 0,72 \$ par action, pour la période correspondante de 2016. Le bénéfice net ajusté

TABLEAU 1 : RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

(en M\$)	TRIMESTRES CLOS LES			SEMESTRES CLOS LES	
	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016
<b>Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les IFRS</b>	<b>185,9 \$</b>	<b>177,1 \$</b>	<b>172,9 \$</b>	<b>363,0 \$</b>	<b>339,9 \$</b>
Charges liées au régime de retraite, déduction faite de l'impôt	36,8	–	–	36,8	–
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	(16,8)	–	–	(16,8)	–
Quote-part de la provision de la société affiliée	(5,1)	–	–	(5,1)	–
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS</b>	<b>200,8 \$</b>	<b>177,1 \$</b>	<b>172,9 \$</b>	<b>377,9 \$</b>	<b>339,9 \$</b>
<b>Bénéfice net ajusté par action' attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les IFRS</b>	<b>0,77 \$</b>	<b>0,74 \$</b>	<b>0,72 \$</b>	<b>1,51 \$</b>	<b>1,40 \$</b>
Charges liées au régime de retraite, déduction faite de l'impôt	0,15	–	–	0,15	–
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	(0,07)	–	–	(0,07)	–
Quote-part de la provision de la société affiliée	(0,02)	–	–	(0,02)	–
<b>Bénéfice net par action' attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS</b>	<b>0,83 \$</b>	<b>0,74 \$</b>	<b>0,72 \$</b>	<b>1,57 \$</b>	<b>1,40 \$</b>
<b>BAIIA ajusté – mesure non définie par les IFRS</b>	<b>345,3 \$</b>	<b>324,6 \$</b>	<b>316,0 \$</b>	<b>669,9 \$</b>	<b>620,2 \$</b>
Charges liées au régime de retraite	50,4	–	–	50,4	–
Charges de restructuration et autres charges	(23,0)	–	–	(23,0)	–
Quote-part de la provision de la société affiliée	(5,1)	–	–	(5,1)	–
<b>BAIIA – mesure non définie par les IFRS</b>	<b>367,6</b>	<b>324,6</b>	<b>316,0</b>	<b>692,2</b>	<b>620,2</b>
Amortissement des commissions	(57,4)	(58,9)	(59,0)	(116,3)	(118,8)
Amortissement des immobilisations et des immobilisations incorporelles et autres	(15,5)	(12,2)	(11,5)	(27,7)	(22,5)
Charges d'intérêts sur la dette à long terme	(28,7)	(26,8)	(22,9)	(55,5)	(45,8)
<b>Bénéfice avant impôt sur le résultat</b>	<b>266,0</b>	<b>226,7</b>	<b>222,6</b>	<b>492,7</b>	<b>433,1</b>
Impôt sur le résultat	(63,0)	(47,4)	(47,5)	(110,4)	(88,8)
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	(2,2)	(2,2)	(2,2)	(4,4)	(4,4)
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS</b>	<b>200,8 \$</b>	<b>177,1 \$</b>	<b>172,9 \$</b>	<b>377,9 \$</b>	<b>339,9 \$</b>

1. Bénéfice dilué par action.



attribuable aux actionnaires ordinaires, à l'exception des autres éléments décrits ci-dessous, pour le trimestre clos le 30 juin 2017 s'est établi à 185,9 M\$, ou 0,77 \$ par action.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le semestre clos le 30 juin 2017 s'est établi à 377,9 M\$, ou 1,57 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 339,9 M\$, ou 1,40 \$ par action, pour la période correspondante de 2016. Le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires, à l'exception des autres éléments décrits ci-dessous, pour le semestre clos le 30 juin 2017 s'est établi à 363,0 M\$, ou 1,51 \$ par action.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, les autres éléments comprenaient ce qui suit :

- Une réévaluation favorable de l'obligation au titre du régime de retraite enregistré de 50,4 M\$ (36,8 M\$ après impôt) de la Société qui tient compte d'une nouvelle politique mise en œuvre au cours du trimestre limitant la possibilité de certaines augmentations des prestations dans l'avenir.

- Des charges de restructuration et autres charges qui comprennent les coûts de séparation et de cessation d'emploi essentiellement liés à la réduction de l'empreinte de nos bureaux régionaux de 23,0 M\$ (16,8 M\$ après impôt) au cours du trimestre.
- Une charge de 5,1 M\$ après impôt qui représente la quote-part de la provision au titre de la restructuration de Great-West Lifeco Inc. revenant à la Société.

Les capitaux propres se sont chiffrés à 4,8 G\$ au 30 juin 2017, comparativement à 4,7 G\$ au 31 décembre 2016. Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires calculé en fonction du bénéfice net ajusté pour le semestre clos le 30 juin 2017 s'est établi à 15,6 %, contre 15,1 % pour la période correspondante de 2016. Le dividende trimestriel par action ordinaire déclaré au deuxième trimestre de 2017 s'est établi à 56,25 cents, soit le même montant qu'au premier trimestre de 2017.

TABLEAU 2 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –  
DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2016

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016
<b>Produits</b>								
Produits tirés des honoraires	482,4 \$	446,2 \$	204,0 \$	188,8 \$	66,6 \$	63,1 \$	753,0 \$	698,1 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	22,1	18,6	(1,9)	1,2	30,1	26,5	50,3	46,3
	504,5	464,8	202,1	190,0	96,7	89,6	803,3	744,4
<b>Charges</b>								
Commissions	162,9	152,2	75,5	72,2	46,0	42,8	284,4	267,2
Charges autres que les commissions	147,7	138,5	83,2	77,6	15,6	15,6	246,5	231,7
	310,6	290,7	158,7	149,8	61,6	58,4	530,9	498,9
<b>Bénéfice avant intérêts et impôt</b>	193,9 \$	174,1 \$	43,4 \$	40,2 \$	35,1 \$	31,2 \$	272,4	245,5
Charges d'intérêts							(28,7)	(22,9)
Charges liées au régime de retraite							50,4	–
Charges de restructuration et autres charges							(23,0)	–
Quote-part de la provision de la société affiliée							(5,1)	–
Bénéfice avant impôt sur le résultat							266,0	222,6
Impôt sur le résultat							63,0	47,5
<b>Bénéfice net</b>							203,0	175,1
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							2,2	2,2
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>							200,8 \$	172,9 \$
<b>Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires<sup>1</sup></b>							185,9 \$	172,9 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les IFRS.

## SECTEURS À PRÉSENTER

Les secteurs à présenter de la Société financière IGM, qui reflètent la structure organisationnelle actuelle et le système interne de communication de l'information financière, sont les suivants :

- Groupe Investors
- Placements Mackenzie (« Placements Mackenzie » ou « Mackenzie »)
- Activités internes et autres

La direction mesure et évalue la performance de ces secteurs en fonction du BAII, comme il est indiqué aux tableaux 2, 3 et 4. Les résultats d'exploitation par secteur sont présentés de façon distincte dans les rubriques « Revue des résultats d'exploitation par secteur » du rapport de gestion.

Certains postes figurant aux tableaux 2, 3 et 4 ne sont pas attribués à des secteurs :

- *Charges d'intérêts* – Représentent les charges d'intérêts sur la dette à long terme.
- *Régime de retraite* – Changement de politique ayant trait à des augmentations de certaines prestations versées aux termes du régime de retraite enregistré de la Société, ce qui a donné lieu à réduction non-récurrente des charges de 50,4 M\$ (36,8 M\$ après impôt). La Société peut, à son gré, de temps à autre, augmenter les prestations versées aux participants retraités du régime. La Société a mis en œuvre une nouvelle politique qui restreint la probabilité d'augmentations futures.
- *Charges de restructuration et autres charges* – Les coûts de séparation et de cessation d'emploi de 23,0 M\$ (16,8 M\$ après impôt) essentiellement liés à la réduction de l'empreinte de nos bureaux régionaux au cours du trimestre.
- *Quote-part de la provision de la société affiliée* – Représente la quote-part de la provision au titre de la restructuration de Great-West Lifeco Inc. revenant à la Société.

TABLEAU 3 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –  
CUMUL ANNUEL DE 2017 PAR RAPPORT AU CUMUL ANNUEL DE 2016

SEMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016
<b>Produits</b>								
Produits tirés des honoraires	960,5 \$	877,9 \$	402,5 \$	374,2 \$	131,9 \$	125,1 \$	1 494,9 \$	1 377,2 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	40,1	32,4	(1,8)	1,5	59,8	56,1	98,1	90,0
	<b>1 000,6</b>	<b>910,3</b>	<b>400,7</b>	<b>375,7</b>	<b>191,7</b>	<b>181,2</b>	<b>1 593,0</b>	<b>1 467,2</b>
<b>Charges</b>								
Commissions	332,5	299,6	150,1	143,9	91,1	85,2	573,7	528,7
Charges autres que les commissions	295,4	273,5	165,7	155,2	32,3	30,9	493,4	459,6
	<b>627,9</b>	<b>573,1</b>	<b>315,8</b>	<b>299,1</b>	<b>123,4</b>	<b>116,1</b>	<b>1 067,1</b>	<b>988,3</b>
<b>Bénéfice avant intérêts et impôt</b>	<b>372,7 \$</b>	<b>337,2 \$</b>	<b>84,9 \$</b>	<b>76,6 \$</b>	<b>68,3 \$</b>	<b>65,1 \$</b>	<b>525,9</b>	<b>478,9</b>
Charges d'intérêts							(55,5)	(45,8)
Charges liées au régime de retraite							50,4	–
Charges de restructuration et autres charges							(23,0)	–
Quote-part de la provision de la société affiliée							(5,1)	–
Bénéfice avant impôt sur le résultat							492,7	433,1
Impôt sur le résultat							110,4	88,8
<b>Bénéfice net</b>							<b>382,3</b>	<b>344,3</b>
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							4,4	4,4
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>							<b>377,9 \$</b>	<b>339,9 \$</b>
<b>Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires<sup>1</sup></b>							<b>363,0 \$</b>	<b>339,9 \$</b>

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les IFRS.

TABLEAU 4 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –  
DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE 2017

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2017	31 MARS 2017
	<b>Produits</b>							
Produits tirés des honoraires	482,4 \$	478,1 \$	204,0 \$	198,5 \$	66,6 \$	65,3 \$	753,0 \$	741,9 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	22,1	18,0	(1,9)	0,1	30,1	29,7	50,3	47,8
	504,5	496,1	202,1	198,6	96,7	95,0	803,3	789,7
<b>Charges</b>								
Commissions	162,9	169,6	75,5	74,6	46,0	45,1	284,4	289,3
Charges autres que les commissions	147,7	147,7	83,2	82,5	15,6	16,7	246,5	246,9
	310,6	317,3	158,7	157,1	61,6	61,8	530,9	536,2
<b>Bénéfice avant intérêts et impôt</b>	<b>193,9 \$</b>	<b>178,8 \$</b>	<b>43,4 \$</b>	<b>41,5 \$</b>	<b>35,1 \$</b>	<b>33,2 \$</b>	<b>272,4</b>	<b>253,5</b>
Charges d'intérêts							(28,7)	(26,8)
Charges liées au régime de retraite							50,4	–
Charges de restructuration et autres charges							(23,0)	–
Quote-part de la provision de la société affiliée							(5,1)	–
Bénéfice avant impôt sur le résultat							266,0	226,7
Impôt sur le résultat							63,0	47,4
<b>Bénéfice net</b>							<b>203,0</b>	<b>179,3</b>
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							2,2	2,2
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>							<b>200,8 \$</b>	<b>177,1 \$</b>
<b>Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires<sup>1</sup></b>							<b>185,9 \$</b>	<b>177,1 \$</b>

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les IFRS.

TABLEAU 5 : TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF

	TRIMESTRES CLOS LES			SEMESTRES CLOS LES	
	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016
<b>Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi</b>	<b>26,85 %</b>	26,84 %	26,85 %	<b>26,84 %</b>	26,84 %
Incidence des éléments suivants :					
Quote-part du résultat de la société affiliée	(2,51)	(3,33)	(2,89)	(2,89)	(3,21)
Consolidation de la perte <sup>1</sup>	(1,12)	(2,64)	(2,71)	(1,82)	(2,79)
Autres éléments	(0,06)	0,03	0,07	(0,01)	(0,33)
<b>Taux d'imposition effectif – bénéfice net ajusté</b>	<b>23,16</b>	20,90	21,32	<b>22,12</b>	20,51
Quote-part de la provision de la société affiliée	0,52	–	–	0,28	–
<b>Taux d'imposition effectif – bénéfice net</b>	<b>23,68 %</b>	20,90 %	21,32 %	<b>22,40 %</b>	20,51 %

1. Pour plus de renseignements, se reporter à la section intitulée « Transactions entre parties liées » du présent rapport de gestion.

TABLEAU 6 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ –  
DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2016

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL		DONNÉES CONSOLIDÉES <sup>1</sup>	
	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016
<b>Fonds d'investissement</b>								
<b>Fonds communs de placement<sup>2</sup></b>								
Ventes brutes – à long terme	1 986 \$	1 503 \$	2 207 \$	1 403 \$	165 \$	202 \$	4 248 \$	3 109 \$
Total des ventes brutes de fonds communs de placement	2 357	1 778	2 305	1 494	178	213	4 730	3 485
Ventes nettes – à long terme	243	(242)	533	(380)	(31)	26	641	(596)
Total des ventes nettes de fonds communs de placement	435	(168)	552	(375)	(22)	31	860	(511)
<b>FNB</b>								
Créations nettes			389 \$	44 \$			389 \$	44 \$
<b>Total des ventes nettes de fonds d'investissement<sup>3</sup></b>	<b>435 \$</b>	<b>(168) \$</b>	<b>730 \$</b>	<b>(331) \$</b>	<b>(22) \$</b>	<b>31 \$</b>	<b>1 038 \$</b>	<b>(467) \$</b>
<b>Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes</b>								
Ventes nettes <sup>4</sup>	4 \$	– \$	1 405 \$	40 \$	– \$	– \$	(86) \$	(34) \$
<b>Ventes nettes combinées</b>	<b>439 \$</b>	<b>(168) \$</b>	<b>2 135 \$</b>	<b>(291) \$</b>	<b>(22) \$</b>	<b>31 \$</b>	<b>952 \$</b>	<b>(501) \$</b>
<b>Variation du total de l'actif géré</b>								
Ventes nettes	439 \$	(168) \$	2 135 \$	(291) \$	(22) \$	31 \$	952 \$	(501) \$
Rendements des placements	(9)	1 141	105	1 268	63	56	189	2 262
Variation de l'actif, montant net	430	973	2 240	977	41	87	1 141	1 761
Actif au début	84 443	75 664	66 310	60 690	4 653	4 229	147 060	133 354
<b>Actif à la fin</b>	<b>84 873 \$</b>	<b>76 637 \$</b>	<b>68 550 \$</b>	<b>61 667 \$</b>	<b>4 694 \$</b>	<b>4 316 \$</b>	<b>148 201 \$</b>	<b>135 115 \$</b>
<b>Le total de l'actif géré comprend les éléments suivants :</b>								
<b>Fonds d'investissement</b>								
Fonds communs de placement	84 306 \$	76 203 \$	53 622 \$	48 210 \$	4 694 \$	4 316 \$	142 515 \$	128 726 \$
FNB	–	–	622	45	–	–	622	45
Total des fonds d'investissement <sup>5</sup>	84 306	76 203	53 962	48 255	4 694	4 316	142 855	128 771
<b>Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes</b>								
	567	434	14 588	13 412	–	–	5 346	6 344
<b>Actif à la fin</b>	<b>84 873 \$</b>	<b>76 637 \$</b>	<b>68 550 \$</b>	<b>61 667 \$</b>	<b>4 694 \$</b>	<b>4 316 \$</b>	<b>148 201 \$</b>	<b>135 115 \$</b>

- Le total des ventes nettes exclut un montant de 1,6 G\$ représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (2016 – 73 M\$).  
Le total de l'actif géré exclut un montant de 9,9 G\$ représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (30 juin 2016 – 7,5 G\$).
- Au deuxième trimestre de 2017, des changements à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 108 M\$, des rachats de 3 M\$ et des ventes nettes de 105 M\$ des fonds communs de placement de Mackenzie.
- Les ventes nettes des fonds d'investissement de Mackenzie et celles des données consolidées excluent les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élevaient à 211 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017.
- Au deuxième trimestre de 2017, le Groupe Investors a confié à Mackenzie un mandat de sous-conseiller de 1,4 G\$.
- L'actif géré des fonds d'investissement de Mackenzie et celui des données consolidées excluent l'investissement des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élevait à 282 M\$ au 30 juin 2017.

- *Impôt sur le résultat* – Les modifications apportées au taux d'imposition effectif sont présentées au tableau 5. Une planification fiscale peut permettre à la Société de constater un impôt sur le résultat moins élevé. La direction surveille l'état de ses déclarations de revenus et évalue régulièrement si ses charges d'impôt sont, de façon générale, adéquates. Par conséquent, l'impôt sur le résultat constaté au cours des exercices antérieurs peut être ajusté durant l'exercice considéré. L'incidence de toute modification des meilleures estimations de la direction constatée dans le bénéfice net ajusté est reflétée dans les autres éléments, ce qui inclut, mais

sans s'y limiter, l'incidence des taux d'imposition effectifs moins élevés applicables aux établissements à l'étranger.

- *Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles* – Représentent les dividendes déclarés à l'égard des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,90 % de la Société.

## SOMMAIRE DES VARIATIONS DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ

Au 30 juin 2017, le total de l'actif géré s'élevait à 148,2 G\$, comparativement à 135,1 G\$ au 30 juin 2016. Les tableaux 6 et 7 présentent les variations du total de l'actif géré.

TABLEAU 7 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ – 2017 PAR RAPPORT À 2016

SEMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL		DONNÉES CONSOLIDÉES <sup>1</sup>	
	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016
<b>Fonds d'investissement</b>								
<b>Fonds communs de placement<sup>2</sup></b>								
Ventes brutes – à long terme	4 549 \$	3 467 \$	4 959 \$	3 134 \$	374 \$	447 \$	9 772 \$	7 049 \$
Total des ventes brutes de fonds communs de placement	5 289	4 045	5 166	3 335	395	475	10 740	7 855
Ventes nettes – à long terme	962	113	583	(608)	(19)	91	1 421	(404)
Total des ventes nettes de fonds communs de placement	1 325	299	628	(573)	(5)	110	1 843	(163)
<b>FNB</b>								
Créations nettes			503 \$	44 \$			503 \$	44 \$
<b>Total des ventes nettes de fonds d'investissement<sup>3</sup></b>	<b>1 325 \$</b>	<b>299 \$</b>	<b>869 \$</b>	<b>(529) \$</b>	<b>(5) \$</b>	<b>110 \$</b>	<b>2 084 \$</b>	<b>(120) \$</b>
<b>Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes</b>								
Ventes nettes <sup>4</sup>	42 \$	– \$	1 694 \$	(149) \$	– \$	– \$	33 \$	(315) \$
<b>Ventes nettes combinées</b>	<b>1 367 \$</b>	<b>299 \$</b>	<b>2 563 \$</b>	<b>(678) \$</b>	<b>(5) \$</b>	<b>110 \$</b>	<b>2 117 \$</b>	<b>(435) \$</b>
<b>Variation du total de l'actif géré</b>								
Ventes nettes	1 367 \$	299 \$	2 563 \$	(678) \$	(5) \$	110 \$	2 117 \$	(435) \$
Rendements des placements	1 813	965	1 952	692	198	28	3 803	1 426
Variation de l'actif, montant net	3 180	1 264	4 515	14	193	138	5 920	991
Actif au début	81 693	75 373	64 035	61 653	4 501	4 178	142 281	134 124
<b>Actif à la fin</b>	<b>84 873 \$</b>	<b>76 637 \$</b>	<b>68 550 \$</b>	<b>61 667 \$</b>	<b>4 694 \$</b>	<b>4 316 \$</b>	<b>148 201 \$</b>	<b>135 115 \$</b>

1. Le total des ventes nettes exclut un montant de 1,8 G\$ représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (2016 – 166 M\$).  
Le total de l'actif géré exclut un montant de 9,9 G\$ représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (30 juin 2016 – 7,5 G\$).
2. Au premier semestre de 2017, des changements à la répartition des fonds du Groupe Investors et de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 421 M\$, des rachats de 621 M\$ et des rachats nets de 200 M\$ des fonds communs de placement de Mackenzie.
3. Les ventes nettes des fonds d'investissement de Mackenzie et celles des données consolidées excluent l'investissement des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élève à 262 M\$ au 30 juin 2017.
4. Au deuxième trimestre de 2017, le Groupe Investors a confié à Mackenzie un mandat de sous-conseiller de 1,4 G\$.

TABLEAU 8 : SOMMAIRE DES RÉSULTATS

	T2 2017	T1 2017	T4 2016	T3 2016	T2 2016	T1 2016	T4 2015	T3 2015
<b>Comptes consolidés de résultat (en M\$)</b>								
Produits								
Honoraires de gestion	547,0 \$	527,7 \$	525,7 \$	518,3 \$	497,4 \$	483,8 \$	504,1 \$	508,5 \$
Honoraires d'administration	111,2	109,0	109,0	107,9	104,4	100,3	104,7	104,6
Honoraires de distribution	94,8	105,2	117,7	101,1	96,3	95,0	97,0	92,7
Produits tirés des placements nets et autres produits	50,3	47,8	48,7	49,1	46,3	43,7	49,7	45,9
	<b>803,3</b>	<b>789,7</b>	<b>801,1</b>	<b>776,4</b>	<b>744,4</b>	<b>722,8</b>	<b>755,5</b>	<b>751,7</b>
Charges								
Commissions	284,4	289,3	288,2	273,1	267,2	261,5	264,3	263,2
Charges autres que les commissions	246,5	246,9	231,1	224,9	231,7	227,9	214,5	208,4
Charges d'intérêts	28,7	26,8	23,2	23,2	22,9	22,9	23,2	23,2
	<b>559,6</b>	<b>563,0</b>	<b>542,5</b>	<b>521,2</b>	<b>521,8</b>	<b>512,3</b>	<b>502,0</b>	<b>494,8</b>
Bénéfice avant les éléments suivants	243,7	226,7	258,6	255,2	222,6	210,5	253,5	256,9
Charges de restructuration et autres charges	27,4	–	–	–	–	–	(33,9)	–
Quote-part de la provision de la société affiliée	(5,1)	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice avant impôt sur le résultat	266,0	226,7	258,6	255,2	222,6	210,5	219,6	256,9
Impôt sur le résultat	63,0	47,4	23,4	55,4	47,5	41,3	43,5	55,7
Bénéfice net	203,0	179,3	235,2	199,8	175,1	169,2	176,1	201,2
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	<b>200,8 \$</b>	<b>177,1 \$</b>	<b>233,0 \$</b>	<b>197,6 \$</b>	<b>172,9 \$</b>	<b>167,0 \$</b>	<b>173,9 \$</b>	<b>199,0 \$</b>
<b>Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS<sup>1</sup> (en M\$)</b>								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les IFRS								
	185,9 \$	177,1 \$	199,0 \$	197,6 \$	172,9 \$	167,0 \$	198,2 \$	199,0 \$
Autres éléments :								
Charges liées au régime de retraite, déduction faite de l'impôt	36,8	–	–	–	–	–	–	–
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	(16,8)	–	–	–	–	–	(24,3)	–
Quote-part de la provision de la société affiliée	(5,1)	–	–	–	–	–	–	–
Réduction de l'estimation de l'impôt sur le résultat relative à certaines déclarations de revenus	–	–	34,0	–	–	–	–	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	<b>200,8 \$</b>	<b>177,1 \$</b>	<b>233,0 \$</b>	<b>197,6 \$</b>	<b>172,9 \$</b>	<b>167,0 \$</b>	<b>173,9 \$</b>	<b>199,0 \$</b>
<b>Bénéfice par action (¢)</b>								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires <sup>1</sup>								
– De base	77	74	83	82	72	69	81	81
– Dilué	77	74	83	82	72	69	81	81
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires								
– De base	83	74	97	82	72	69	71	81
– Dilué	83	74	97	82	72	69	71	81
<b>Actif quotidien moyen des fonds d'investissement (en G\$)</b>								
	143,9 \$	139,6 \$	134,8 \$	132,2 \$	127,9 \$	124,4 \$	127,8 \$	128,6 \$
<b>Total de l'actif géré des fonds d'investissement (en G\$)</b>								
	142,9 \$	141,7 \$	137,2 \$	133,7 \$	128,8 \$	127,1 \$	127,5 \$	124,9 \$
<b>Total de l'actif géré (en G\$)</b>								
	148,2 \$	147,1 \$	142,3 \$	140,3 \$	135,1 \$	133,4 \$	134,1 \$	131,4 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS ainsi qu'au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés du présent rapport de gestion pour une explication relative aux autres éléments utilisés dans le calcul des mesures financières non définies par les IFRS.

Les variations de l'actif géré du Groupe Investors et de Mackenzie sont présentées plus en détail dans les rubriques « Revue des activités » respectives du rapport de gestion.

### **SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS**

Le sommaire des résultats trimestriels présenté au tableau 8 comprend les résultats des huit derniers trimestres et le

rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS et du bénéfice net conformément aux IFRS.

Comme l'illustre le tableau 8, au cours des huit trimestres les plus récents, l'évolution de la moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds d'investissement reflète grandement les fluctuations des marchés nationaux et étrangers.

## GROUPE INVESTORS

### REVUE DES ACTIVITÉS

#### STRATÉGIE DU GROUPE INVESTORS

Au cours du deuxième trimestre de 2017, le Groupe Investors a présenté sa nouvelle vision stratégique et a défini un certain nombre de priorités stratégiques afin d'assurer la réussite future de ses activités.

La promesse du Groupe Investors est d'inspirer confiance.

Notre mandat stratégique consiste à être le partenaire financier de choix au Canada.

Notre proposition de valeur vise à offrir un meilleur gamma, un meilleur bêta et un meilleur alpha :

- **Gamma** – La valeur de tous les efforts déployés en complément de la composition de portefeuilles de placements, ce qui comprend la valeur qu'un conseiller financier ajoute aux relations avec les clients et qui découle de la création d'un plan financier bien élaboré et de son suivi.
- **Bêta** – La valeur créée par des portefeuilles de placements composés judicieusement dont le rendement correspond aux prévisions et comporte le plus faible risque.
- **Alpha** – La valeur d'une gestion active qui génère un rendement supérieur aux indices de rendement passifs dont la composition et le profil de risque sont les mêmes.

Nous tentons d'offrir notre proposition de valeur au moyen :

- de conseils supérieurs – Acquérir une connaissance approfondie des investisseurs canadiens et façonner tout ce que nous entreprenons en fonction de ces renseignements.
- d'expériences client segmentées – Créer des expériences personnalisées tout au long de notre relation avec le client.
- de conseillers ayant l'esprit d'entreprise – Encourager nos conseillers ayant l'esprit d'entreprise à toujours offrir une expérience enrichissante et un plan complet permettant d'obtenir des résultats supérieurs.
- de solutions financières efficaces – Fournir la gamme de solutions la plus efficace et la plus complète aux tarifs les plus concurrentiels.
- de processus d'affaires simples, faciles et numérisés – Revoir entièrement les interactions entre les clients et les conseillers afin de simplifier les processus, de réduire le nombre d'erreurs et de numériser l'expérience.
- d'une marque connue et reconnue, une technologie qui répond aux besoins, des services administratifs efficaces, une structure de coût appropriée et une culture gagnante.

#### RÉSEAU DE CONSEILLERS

Le Groupe Investors se distingue de ses concurrents en offrant des services exhaustifs de planification à ses clients dans le contexte de relations à long terme. Cette approche concorde avec des études menées au cours des dernières années qui indiquent que les ménages clients qui reçoivent des conseils de la

part d'un conseiller financier disposent d'actifs plus élevés que les ménages qui ne reçoivent aucun conseil; de plus, cet avantage augmente en fonction de la durée de la relation avec le conseiller financier. Le pivot du mécanisme de prestation de ces services est le réseau national de distribution, composé de conseillers rattachés à des bureaux régionaux répartis dans tout le Canada.

Au 30 juin 2017, le Groupe Investors comptait 4 530 conseillers, en baisse par rapport à 5 366 au 30 juin 2016. Pour permettre de mieux comprendre la nature et la composition du réseau de conseillers du Groupe Investors, les détails suivants présentent une répartition des principales composantes du réseau de conseillers :

- 2 229 pratiques de conseillers au 30 juin 2017 (30 juin 2016 – 2 361 pratiques), ce qui correspond au nombre de conseillers qui comptent plus de quatre ans d'expérience au sein du Groupe Investors. Des conseillers associés peuvent faire partie de ces pratiques, comme il est décrit ci-dessous. Le niveau des pratiques de conseillers constitue un élément clé dans l'évaluation de nos activités, car ces pratiques servent des clients qui représentent environ 95 % de l'actif géré.
- 1 298 nouveaux conseillers au 30 juin 2017 (30 juin 2016 – 2 074 nouveaux conseillers), qui sont les conseillers qui comptent moins de quatre ans d'expérience au sein du Groupe Investors.
- 1 003 conseillers associés et directeurs régionaux au 30 juin 2017 (30 juin 2016 – 931 conseillers associés et directeurs régionaux). Les conseillers associés sont des membres de l'équipe des pratiques de conseillers détenant un permis; ils offrent des services et des conseils de planification financière à la clientèle de l'équipe.

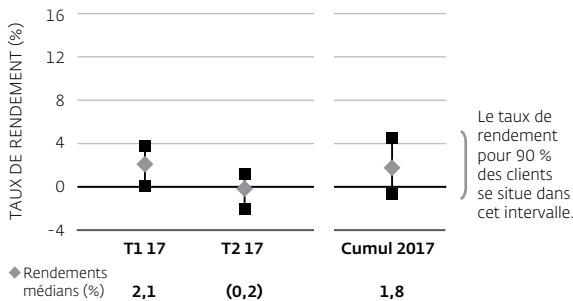
À compter du premier trimestre de 2017, le Groupe Investors a géré le départ des conseillers qui n'ont pas pu établir une pratique prospère. Nous avons aussi amélioré les critères de recrutement afin d'accroître les chances de succès des recrues tout en améliorant notre culture et notre marque, ce qui s'est traduit par la réduction de la taille générale de l'empreinte de nos bureaux régionaux, dont le nombre est passé de 115 à 98.

Plus de 55 % des pratiques de conseillers comptent des professionnels qui détiennent le titre de Certified Financial Planner (CFP) (traduction usuelle : planificateur financier agréé) ou de planificateur financier (Pl. Fin.), le titre équivalent au Québec. En outre, environ 95 % des pratiques de conseillers comptent des professionnels qui soit détiennent le titre, soit sont en voie de l'obtenir. Au 30 juin 2017, 1 564 conseillers de notre réseau détenaient le titre de CFP ou de Pl. Fin. En outre, 2 366 conseillers étaient inscrits à ces programmes en vue d'obtenir un de ces titres. Les conseillers qui étudient actuellement pour obtenir le titre de CFP ou de Pl. Fin. ou qui les détiennent déjà sont au nombre de 3 930, soit une hausse de 63 % par rapport au total de 2 417 conseillers au 30 juin 2016. Les titres de planificateur financier agréé et de planificateur



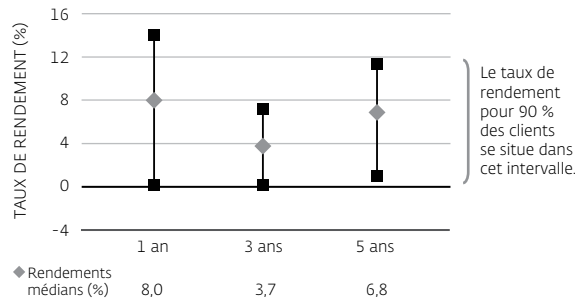
## Taux de rendement pour les comptes des clients

Rendements trimestriels et cumul du rendement annuel



## Taux de rendement pour les comptes des clients

Au 30 juin 2017



financier sont des qualifications liées à la planification financière reconnues à l'échelle nationale qui exigent qu'une personne démontre sa compétence en matière de planification financière par l'intermédiaire d'une formation, d'examens normalisés, de la satisfaction d'exigences liées à la formation continue et de l'imputabilité aux normes éthiques. En 2016, le Financial Planning Standards Council a indiqué dans une publication que le Groupe Investors regroupait plus de détenteurs du titre de CFP que toute autre organisation au Canada.

## SOUTIEN ADMINISTRATIF ET COMMUNICATIONS À L'INTENTION DES CONSEILLERS ET DES CLIENTS

Le soutien administratif offert aux conseillers et aux clients comprend la tenue des comptes des clients et la présentation de l'information de façon exacte et opportune, une aide efficace à la résolution de problèmes, de même que des améliorations continues des systèmes.

Ce soutien administratif est offert aux conseillers et aux clients domiciliés au Québec par la Direction générale du Québec du Groupe Investors, située à Montréal; quant aux conseillers et aux clients d'ailleurs au Canada, ils sont servis par le siège social du Groupe Investors, situé à Winnipeg, au Manitoba. La Direction générale du Québec compte plus de 200 personnes et comprend des unités opérationnelles pour la plupart des fonctions qui soutiennent près de 1 000 conseillers situés partout au Québec. Le montant de l'actif géré des fonds communs de placement au Québec était d'environ 15 G\$ au 30 juin 2017.

## NOUVELLE PLATEFORME DE COURTIER

Une nouvelle plateforme de courtier, lancée au quatrième trimestre de 2016, offre une expérience de service améliorée tant aux conseillers qu'aux clients. Cette nouvelle plateforme de courtier nous a permis d'internaliser les fonctions de courtier chargé de comptes et la préparation des relevés des clients pour les comptes d'intermédiaire liés à l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières

(l'« OCRCVM ») et à l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (l'« ACCFM »), fonctions qui étaient auparavant exécutées par un fournisseur de services externe, et a permis d'accroître l'automatisation des transactions. Cette plateforme appuie le lancement de nouveaux produits disponibles par le truchement de l'OCRCVM et conçus pour soutenir le segment de notre clientèle disposant d'un avoir net élevé. La nouvelle plateforme devrait donner lieu à des gains d'efficacité à long terme.

## RELEVÉS DES CLIENTS

Les communications régulières avec nos clients comprennent la présentation de l'information trimestrielle relative à leurs portefeuilles de fonds communs de placement du Groupe Investors et à la variation de la valeur de l'actif de ces portefeuilles au cours du trimestre. Au cours de chaque trimestre, les clients obtiennent un rendement différent, car la composition de leur portefeuille diffère, comme l'illustrent les graphiques ci-dessous. Le premier graphique présente les taux de rendement médians pour les comptes des clients pour chacun des trimestres de l'exercice considéré. Le deuxième graphique présente les taux de rendement médians pour les comptes des clients en fonction de périodes de un an, de trois ans et de cinq ans au 30 juin 2017. Les deux graphiques présentent également les seuils inférieur et supérieur de la fourchette des taux de rendement obtenus par 90 % des comptes des clients du Groupe Investors.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, le taux de rendement médian pour les comptes des clients était d'environ (0,2) %, et 42 % des comptes des clients ont obtenu un rendement positif. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le taux de rendement médian pour les comptes des clients était d'environ 1,8 %, et 91 % des comptes des clients ont obtenu un rendement positif.

Le Groupe Investors considère depuis longtemps que la présentation à ses clients de l'information se rapportant au rendement de leurs comptes personnels pour plusieurs périodes constitue un avantage significatif et démontre, en outre, la valeur obtenue grâce aux conseils qu'ils reçoivent, et ce, tout au long de la relation client-conseiller.

Les relevés de nos clients comprennent leur rendement sur plusieurs périodes, y compris des taux de rendement sur un an, trois ans et cinq ans.

Au 30 juin 2017 également, le Groupe Investors a présenté son information sur les coûts et la rémunération annuelle dans laquelle sont décrits les honoraires versés au courtier du Groupe Investors en ce qui a trait au compte du client.

## ACTIF GÉRÉ

Un sommaire de la répartition du total de l'actif géré est présenté au tableau 9. Au 30 juin 2017, l'actif géré des fonds communs de placement et le total de l'actif géré du Groupe Investors ont atteint 84,3 G\$ et 84,9 G\$, respectivement.

Le niveau de l'actif géré est tributaire de trois facteurs : les ventes, les rachats et les rendements des placements de nos fonds. Les variations de l'actif géré des fonds communs de placement pour les périodes considérées sont présentées dans le tableau 9.

## RENDEMENT DES FONDS

Au 30 juin 2017, 51,6 % des fonds communs de placement du Groupe Investors étaient notés trois étoiles ou plus par le service de notation de fonds Morningstar<sup>†</sup>, et 11,5 % étaient notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar<sup>†</sup>, les proportions étaient de 64,0 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 26,8 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 30 juin 2017. La Cote Morningstar<sup>†</sup> est une mesure quantitative et objective du rendement sur trois, cinq et dix ans d'un fonds ajusté en fonction du risque par rapport à des fonds comparables.

## CHANGEMENTS À L'OFFRE DE PRODUITS DE FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Le Groupe Investors continue d'accroître le rendement, l'étendue et la diversité de ses produits de placement grâce au lancement de nouveaux fonds et à d'autres changements apportés aux produits qui répondent aux divers besoins à long terme des investisseurs canadiens.

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2017, le Groupe Investors a mis fin à l'option d'achat avec frais d'acquisition reportés pour ses fonds communs de placement. Par la même occasion, les frais des séries sans frais d'acquisition ont été réduits.

## OFFRES DESTINÉES AUX CLIENTS À VALEUR ÉLEVÉE

Les clients à valeur nette élevée représentent un secteur en croissance de notre clientèle. Le Groupe Investors offre plusieurs produits visant à répondre aux besoins des clients à valeur nette élevée et continue de chercher des moyens de présenter des offres additionnelles à cette clientèle. L'actif géré des clients appartenant à cette catégorie totalisait 36,4 G\$ au 30 juin 2017, soit une hausse de 24,9 % par rapport au dernier exercice, et représentait

43 % du total de l'actif géré. Les ventes aux clients à valeur élevée ont totalisé 977 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017, en hausse de 113 % par rapport au deuxième trimestre de 2016, et représentaient 42 % du total des ventes.

## Tarifification pour les ménages disposant d'un actif de placement supérieur à 500 000 \$

Le Groupe Investors possède des solutions de placement qui prévoient une tarification distincte pour les ménages dont les placements dans les fonds du Groupe Investors sont supérieurs à 500 000 \$. Au 30 juin 2017, l'actif géré des clients appartenant à cette catégorie totalisait 32,3 G\$, soit une hausse de 17,9 %, par rapport à 27,4 G\$ au 30 juin 2016.

- La série J disposait d'un actif de 21,4 G\$ au 30 juin 2017, soit une baisse de 8,2 %, par rapport à 23,4 G\$ au 30 juin 2016.
- La série U offre une structure de tarification qui établit une distinction entre les frais de conseil, lesquels sont directement facturés au compte d'un client, et les frais facturés aux fonds d'investissement sous-jacents. Au 30 juin 2017, l'actif géré de la série U avait augmenté pour se chiffrer à 10,8 G\$, comparativement à 4,0 G\$ au 30 juin 2016, soit une hausse de 167 %.

## Profil<sup>MC</sup>

Il s'agit d'un programme de gestion de portefeuille unique, lancé en 2001, qui est offert aux ménages disposant d'un actif supérieur à 250 000 \$ détenu au sein du Groupe Investors. Les portefeuilles de placement Profil ont été conçus de manière à maximiser le rendement et à gérer le risque au moyen d'une diversification par catégorie d'actif, par style de gestion et par région. La structure de tarification du programme Profil établit une distinction entre les frais de conseil, lesquels sont directement facturés au compte d'un client, et les frais facturés aux fonds d'investissement sous-jacents.

Au 30 juin 2017, l'actif géré du programme Profil s'est élevé à 4,2 G\$, soit une augmentation de 143 % par rapport à un actif géré de 1,7 G\$ au 30 juin 2016.

## Structures de frais dégroupés

Une proportion croissante des actifs des clients du Groupe Investors se trouvent dans la série U et dans le programme Profil, qui sont des produits avec des structures de frais dégroupés et pour lesquels des frais de conseil distincts sont facturés au compte du client par le courtier. Au 30 juin 2017, les produits avec des structures de frais dégroupés représentaient un montant de 15,0 G\$, ou 17,7 % de l'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors, en hausse de 160 %, comparativement à 5,7 G\$ au 30 juin 2016. Les ventes de ces produits aux clients à valeur élevée ont totalisé 626 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017, soit une hausse de 498 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2016, et représentaient 64 % du total des ventes aux clients à valeur nette élevée.

TABLEAU 9 : TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ – GROUPE INVESTORS

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)	
				31 MARS 2017	30 JUIN 2016
<b>Actif géré des fonds communs de placement<sup>1</sup></b>					
Ventes	2 357 \$	2 932 \$	1 778 \$	(19,6) %	32,6 %
Rachats	1 922	2 042	1 946	(5,9)	(1,2)
<b>Ventes nettes (rachats nets)</b>	<b>435</b>	<b>890</b>	<b>(168)</b>	<b>(51,1)</b>	<b>n.s.</b>
Rendements des placements	(29)	1 768	1 148	n.s.	n.s.
Variation de l'actif, montant net	406	2 658	980	(84,7)	(58,6)
Actif au début	83 900	81 242	75 223	3,3	11,5
<b>Actif à la fin</b>	<b>84 306 \$</b>	<b>83 900 \$</b>	<b>76 203 \$</b>	<b>0,5 %</b>	<b>10,6 %</b>
<b>Total de l'actif géré</b>					
Fonds communs de placement	84 306 \$	83 900 \$	76 203 \$	0,5 %	10,6 %
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	567	543	434	4,4	30,6
	<b>84 873 \$</b>	<b>84 443 \$</b>	<b>76 637 \$</b>	<b>0,5 %</b>	<b>10,7 %</b>
<b>Actif moyen<sup>2</sup></b>					
Fonds communs de placement	85 021 \$	82 751 \$	75 803 \$	2,7 %	12,2 %
Total	85 586	83 256	76 240	2,8	12,3
<b>SEMESTRES CLOS LES (en M\$)</b>					
			<b>30 JUIN 2017</b>	<b>30 JUIN 2016</b>	<b>VARIATION (%)</b>
<b>Actif géré des fonds communs de placement<sup>1</sup></b>					
Ventes			5 289 \$	4 045 \$	30,8 %
Rachats			3 964	3 746	5,8
<b>Ventes nettes (rachats nets)</b>			<b>1 325</b>	<b>299</b>	<b>n.s.</b>
Rendements des placements			1 739	1 007	72,7
Variation de l'actif, montant net			3 064	1 306	134,6
Actif au début			81 242	74 897	8,5
<b>Actif à la fin</b>			<b>84 306 \$</b>	<b>76 203 \$</b>	<b>10,6 %</b>
<b>Actif moyen<sup>2</sup></b>					
Fonds communs de placement			83 892 \$	74 676 \$	12,3 %
Total			84 426	75 117	12,4

1. Comprend les comptes à gestion distincte Azur du Groupe Investors et les fonds communs de placement du Groupe Investors.

2. En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds communs de placement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, des comptes de la clientèle institutionnelle et des autres comptes.

### Comptes à gestion distincte et compte de courtage à honoraires

Le Groupe Investors a lancé récemment un nouveau programme de comptes à gestion distincte, les Placements gérés Azur<sup>MC</sup>, ainsi qu'un compte à honoraires, qui sont offerts par l'entremise de la société de courtage du Groupe Investors, Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

Les Placements gérés Azur sont des comptes de courtage en gestion discrétionnaire qui permettent au client de déléguer à

un gestionnaire de portefeuille la responsabilité des décisions de placement au jour le jour. Il existe sept mandats différents qui permettent d'investir dans des actions de base sur les marchés boursiers canadiens, américains, nord-américains et internationaux, et qui sont gérés grâce au savoir-faire de la Société de gestion d'investissement I.G. et de gestionnaires de placement externes.

Le compte à honoraires du Groupe Investors est un compte de courtage non discrétionnaire à honoraires qui offre aux

clients les avantages d'une démarche globale dans la gestion de leur portefeuille.

#### **VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – RÉSULTATS DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DE 2016**

Le total de l'actif géré du Groupe Investors s'élevait à 84,9 G\$, comparativement à 76,6 G\$ au 30 juin 2016.

Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes du Groupe Investors se sont établis à 567 M\$ au 30 juin 2017, comparativement à 434 M\$ au 30 juin 2016, soit une hausse de 30,6 %.

Au 30 juin 2017, l'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors s'élevait à 84,3 G\$, ce qui représente une hausse de 10,6 %, par rapport à 76,2 G\$ au 30 juin 2016. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement se chiffrait à 85,0 G\$ pour le deuxième trimestre de 2017, en hausse de 12,2 % par rapport à 75,8 G\$ pour le deuxième trimestre de 2016.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 2,4 G\$, soit une hausse de 32,6 % par rapport à la période correspondante de 2016. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 1,9 G\$, soit une baisse de 1,2 % par rapport à 2016. Pour le deuxième trimestre de 2017, les ventes nettes des fonds communs de placement du Groupe Investors s'élevaient à 435 M\$, comparativement à des rachats nets de 168 M\$ en 2016. Au cours du deuxième trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une diminution de 29 M\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une hausse de 1,1 G\$ au cours du deuxième trimestre de 2016.

Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 2,0 G\$ pour le deuxième trimestre de 2017, soit une augmentation de 32,1 % par rapport à l'exercice précédent. Les ventes nettes de fonds à long terme se sont établies à 243 M\$ au deuxième trimestre de 2017, comparativement à des rachats nets de 242 M\$ en 2016.

Le taux de rachat trimestriel annualisé du Groupe Investors pour les fonds à long terme s'est établi à 8,4 % au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 9,4 % au deuxième trimestre de 2016. Le taux de rachat en glissement sur douze mois des fonds à long terme du Groupe Investors s'établissait à 8,6 % au 30 juin 2017, comparativement à 8,8 % au 30 juin 2016, ce qui demeure nettement inférieur au taux de rachat moyen correspondant d'environ 16,4 % enregistré par l'ensemble des autres membres de l'Institut des fonds d'investissement du Canada (l'« IFIC ») au 30 juin 2017.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 5,3 G\$, soit une hausse de 30,8 % par rapport à 2016. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 4,0 G\$, soit une hausse de 5,8 %

par rapport à 2016. Les ventes nettes de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrées à 1,3 G\$, comparativement à des ventes nettes de 299 M\$ en 2016. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 4,5 G\$ pour le premier semestre de 2017, comparativement à 3,5 G\$ en 2016, soit une augmentation de 31,2 %. Les ventes nettes de fonds à long terme se sont établies à 962 M\$, comparativement à des ventes nettes de 113 M\$ en 2016. Au cours de 2017, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 1,8 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une hausse de 1,0 G\$ en 2016.

#### **VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2017**

Le total de l'actif géré du Groupe Investors se chiffrait à 84,9 G\$, comparativement à 84,4 G\$ au 31 mars 2017. Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes du Groupe Investors s'élevaient à 567 M\$ au 30 juin 2017, comparativement à 543 M\$ au 31 mars 2017, en hausse de 4,4 %.

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 84,3 G\$ au 30 juin 2017, soit une hausse de 0,5 %, comparativement à 83,9 G\$ au 31 mars 2017. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est établi à 85,0 G\$ au deuxième trimestre de 2017, par rapport à 82,8 G\$ au premier trimestre de 2017, soit une augmentation de 2,7 %.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 2,4 G\$, soit une baisse de 19,6 % par rapport au premier trimestre de 2017. Les rachats de fonds communs de placement, qui ont totalisé 1,9 G\$ pour le deuxième trimestre, ont diminué de 5,9 % par rapport au trimestre précédent, et le taux de rachat trimestriel annualisé s'est établi à 8,4 % au deuxième trimestre, comparativement à 9,2 % au premier trimestre de 2017. Les ventes nettes de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont élevées à 435 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des ventes nettes de 890 M\$ au cours du trimestre précédent. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 2,0 G\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 2,6 G\$ au trimestre précédent. Les ventes nettes de fonds à long terme pour le trimestre considéré se sont établies à 243 M\$, comparativement à des ventes nettes de 719 M\$ au trimestre précédent.

### **AUTRES PRODUITS ET SERVICES**

#### **FONDS DISTINCTS**

Le Groupe Investors offre des fonds distincts qui comprennent la gamme de fonds de placement garanti. Les fonds de placement garanti sont des polices de fonds distincts émises par La Great-West,

compagnie d'assurance-vie; la gamme comprend 14 fonds de fonds distincts différents et six fonds distincts individuels. Ces fonds distincts offrent un potentiel de croissance à long terme des placements ainsi qu'une gestion du risque, et sont assortis de garanties complètes ou partielles applicables au décès et à l'échéance, d'une protection éventuelle contre les créanciers et de caractéristiques facilitant la planification successorale. Certains fonds de placement garanti sont assortis d'une garantie de revenu viager, qui assure un revenu de retraite garanti, la vie durant. Le volet placement de ces fonds distincts est géré par le Groupe Investors. Au 30 juin 2017, le total de l'actif des fonds distincts s'élevait à 1,8 G\$, comparativement à 1,7 G\$ au 30 juin 2016.

### **ASSURANCE**

Le Groupe Investors distribue des produits d'assurance par l'intermédiaire de Services d'Assurance I.G. Inc. Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, les ventes de produits d'assurance, calculées en fonction des nouvelles primes annualisées, ont atteint 18 M\$ comparativement à 20 M\$ en 2016, ce qui constitue une diminution de 8,7 %. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les ventes de produits d'assurance, calculées en fonction des nouvelles primes annualisées, ont atteint 42 M\$ comparativement à 38 M\$ en 2016, ce qui constitue une diminution de 10 %.

### **OPÉRATIONS SUR TITRES**

La société Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. est un courtier en valeurs enregistré dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada. Elle propose à ses clients des services qui complètent les services de planification financière et de placement. Les conseillers du Groupe Investors peuvent ainsi diriger des clients vers l'un de nos spécialistes en planification de valeurs mobilières de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

Nous avons continué d'améliorer nos services pour permettre l'intégration des titres détenus par nos clients dans leur plan financier. Cette démarche a nécessité le perfectionnement de nos systèmes ainsi que la participation de nos spécialistes en planification des valeurs mobilières qui collaborent avec nos conseillers et détiennent un permis pour donner des conseils en matière de titres. Les conseillers qui sont inscrits auprès de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (l'« OCRCVM ») ont continué d'exercer leurs activités en fonction de notre modèle économique établi, lequel est axé sur un actif géré dans un contexte de planification financière.

Un nombre accru de conseillers transfèrent leur inscription à Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. grâce à la plateforme de l'OCRCVM et aux produits lancés récemment, notamment les comptes à gestion distincte et les comptes à honoraires.

### **PRÊTS HYPOTHÉCAIRES**

Le Groupe Investors est un prêteur hypothécaire d'envergure nationale qui offre des prêts hypothécaires résidentiels à

l'intention de ses clients dans le cadre d'un plan financier complet. Les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont présents dans chaque province canadienne, et ils collaborent avec nos clients et leurs conseillers, en fonction de la réglementation en vigueur, afin d'élaborer des stratégies de financement hypothécaire qui correspondent aux besoins et aux objectifs de chaque client.

Par l'intermédiaire des activités bancaires hypothécaires, les prêts hypothécaires montés par les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors, au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors, à des structures de titrisation et à des investisseurs institutionnels. Certaines filiales du Groupe Investors sont autorisées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») à titre d'émettrices de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») et de vendeuses de TH LNH dans le cadre du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »). Les programmes de titrisation comprennent également certains programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandité par des banques. Les prêts hypothécaires résidentiels sont également détenus dans le cadre des activités d'intermédiaire du Groupe Investors.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, les financements de prêts hypothécaires se sont chiffrés à 398 M\$ et à 709 M\$, contre 653 M\$ et 1,1 G\$ en 2016, ce qui constitue une diminution de 39,1 % et de 36,1 %, respectivement. Au 30 juin 2017, les prêts hypothécaires gérés par le Groupe Investors liés à ses activités bancaires hypothécaires totalisaient 11,0 G\$, comparativement à 10,8 G\$ au 30 juin 2016, soit une hausse de 1,9 %.

### **SOLUTIONS BANCAIRES<sup>†</sup>**

L'offre relative à Solutions Bancaires<sup>†</sup> du Groupe Investors consiste en une vaste gamme de produits et de services fournis par la Banque Nationale du Canada en vertu d'une entente de distribution à long terme. Ces produits et ces services comprennent des prêts à l'investissement, des marges de crédit, des prêts personnels, de l'assurance-crédit, des comptes de dépôt et des cartes de crédit. L'offre comprend aussi le nouveau produit Tout-En-Un, qui est une solution exhaustive de gestion des liquidités qui regroupe les caractéristiques d'un prêt hypothécaire, d'un emprunt à terme, d'une marge de crédit renouvelable et d'un compte de dépôt visant à répondre aux besoins de nos clients tout en réduisant au minimum les frais d'intérêts globaux. Au moyen de Solutions Bancaires<sup>†</sup>, les clients ont accès à un réseau de guichets automatiques, ainsi qu'à un site Web client et à un centre de services clients, tous deux sous marque privée. Le programme Solutions Bancaires<sup>†</sup> s'inscrit dans l'approche du Groupe Investors qui consiste à fournir des solutions financières complètes à ses clients par l'intermédiaire

d'une vaste plateforme de planification financière. Le total des produits de prêt des clients du Groupe Investors dans le cadre du programme Solutions Bancaires<sup>1</sup> s'est élevé à 3,3 G\$ au 30 juin 2017, comparativement à 3,1 G\$ au 30 juin 2016.

Le crédit disponible relatif aux comptes Tout-En-Un de Solutions Bancaires<sup>1</sup> ouverts au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017 s'élevait à 284 M\$ et à 433 M\$, comparativement à 191 M\$ et à 361 M\$ en 2016. Au 30 juin 2017, le solde des produits Tout-En-Un de Solutions Bancaires était de 2,0 G\$,

comparativement à 1,6 G\$ pour l'exercice précédent, ce qui représentait environ 47 % du crédit disponible total relatif à ces comptes.

#### **PRODUITS ET SERVICES ADDITIONNELS**

Le Groupe Investors offre également à sa clientèle des certificats de placement garanti émis par La Compagnie de Fiducie du Groupe Investors Ltée et par un certain nombre d'autres établissements financiers.

## REVUE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR

Le bénéfice avant intérêts et impôt du Groupe Investors est présenté dans le tableau 10.

### RÉSULTATS DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DE 2016

#### PRODUITS TIRÉS DES HONORAIRES

Les produits tirés des honoraires proviennent de la gestion, de l'administration et de la distribution des fonds communs de placement du Groupe Investors. La distribution de produits d'assurance et des produits Solutions Bancaires<sup>†</sup> et la prestation de services liés aux valeurs mobilières fournissent des produits tirés des honoraires additionnels.

Le Groupe Investors perçoit des honoraires de gestion pour les services de gestion de placements liés à ses fonds communs de placement, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Les honoraires de gestion se sont chiffrés à 354,6 M\$ au deuxième trimestre de 2017, en hausse de 36,3 M\$, ou 11,4 %, par rapport à 318,3 M\$ en 2016. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les honoraires de gestion se sont établis à 695,7 M\$, en hausse de 69,2 M\$, ou 11,0 %, par rapport à 626,5 M\$ en 2016.

L'augmentation nette des honoraires de gestion au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017 était principalement attribuable à la hausse de 12,3 % et de 12,4 %, respectivement, de l'actif géré moyen, comme l'illustre le tableau 9. Le taux moyen des

TABLEAU 10 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – GROUPE INVESTORS

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)	
				31 MARS 2017	30 JUIN 2016
<b>Produits</b>					
Honoraires de gestion	354,6 \$	341,1 \$	318,3 \$	4,0 %	11,4 %
Honoraires d'administration	81,3	79,9	76,5	1,8	6,3
Honoraires de distribution	46,5	57,1	51,4	(18,6)	(9,5)
	482,4	478,1	446,2	0,9	8,1
Produits tirés des placements nets et autres produits	22,1	18,0	18,6	22,8	18,8
	504,5	496,1	464,8	1,7	8,5
<b>Charges</b>					
Commissions	78,9	90,9	82,1	(13,2)	(3,9)
Primes de rétention de l'actif	84,0	78,7	70,1	6,7	19,8
Charges autres que les commissions	147,7	147,7	138,5	–	6,6
	310,6	317,3	290,7	(2,1)	6,8
<b>Bénéfice avant intérêts et impôt</b>	<b>193,9 \$</b>	<b>178,8 \$</b>	<b>174,1 \$</b>	<b>8,4 %</b>	<b>11,4 %</b>
<b>SEMESTRES CLOS LES</b>					
(en M\$)			30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)
<b>Produits</b>					
Honoraires de gestion			695,7 \$	626,5 \$	11,0 %
Honoraires d'administration			161,2	150,1	7,4
Honoraires de distribution			103,6	101,3	2,3
			960,5	877,9	9,4
Produits tirés des placements nets et autres produits			40,1	32,4	23,8
			1 000,6	910,3	9,9
<b>Charges</b>					
Commissions			169,8	161,1	5,4
Primes de rétention de l'actif			162,7	138,5	17,5
Charges autres que les commissions			295,4	273,5	8,0
			627,9	573,1	9,6
<b>Bénéfice avant intérêts et impôt</b>			<b>372,7 \$</b>	<b>337,2 \$</b>	<b>10,5 %</b>

honoraires de gestion au deuxième trimestre de 2017 s'est établi à 166,2 points de base de l'actif géré moyen, comparativement à 167,5 points de base en 2016. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le taux moyen des honoraires de gestion s'est établi à 166,2 points de base de l'actif quotidien moyen des fonds communs de placement, comparativement à 167,5 points de base en 2016. La diminution du taux moyen des honoraires de gestion au cours des deux périodes est attribuable, en partie, au transfert des actifs vers les produits destinés à la clientèle.

Les honoraires de gestion ont aussi subi l'incidence d'une diminution de 2,9 M\$ des produits tirés des honoraires au cours des semestres, ce qui est attribuable au fait qu'il y a eu une journée civile de moins en 2017 qu'en 2016.

Le Groupe Investors perçoit des honoraires d'administration pour les services administratifs relatifs à ses fonds communs de placement et pour les services fiduciaires liés à ses fonds communs de placement en fiducie à participation unitaire, qui dépendent aussi en grande partie du volume et de la composition de l'actif. Les honoraires d'administration ont totalisé 81,3 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 76,5 M\$ à l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 6,3 %. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les honoraires d'administration se sont élevés à 161,2 M\$, comparativement à 150,1 M\$ en 2016, en hausse de 7,4 %. Ces augmentations sont principalement attribuables aux variations de l'actif géré moyen, et ont été contrebalancées en partie par des réductions d'honoraires. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, dans le cadre de l'abandon de l'offre de séries avec frais d'acquisition reportés (« FAR »), le Groupe Investors a diminué les honoraires d'administration des séries sans frais d'acquisition. Au cours du trimestre, l'incidence que ces changements ont eus sur les produits tirés des honoraires d'administration se chiffrait à 1,9 M\$.

Les produits tirés des honoraires de distribution proviennent des sources suivantes :

- Les frais de rachat applicables aux fonds communs de placement vendus avec frais d'acquisition différés.
- Les frais de distribution liés aux fonds de type portefeuille.
- La distribution de produits d'assurance par l'intermédiaire des Services d'Assurance I.G. Inc.
- La prestation de services de négociation de titres par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.
- Les services bancaires offerts par le truchement de Solutions Bancaires<sup>1</sup>.

Les produits tirés des honoraires de distribution, chiffrés à 46,5 M\$ au deuxième trimestre de 2017, ont diminué de 4,9 M\$ par rapport à 51,4 M\$ en 2016, principalement en raison d'une baisse des produits tirés des honoraires de distribution provenant des produits d'assurance et d'une diminution des frais de rachat. Pour le semestre, les produits tirés des honoraires de distribution, s'élevant à 103,6 M\$, ont augmenté de 2,3 M\$ par rapport à

101,3 M\$ en 2016, ce qui est attribuable à la vigueur des ventes de produits d'assurance au cours du premier trimestre de 2017 et contrebalancé en partie par une baisse des frais de rachat. Les produits tirés des frais de rachat varient en fonction du volume des rachats assujettis à des frais d'acquisition différés.

## **PRODUITS TIRÉS DES PLACEMENTS NETS ET AUTRES PRODUITS**

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe les produits tirés des activités bancaires hypothécaires et les produits d'intérêts nets liés aux activités d'intermédiaire.

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 22,1 M\$ au deuxième trimestre de 2017, en hausse de 3,5 M\$ par rapport à 18,6 M\$ en 2016. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les produits tirés des placements nets et autres produits ont totalisé 40,1 M\$, soit une hausse de 7,7 M\$ par rapport à 32,4 M\$ en 2016.

Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 21,3 M\$ au deuxième trimestre de 2017 comparativement à 17,8 M\$ en 2016, soit une augmentation de 3,5 M\$. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 38,1 M\$, comparativement à 31,9 M\$ en 2016, en hausse de 6,2 M\$. Le tableau 11 présente un sommaire des activités bancaires hypothécaires pour le trimestre et le semestre considérés. Les variations des produits tirés des activités bancaires hypothécaires sont attribuables aux éléments suivants :

- Les produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés ont diminué de 0,6 M\$ et ont augmenté de 0,8 M\$ au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017 par rapport à 2016, pour s'établir à 15,9 M\$ et à 32,2 M\$, respectivement. Cette diminution constatée au cours du trimestre était attribuable à une baisse des marges sur les prêts titrisés, en partie contrebalancée par une hausse des soldes moyens. Au cours du semestre, l'augmentation s'explique par la hausse des soldes moyens des prêts titrisés, en partie contrebalancée par une diminution des marges.
- Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels ont diminué de 1,1 M\$ et de 1,7 M\$ au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017 par rapport à 2016, pour atteindre 4,5 M\$ et 6,6 M\$, respectivement. La diminution des profits découle essentiellement d'une baisse des marges.
- Les ajustements de la juste valeur ont augmenté de 4,8 M\$ et de 5,3 M\$ au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017 par rapport à 2016, pour atteindre 2,3 M\$ et 1,0 M\$, respectivement. L'augmentation est principalement liée à des ajustements favorables de la juste valeur apportés à des swaps de taux d'intérêt utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur les prêts détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus à des tiers ou titrisés.



TABLEAU 11 : ACTIVITÉS BANCAIRES HYPOTHÉCAIRES – GROUPE INVESTORS

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)	
				31 MARS 2017	30 JUIN 2016
<b>Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires</b>					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts	49,4 \$	49,5 \$	48,1 \$	(0,2) %	2,7 %
Charges d'intérêts	33,5	33,2	31,6	0,9	6,0
Produits d'intérêts nets	15,9	16,3	16,5	(2,5)	(3,6)
Profit sur ventes <sup>1</sup>	4,5	2,1	5,6	114,3	(19,6)
Ajustements de la juste valeur	2,3	(1,3)	(2,5)	n.s.	(192,0)
Autres produits <sup>2</sup>	(1,4)	(0,3)	(1,8)	n.s.	22,2
	21,3 \$	16,8 \$	17,8 \$	26,8 %	19,7 %
<b>Moyenne des prêts hypothécaires gérés</b>					
Titrisations	7 441 \$	7 525 \$	7 130 \$	(1,1) %	4,4 %
Autres	3 620	3 555	3 532	1,8	2,5
	11 061 \$	11 080 \$	10 662 \$	(0,2) %	3,7 %
<b>Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes<sup>3</sup> :</b>					
Titrisations	308 \$	331 \$	995 \$	(6,9) %	(69,0) %
Autres <sup>1</sup>	294	298	317	(1,3)	(7,3)
	602 \$	629 \$	1 312 \$	(4,3) %	(54,1) %
<b>SEMESTRES CLOS LES</b>					
(en M\$)			30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)
<b>Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires</b>					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts			98,9 \$	94,5 \$	4,7 %
Charges d'intérêts			66,7	63,1	5,7
Produits d'intérêts nets			32,2	31,4	2,5
Profit sur ventes <sup>1</sup>			6,6	8,3	(20,5)
Ajustements de la juste valeur			1,0	(4,3)	123,3
Autres produits <sup>2</sup>			(1,7)	(3,5)	51,4
			38,1 \$	31,9 \$	19,4 %
<b>Moyenne des prêts hypothécaires gérés</b>					
Titrisations			7 483 \$	7 001 \$	6,9 %
Autres			3 588	3 573	0,4
			11 071 \$	10 574 \$	4,7 %
<b>Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes<sup>3</sup> :</b>					
Titrisations			639 \$	1 605 \$	(60,2) %
Autres <sup>1</sup>			592	534	10,9
			1 231 \$	2 139 \$	(42,4) %

1. Représentent les ventes aux investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors, ainsi que les profits tirés de ces ventes.

2. Représentent les frais d'émission et d'assurance des prêts hypothécaires, les intérêts réalisés sur les prêts hypothécaires détenus temporairement, les produits tirés de la gestion et les autres produits.

3. Représentent les montants en principal vendus.

- Les autres produits ont augmenté de 0,4 M\$ et de 1,8 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 2016, pour s'établir à (1,4) M\$ et à (1,7) M\$, respectivement, ce qui est principalement attribuable à une baisse des frais d'émission des prêts hypothécaires.

## CHARGES

Le Groupe Investors engage une charge liée aux commissions se rapportant à la distribution de ses fonds communs de placement et autres produits et services financiers. Des commissions sont versées au moment de la vente de ces produits, et leur montant fluctue en fonction du volume des ventes. La charge au titre des commissions de vente différées comprend l'amortissement de l'actif sur sa durée d'utilité et la réduction de l'actif lié aux commissions de vente différées non amorties en fonction des rachats. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement sont différées et amorties sur une période maximale de sept ans. La charge liée aux commissions s'est chiffrée à 78,9 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017, en baisse de 3,2 M\$, par rapport à 82,1 M\$ en 2016. La charge liée aux commissions s'est établie à 169,8 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, en hausse de 8,7 M\$ par rapport à 161,1 M\$ en 2016. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, l'augmentation tient principalement au montant de la rémunération liée aux autres produits et services financiers distribués.

La charge liée aux primes de rétention de l'actif et aux primes supplémentaires de rétention de l'actif, dont le calcul est fondé sur la valeur des actifs gérés, a augmenté de 13,9 M\$ et de 24,2 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 pour s'établir à 84,0 M\$ et à 162,7 M\$, respectivement, par rapport à 2016. L'augmentation constatée au cours des deux périodes est principalement attribuable à l'accroissement de l'actif géré et à la proportion accrue des produits sans frais d'acquisition au sein de nos actifs.

Les charges autres que les commissions engagées par le Groupe Investors sont principalement liées au soutien de son réseau de conseillers, à l'administration, à la commercialisation et à la gestion de ses fonds communs de placement et autres produits ainsi qu'aux frais des sous-conseillers liés à l'actif géré des fonds communs de placement. Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 147,7 M\$ au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 138,5 M\$ en 2016, ce qui constitue une augmentation de 9,2 M\$, ou 6,6 %. Pour le semestre, les charges autres que les commissions se sont élevées à 295,4 M\$, comparativement à 273,5 M\$ en 2016, soit une hausse de 21,9 M\$, ou 8,0 %. L'augmentation constatée au cours des deux périodes découlait essentiellement du soutien accordé au réseau de conseillers et d'autres mesures visant la croissance des affaires, ainsi que des frais des sous-conseillers liés à l'augmentation de l'actif géré.

## RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2017

### PRODUITS TIRÉS DES HONORAIRES

Les produits tirés des honoraires de gestion ont augmenté de 13,5 M\$, ou 4,0 %, au deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017, pour s'établir à 354,6 M\$. L'augmentation nette des honoraires de gestion au cours du deuxième trimestre est principalement liée à la hausse de 2,8 % de l'actif géré moyen pour le trimestre, comme l'illustre le tableau 9, ainsi qu'au fait que le deuxième trimestre compte une journée civile de plus que le premier trimestre.

Les honoraires d'administration ont augmenté pour s'établir à 81,3 M\$ au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 79,9 M\$ au premier trimestre de 2017. Cette augmentation était principalement attribuable à la variation de l'actif géré moyen des fonds communs de placement au cours de la période.

Les produits tirés des honoraires de distribution, qui se sont chiffrés à 46,5 M\$ au deuxième trimestre de 2017, ont diminué de 10,6 M\$, par rapport à 57,1 M\$ au premier trimestre, principalement en raison d'une diminution des produits tirés des honoraires de distribution liés aux ventes de produits d'assurance et d'une baisse des frais de rachat.

### PRODUITS TIRÉS DES PLACEMENTS NETS ET AUTRES PRODUITS

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 22,1 M\$ au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 18,0 M\$ au trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 4,1 M\$ découlant principalement des activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors.

Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 21,3 M\$ au deuxième trimestre de 2017, en hausse de 4,5 M\$ par rapport à 16,8 M\$ au trimestre précédent, comme l'illustre le tableau 11. Les variations des produits tirés des activités bancaires hypothécaires sont attribuables aux éléments suivants :

- Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 2,4 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017 pour atteindre 4,5 M\$, par rapport à 2,1 M\$ au trimestre précédent, ce qui est principalement attribuable à une hausse des marges.
- Les ajustements de la juste valeur ont augmenté de 3,6 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017 pour s'établir à 2,3 M\$, comparativement à (1,3) M\$ au trimestre précédent, ce qui découle principalement d'ajustements favorables de la juste valeur apportés à des swaps de taux d'intérêt utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur les prêts détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus à des tiers ou titrisés.

- Les autres produits ont diminué de 1,1 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017 pour s'établir à (1,4) M\$, comparativement à (0,3) M\$ au trimestre précédent, ce qui est principalement attribuable à une hausse des frais d'émission des prêts hypothécaires.

#### **CHARGES**

Pour le trimestre considéré, la charge liée aux commissions s'est chiffrée à 78,9 M\$, comparativement à 90,9 M\$ au trimestre précédent. Cette baisse est principalement liée à la diminution

du montant de la rémunération ayant trait aux autres produits et services financiers distribués. La charge liée aux primes de rétention de l'actif et aux primes supplémentaires de rétention de l'actif a augmenté de 5,3 M\$ pour s'établir à 84,0 M\$ au deuxième trimestre de 2017, ce qui est principalement attribuable à l'accroissement de l'actif géré.

Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 147,7 M\$ pour le trimestre considéré, demeurant inchangées par rapport au trimestre précédent de 2017.

## PLACEMENTS MACKENZIE

### REVUE DES ACTIVITÉS

#### STRATÉGIE DE MACKENZIE

Mackenzie cherche à s'assurer que les intérêts des clients, des actionnaires, des courtiers, des conseillers et des employés convergent.

La vision de Mackenzie est la suivante : nous nous engageons à assurer le succès financier des investisseurs, selon leur point de vue, ce qui aura une incidence sur les priorités stratégiques que nous choisissons pour remplir cet engagement et assurer la croissance future des activités. Notre mandat stratégique comporte deux volets : devenir le leader dans le secteur de détail au Canada et tisser des relations stratégiques significatives, ce qui s'inscrit dans le cadre de notre objectif de devenir la société de choix pour les épargnants, les conseillers financiers et les investisseurs institutionnels. Nous comptons réaliser ce mandat en attirant les meilleurs éléments du secteur de l'investissement et en favorisant leur épanouissement, en répondant aux besoins changeants des conseillers financiers et des investisseurs au moyen de solutions uniques et novatrices, et en continuant d'offrir une qualité de niveau institutionnel dans tout ce que nous entreprenons.

Pour soutenir cette vision et ce mandat stratégique, nos employés s'efforcent d'adopter six aptitudes fondamentales clés :

- Fournir un rendement ajusté en fonction du risque concurrentiel et constant.
- Offrir des solutions de placement novatrices et de haute qualité.
- Accélérer la distribution.
- Promouvoir un leadership de marque.
- Encourager l'excellence opérationnelle et la rigueur.
- Favoriser une culture gagnante.

Mackenzie cherche à maximiser le rendement des investissements de l'entreprise en concentrant ses ressources dans des secteurs qui ont une incidence directe sur la réussite de notre mandat stratégique : la gestion de placements, la distribution et l'expérience client.

Fondée en 1967, Mackenzie célèbre fièrement son 50<sup>e</sup> anniversaire au sein du secteur canadien des services financiers en 2017. Mackenzie continue de bâtir une entreprise de services-conseils en placements au moyen de ses services exclusifs de recherche en placements et de gestion de portefeuille, tout en ayant recours à des partenaires stratégiques qui agissent à titre de sous-conseillers dans des domaines précis. Nos affaires reposent sur une multitude de canaux de distribution : le réseau de détail, les alliances stratégiques et le marché institutionnel.

Mackenzie distribue ses produits de placement de détail principalement grâce à des conseillers financiers externes. Les équipes de vente de Mackenzie travaillent avec plus de 30 000 conseillers financiers indépendants et leurs cabinets partout au Canada. En plus de son réseau de distribution de détail, Mackenzie a recours à des équipes spécialisées qui se concentrent

sur les alliances stratégiques et le marché institutionnel. Grâce à ses alliances stratégiques, Mackenzie offre certaines séries de ses fonds communs de placement et fournit des services de sous-conseiller pour des programmes de placement de tierces parties ou de parties liées offerts par des banques, des compagnies d'assurances et d'autres sociétés d'investissement. Les alliances stratégiques avec des parties liées comprennent la prestation de services-conseils aux filiales du Groupe Investors, d'Investment Planning Counsel et de Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), ainsi qu'une entente avec Quadrus, filiale de Lifeco, relative aux fonds communs de placement visant les marques de distributeur. Dans le cadre de ses alliances stratégiques, Mackenzie établit sa relation de distribution principale avec le siège social de la banque, de la compagnie d'assurances ou de la société d'investissement. Pour ce qui est du canal institutionnel, Mackenzie offre des services de gestion de placements aux administrateurs de régimes de retraite, de fondations et d'autres institutions. Mackenzie attire une nouvelle clientèle institutionnelle dans le cadre de ses relations avec des conseillers des secteurs de la gestion et des régimes de retraite.

Les activités de ventes brutes et de rachats dans les comptes de la clientèle institutionnelle et des alliances stratégiques peuvent être plus importantes que dans le canal de détail, compte tenu de l'importance relative et de la nature de la relation de distribution liée à ces comptes. Ces comptes font également l'objet d'évaluations continues et d'activités de rééquilibrage qui peuvent entraîner des variations importantes des niveaux de l'actif géré.

Mackenzie jouit d'une position enviable en vue de poursuivre le renforcement de ses relations de distribution grâce à son équipe de professionnels en placements chevronnés, à la force de son réseau de distribution, à sa vaste gamme de produits offerts à des tarifs concurrentiels et à l'importance qu'elle accorde à l'expérience client et à l'excellence de ses placements.

#### INITIATIVES DE PARRAINAGE

Forte de son entente à long terme signée avec le PGA TOUR en 2015, qui fait de Mackenzie le commanditaire général du Circuit de la PGA Canada, Mackenzie a agi en tant que commanditaire en titre de l'Omnium Placements Mackenzie, un événement officiel de 72 trous qui s'est tenu en juillet 2017 à Montréal. Cet événement approfondit l'engagement de Mackenzie à promouvoir le sport au Canada, en investissant dans le développement des joueurs, les collectivités et les organismes caritatifs d'un océan à l'autre.

Mackenzie a aussi annoncé qu'elle était commanditaire Platine de l'expédition True Patriot Love parrainée par la Banque Scotia et Placements Mackenzie qui rend hommage à la première traversée de l'Amérique du Nord par Sir Alexander Mackenzie en 1793. La fondation True Patriot Love est un organisme de bienfaisance national dont la mission est d'inspirer tous les

Canadiens à contribuer à l'amélioration du moral et du bien-être des familles de militaires et d'anciens combattants. Cette expédition a eu lieu en juillet 2017 et a mobilisé des fonds qui serviront à financer les programmes et services offrant du soutien aux anciens combattants et à leur famille pour les aider à réintégrer la vie civile.

## ACTIF GÉRÉ

Un sommaire de la variation de l'actif géré des fonds d'investissement est présenté au tableau 12, et les variations du total de l'actif géré sont résumées au tableau 13. Au 30 juin 2017, l'actif géré des fonds d'investissement et le total de l'actif géré de Mackenzie ont atteint 54,0 G\$ et 68,6 G\$, respectivement.

TABLEAU 12 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ DES FONDS D'INVESTISSEMENT – MACKENZIE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)	
				31 MARS 2017	30 JUIN 2016
Ventes	2 305 \$	2 861 \$	1 494 \$	(19,4) %	54,3 %
Rachats	1 753	2 785	1 869	(37,1)	(6,2)
Ventes nettes (rachats nets) de fonds communs de placement <sup>1</sup>	552	76	(375)	n.s.	n.s.
Créations nettes de parts de FNB	389	114	44	241,2	n.s.
<b>Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement<sup>2</sup></b>	<b>730</b>	<b>139</b>	<b>(331)</b>	<b>n.s.</b>	<b>n.s.</b>
Rendements des placements	130	1 536	959	(91,5)	(86,4)
Variation de l'actif, montant net	860	1 675	628	(48,7)	36,9
Actif au début	53 102	51 427	47 627	3,3	11,5
<b>Actif à la fin</b>	<b>53 962 \$</b>	<b>53 102 \$</b>	<b>48 255 \$</b>	<b>1,6 %</b>	<b>11,8 %</b>
<b>Composé des éléments suivants :</b>					
Fonds communs de placement	53 622 \$	52 937 \$	48 210 \$	1,3 %	11,2 %
FNB	622	234	45	165,8	n.s.
Fonds d'investissement <sup>3</sup>	53 962 \$	53 102 \$	48 255 \$	1,6 %	11,8 %
<b>Moyenne quotidienne de l'actif des fonds d'investissement</b>	<b>54 160 \$</b>	<b>52 330 \$</b>	<b>47 864 \$</b>	<b>3,5 %</b>	<b>13,2 %</b>

SEMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)
Rachats	4 538	3 908	16,1
Ventes nettes (rachats nets) de fonds communs de placement <sup>1</sup>	628	(573)	n.s.
Créations nettes de parts de FNB	503	44	n.s.
<b>Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement<sup>2</sup></b>	<b>869</b>	<b>(529)</b>	<b>n.s.</b>
Rendements des placements	1 666	339	n.s.
Variation de l'actif, montant net	2 535	(190)	n.s.
Actif au début	51 427	48 445	6,2
<b>Actif à la fin</b>	<b>53 962 \$</b>	<b>48 255 \$</b>	<b>11,8 %</b>
<b>Actif quotidien moyen des fonds communs de placement</b>	<b>53 250 \$</b>	<b>47 303 \$</b>	<b>12,6 %</b>

1. Au deuxième trimestre de 2017, des changements à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 108 M\$, des rachats de 3 M\$ et des ventes nettes de 105 M\$ des fonds communs de placement de Mackenzie.

Au premier semestre de 2017, des changements à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors et des fonds de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 421 M\$, des rachats de 621 M\$ et des rachats nets de 200 M\$ des fonds communs de placement de Mackenzie.

2. Le total des ventes nettes de fonds d'investissement exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élèvent à 211 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017 à 51 M\$ pour le premier trimestre de 2017.

3. Exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élèvent à 282 M\$ et à 69 M\$ au 30 juin 2017 et au 31 mars 2017, respectivement.

TABLEAU 13 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ – MACKENZIE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)	
				31 MARS 2017	30 JUIN 2016
Ventes nettes (rachats nets)					
Fonds communs de placement <sup>1</sup>	552 \$	76 \$	(375) \$	n.s. %	n.s. %
Créations nettes de parts de FNB	389	114	44	241,2	n.s.
Fonds d'investissement <sup>2</sup>	730	139	(331)	n.s.	n.s.
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes <sup>3</sup>	1 405	289	40	n.s.	n.s.
<b>Total des ventes nettes</b>	<b>2 135</b>	<b>428</b>	<b>(291)</b>	<b>n.s.</b>	<b>n.s.</b>
Rendements des placements	105	1 847	1 268	(94,3)	(91,7)
Variation de l'actif, montant net	2 240	2 275	977	(1,5)	129,3
Actif au début	66 310	64 035	60 690	3,6	9,3
<b>Actif à la fin</b>	<b>68 550 \$</b>	<b>66 310 \$</b>	<b>61 667 \$</b>	<b>3,4 %</b>	<b>11,2 %</b>
<b>Composé des éléments suivants :</b>					
Fonds communs de placement	53 622 \$	52 937 \$	48 210 \$	1,3 %	11,2 %
FNB	622	234	45	165,8	n.s.
Fonds d'investissement <sup>4</sup>	53 962	53 102	48 255	1,6	11,8
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	14 588	13 208	13 412	10,4	8,8
Total de l'actif géré	68 550 \$	66 310 \$	61 667 \$	3,4 %	11,2 %
<b>Total de l'actif moyen<sup>5</sup></b>	<b>67 806 \$</b>	<b>65 182 \$</b>	<b>60 847 \$</b>	<b>4,0 %</b>	<b>11,4 %</b>
SEMESTRES CLOS LES (en M\$)			30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)
Ventes nettes (rachats nets)					
Fonds communs de placement <sup>1</sup>			628 \$	(573) \$	n.s. %
Créations nettes de parts de FNB			503	44	n.s.
Fonds d'investissement <sup>2</sup>			869	(529)	n.s.
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes <sup>3</sup>			1 694	(149)	n.s.
<b>Total des ventes nettes</b>			<b>2 563</b>	<b>(678)</b>	<b>n.s.</b>
Rendements des placements			1 952	692	182,1
Variation de l'actif, montant net			4 515	14	n.s.
Actif au début			64 035	61 653	3,9
<b>Actif à la fin</b>			<b>68 550 \$</b>	<b>61 667 \$</b>	<b>11,2 %</b>
<b>Total de l'actif moyen<sup>5</sup></b>			<b>66 504 \$</b>	<b>60 307 \$</b>	<b>10,3 %</b>

1. Au deuxième trimestre de 2017, des changements à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 108 M\$, des rachats de 3 M\$ et des ventes nettes de 105 M\$ des fonds communs de placement de Mackenzie.

Au premier semestre de 2017, des changements à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors et des fonds de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 421 M\$, des rachats de 621 M\$ et des rachats nets de 200 M\$ des fonds communs de placement de Mackenzie.

2. Le total des ventes nettes exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élevaient à 211 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017 à 51 M\$ pour le premier trimestre de 2017.

3. Au deuxième trimestre de 2017, le Groupe Investors a confié à Mackenzie un mandat de sous-conseiller de 1,4 G\$.

4. Exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élevaient à 282 M\$ et à 69 M\$ au 30 juin 2017 et au 31 mars 2017, respectivement.

5. En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds d'investissement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, des comptes de la clientèle institutionnelle et des autres comptes.

La variation de l'actif géré de Mackenzie est déterminée par l'augmentation ou la diminution de la valeur de marché des titres détenus dans les portefeuilles de placements et par le volume des ventes nettes.

## RENDEMENT DES FONDs

Le rendement des placements à long terme est une mesure clé du succès continu de Mackenzie. Au 30 juin 2017, 59,7 %, 43,5 % et 46,9 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie se situaient dans les deux premiers quartiles pour les rendements sur un an, trois ans et cinq ans, respectivement. Mackenzie surveille également le rendement de ses fonds par rapport à la notation attribuée par le service de notation de fonds Morningstar<sup>†</sup>. Au 30 juin 2017, 71,6 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie évalués par Morningstar<sup>†</sup> était noté trois étoiles ou plus, et 39,7 % était noté quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar<sup>†</sup>, les proportions étaient de 77,3 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 37,7 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 30 juin 2017. Ces notations ne s'appliquent pas à la Gamme de fonds Quadrus<sup>†</sup>.

## MODIFICATIONS AUX OFFRES DE PRODUITS

La gamme diversifiée de produits de placement de Mackenzie est conçue pour répondre aux besoins des investisseurs et pour les aider à atteindre leurs objectifs. En 2017, Mackenzie continue d'élargir sa gamme de produits en créant des solutions de placement améliorées que les conseillers financiers peuvent offrir à leurs clients, au moyen d'un certain nombre de lancements de produits et de transferts automatisés à ses séries Patrimoine privé, dont les frais sont moindres.

### Fonds négociés en Bourse

Au cours du deuxième trimestre de 2017, Mackenzie a célébré le premier anniversaire de son entrée dans le marché des fonds négociés en Bourse (« FNB »). À la fin du deuxième trimestre de 2017, l'actif des FNB s'élevait à 622 M\$. Le lancement des FNB vient compléter la gamme de fonds vaste et novatrice de Mackenzie et reflète sa vision centrée sur les investisseurs, ainsi que son engagement à fournir aux conseillers et aux investisseurs de nouvelles solutions qui procurent aux investisseurs des résultats et leur permettent de réaliser leurs objectifs personnels. Ces FNB représentent pour les investisseurs une autre option de placement qu'ils peuvent utiliser pour construire un portefeuille diversifié à long terme. Cette gamme de produits se décline comme suit :

- Quatre FNB à revenu fixe et à gestion active exclusifs gérés par l'équipe des placements à revenu fixe de Mackenzie.
- Six FNB Diversification maximale à bêta intelligent en collaboration avec TOBAM, une firme mondiale de gestion

d'actifs primée et un fournisseur d'indices pour certains des plus importants fonds de pension du monde, afin d'intégrer le processus de placement exclusif de celle-ci. La méthodologie de TOBAM cherche à protéger les portefeuilles contre les biais structurels et les risques non gérés souvent liés aux indices pondérés selon la capitalisation boursière. Ces FNB cherchent à reproduire, dans la mesure du possible, le rendement d'indices fondés sur des règles de la série d'indices Diversification maximale de TOBAM.

Au cours du deuxième trimestre de 2017, Mackenzie a lancé un FNB :

- Le FNB de revenu fixe à rendement élevé mondial Mackenzie négocié à la NEO Bourse Aequis. Ce FNB cherche à produire un revenu courant stable assorti d'un potentiel de croissance du capital à long terme en investissant principalement dans des titres de société et instruments à revenu fixe à rendement plus élevé, et dans d'autres titres à revenu fixe émis par des sociétés et des gouvernements de toute envergure, n'importe où dans le monde.

### Fonds communs de placement

Au cours du deuxième trimestre de 2017, Mackenzie a lancé les deux fonds communs de placement suivants dont l'objectif est d'aider les investisseurs à combler leurs besoins en matière de revenu :

- Le Fonds d'opportunités en titres de créance mondiaux Mackenzie qui vise à procurer aux investisseurs un revenu élevé et un potentiel de croissance du capital à long terme. Le fonds a la capacité d'investir dans des obligations de gouvernements et de sociétés de qualité supérieure et de qualité inférieure, ainsi que dans des titres de créance et des actions privilégiées provenant des marchés émergents.
- Le Fonds de revenu stratégique américain Mackenzie qui vise à procurer aux investisseurs une solution équilibrée qui satisfera leurs besoins relatifs au revenu et à la croissance du capital. Le fonds investit principalement dans des titres de capitaux propres américains productifs de dividendes et dans un portefeuille diversifié de titres à revenu fixe, y compris des obligations et des titres de créance à rendement élevé.

### Séries Patrimoine privé

Au cours du deuxième trimestre, Mackenzie a mis en œuvre des transferts automatisés à ses séries Patrimoine privé. À compter d'avril 2017, les investisseurs admissibles, à savoir ceux qui détiennent un minimum de 100 000 \$ par fonds et les ménages qui détiennent un minimum de 250 000 \$, ont commencé à être automatiquement transférés à la série Patrimoine privé appropriée. Ces transferts sont effectués de façon à ce que les placements des investisseurs soient déplacés dans la série comportant les frais les moins élevés à laquelle ils sont admissibles.

## VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – RÉSULTATS DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DE 2016

Le total de l'actif géré de Mackenzie se chiffrait à 68,6 G\$ au 30 juin 2017, soit une hausse de 11,2 %, comparativement à 61,7 G\$ au 30 juin 2016. Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie se chiffraient à 14,6 G\$ au 30 juin 2017, soit une hausse de 8,8 %, par rapport à 13,4 G\$ pour l'exercice précédent.

L'actif géré des fonds d'investissement de Mackenzie se chiffrait à 54,0 G\$ au 30 juin 2017, soit une hausse de 11,8 %, par rapport au 30 juin 2016. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie s'élevait à 53,6 G\$ au 30 juin 2017, en hausse de 11,2 %, comparativement à 48,2 G\$ au 30 juin 2016. L'actif des FNB de Mackenzie s'élevait à 622 M\$ au 30 juin 2017, ce qui comprend des investissements de 282 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2017, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont établies à 2,3 G\$, soit une hausse de 54,3 %, comparativement à 1,5 G\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 1,8 G\$, soit une baisse de 6,2 % par rapport à l'exercice précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement pour le trimestre clos le 30 juin 2017 se sont établies à 552 M\$, comparativement à des rachats nets de 375 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2017, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 389 M\$, ce qui comprend des investissements de 211 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie. Les ventes nettes des fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevées à 730 M\$, comparativement à des rachats nets de 331 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, le rendement des placements a donné lieu à une augmentation de l'actif des fonds d'investissement de 130 M\$, comparativement à une augmentation de 959 M\$ pour l'exercice précédent.

Au deuxième trimestre de 2017, des changements à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 108 M\$, des rachats de 3 M\$ et des ventes nettes de 105 M\$ des fonds communs de placement de Mackenzie. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2017, compte non tenu de ces transactions, les ventes brutes de fonds communs de placement ont augmenté de 47,1 % et les rachats de fonds communs de placement ont diminué de 6,4 % par rapport à l'exercice précédent et les ventes nettes de fonds communs de placement se sont chiffrées à 447 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des rachats nets de fonds communs de placement de 375 M\$ pour l'exercice précédent.

Les ventes nettes pour le trimestre clos le 30 juin 2017 ont totalisé 2,1 G\$, comparativement à des rachats nets de 291 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, le rendement des placements a donné lieu à une augmentation de l'actif de 105 M\$, comparativement à une augmentation de 1,3 G\$ pour l'exercice précédent. Au cours du deuxième trimestre de 2017, le Groupe Investors a confié à Mackenzie un mandat de sous-conseiller de 1,4 G\$. Compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement et du nouveau mandat de sous-conseiller confié par le Groupe Investors au cours du deuxième trimestre de 2017, le total des ventes nettes s'est établi à 638 M\$ au cours du trimestre considéré, comparativement à des rachats nets de 291 M\$ pour l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 5,2 G\$, soit une hausse de 54,9 %, par rapport à 3,3 G\$ au semestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 4,5 G\$, soit une hausse de 16,1 % par rapport à l'exercice précédent. Les rachats nets de fonds communs de placement pour le semestre clos le 30 juin 2017 se sont établis à 628 M\$, comparativement à des rachats nets de 573 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 503 M\$, ce qui comprend des investissements de 262 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie. Les ventes nettes des fonds d'investissement au cours de la période considérée se sont élevées à 869 M\$, comparativement à des rachats nets de 529 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, le rendement des placements a donné lieu à une augmentation de l'actif des fonds d'investissement de 1,7 G\$, comparativement à une augmentation de 339 M\$ pour l'exercice précédent.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, des changements à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors et de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 421 M\$, des rachats de 621 M\$ et des rachats nets de 200 M\$. Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, compte non tenu de ces transactions, les ventes brutes de fonds communs de placement ont augmenté de 42,3 % et les rachats de fonds communs de placement ont augmenté de 0,2 % par rapport à l'exercice précédent et les ventes nettes de fonds communs de placement se sont chiffrées à 828 M\$, comparativement à des rachats nets de fonds communs de placement de 573 M\$ pour l'exercice précédent.

Les rachats de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 se sont établis à



1,7 G\$ et à 4,4 G\$, respectivement, comparativement à 1,8 G\$ et à 3,7 G\$ pour l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement de certains programmes de tierces parties et des fonds communs de placement du Groupe Investors, les rachats de fonds communs de placement à long terme s'élevaient à 3,8 G\$. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 12,6 % pour le deuxième trimestre de 2017, comparativement à 15,1 % au deuxième trimestre de 2016. Au 30 juin 2017, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme s'établissait à 15,5 %, comparativement à 15,4 % pour l'exercice précédent. Compte non tenu des transactions de rééquilibrage, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds à long terme s'établissait à 14,3 % au 30 juin 2017. Le taux de rachat moyen en glissement sur douze mois des fonds communs de placement à long terme pour tous les autres membres de l'IFIC s'établissait à environ 15,8 % au 30 juin 2017. Le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie comprend le taux de rachat moyen pondéré pour l'actif dont les frais sont prélevés à l'achat, l'actif à frais d'acquisition différés, l'actif à frais modérés comportant des frais de rachat et l'actif à frais d'acquisition différés et exempt de frais de rachat (actif échu). Généralement, les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition prélevés à l'achat et pour l'actif échu sont plus élevés que les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition différés et l'actif à frais modérés et comportant des frais de rachat.

Le total des ventes nettes pour le semestre clos le 30 juin 2017 s'est établi à 2,6 G\$, comparativement à des rachats nets de 678 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, le rendement des placements a donné lieu à une augmentation de l'actif de 2,0 G\$, comparativement à une augmentation de 692 M\$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement de certains programmes de tierces parties et des fonds communs de placement du Groupe Investors au cours du premier semestre de 2017 et du mandat de sous-conseiller de 1,4 G\$ confié par le Groupe Investors, dont il est question précédemment, le total des ventes nettes s'est établi à 1,4 G\$ au cours du trimestre considéré, comparativement à des rachats nets de 678 M\$ pour l'exercice précédent.

#### **VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE 2017**

Au 30 juin 2017, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 68,6 G\$, en hausse de 3,4 %, comparativement à 66,3 G\$ au 31 mars 2017. Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie se chiffraient à 14,6 G\$ au 30 juin 2017, soit une hausse de 10,4 %, par rapport à 13,2 G\$ au 31 mars 2017.

L'actif géré des fonds d'investissement de Mackenzie se chiffrait à 54,0 G\$ au 30 juin 2017, soit une hausse de 1,6 %, comparativement à 53,1 G\$ au 31 mars 2017. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 53,6 G\$ au 30 juin 2017, soit une hausse de 1,3 %, comparativement à 52,9 G\$ au 31 mars 2017. L'actif des FNB de Mackenzie s'élevait à 622 M\$ au 30 juin 2017, en hausse de 165,8 % par rapport à 234 M\$ au 31 mars 2017. L'actif des FNB comprend des investissements de 282 M\$ et de 69 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie au 30 juin 2017 et au 31 mars 2017, respectivement.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 2,3 G\$, en baisse de 19,4 % par rapport au premier trimestre de 2017. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 1,8 G\$ pour le deuxième trimestre, en baisse de 37,1 % par rapport au trimestre précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont établies à 552 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des ventes nettes de 76 M\$ au trimestre précédent. Compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors et de certains programmes de tierces parties au cours du premier et du deuxième trimestres, dont il est question précédemment, les ventes brutes de fonds communs de placement ont diminué de 13,8 % et les rachats ont diminué de 19,2 % au cours du trimestre clos le 30 juin 2017 par rapport au trimestre précédent, et les ventes nettes se sont chiffrées à 447 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des ventes nettes de 381 M\$ pour le trimestre précédent.

Les rachats d'actifs de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 1,7 G\$, comparativement à 2,7 G\$ au premier trimestre de 2017. Les rachats de fonds communs de placement à long terme au cours du premier trimestre, compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement de certains programmes de tierces parties, se sont élevés à 2,1 G\$. Pour le trimestre considéré, le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 12,6 %, comparativement à 21,3 % pour le premier trimestre de 2017. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme, compte non tenu des transactions de rééquilibrage, était de 16,4 % pour le premier trimestre de 2017. Les ventes nettes de fonds à long terme pour le trimestre considéré se sont établies à 533 M\$, comparativement à des ventes nettes de 50 M\$ pour le trimestre précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement à long terme au cours du trimestre précédent, compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement de certains programmes de tierces parties, se sont élevées à 355 M\$.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, les créations nettes de parts de FNB de Mackenzie se sont établies à 389 M\$, en hausse de 275 M\$ par rapport au premier trimestre de 2017. Pour le trimestre considéré, les créations nettes de parts de FNB comprenaient des investissements de 211 M\$ provenant des

fonds communs de placement de Mackenzie, comparativement à des investissements de 51 M\$ pour le premier trimestre.

Les ventes nettes de fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevées à 730 M\$, comparativement à des ventes nettes de 139 M\$ au cours du premier trimestre.

## REVUE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR

Le tableau 14 présente le bénéfice avant intérêts et impôt de Mackenzie.

### RÉSULTATS DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DE 2016

#### PRODUITS

La plus grande partie des produits de Mackenzie provient des honoraires de gestion. Le montant des honoraires de gestion dépend du volume et de la composition de l'actif géré. Les taux des honoraires de gestion varient en fonction des objectifs de placement et du type de compte des actifs sous-jacents gérés. Par exemple, les taux des honoraires de gestion des mandats d'actions sont plus élevés que ceux des mandats à revenu fixe

et les comptes de fonds communs de placement destinés aux épargnants sont assortis de taux d'honoraires de gestion plus élevés que les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle. La majorité de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie est achetée pour des épargnants.

Au sein de la gamme de fonds communs de placement destinés aux épargnants de Mackenzie, certaines séries sont offertes dans le cadre de programmes tarifés de courtiers participants en vertu desquels la rémunération des courtiers pour ces séries est facturée par le courtier directement à un client (principalement des fonds de la série F). Comme Mackenzie ne verse pas de rémunération aux courtiers, les honoraires de gestion de ces séries sont moins élevés. Au 30 juin 2017, ces

TABLEAU 14 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – MACKENZIE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)	
				31 MARS 2017	30 JUIN 2016
<b>Produits</b>					
Honoraires de gestion	177,2 \$	171,8 \$	163,5 \$	3,1 %	8,4 %
Honoraires d'administration	24,9	24,4	22,8	2,0	9,2
Honoraires de distribution	1,9	2,3	2,5	(17,4)	(24,0)
	<b>204,0</b>	<b>198,5</b>	<b>188,8</b>	<b>2,8</b>	<b>8,1</b>
Produits tirés des placements nets et autres produits	(1,9)	0,1	1,2	n.s.	n.s.
	<b>202,1</b>	<b>198,6</b>	<b>190,0</b>	<b>1,8</b>	<b>6,4</b>
<b>Charges</b>					
Commissions	11,7	12,6	13,5	(7,1)	(13,3)
Commissions de suivi	63,8	62,0	58,7	2,9	8,7
Charges autres que les commissions	83,2	82,5	77,6	0,8	7,2
	<b>158,7</b>	<b>157,1</b>	<b>149,8</b>	<b>1,0</b>	<b>5,9</b>
<b>Bénéfice avant intérêts et impôt</b>	<b>43,4 \$</b>	<b>41,5 \$</b>	<b>40,2 \$</b>	<b>4,6 %</b>	<b>8,0 %</b>
<b>SEMESTRES CLOS LES (en M\$)</b>					
			<b>30 JUIN 2017</b>	<b>30 JUIN 2016</b>	<b>VARIATION (%)</b>
<b>Produits</b>					
Honoraires de gestion			349,0 \$	324,0 \$	7,7 %
Honoraires d'administration			49,3	45,2	9,1
Honoraires de distribution			4,2	5,0	(16,0)
			<b>402,5</b>	<b>374,2</b>	<b>7,6</b>
Produits tirés des placements nets et autres produits			(1,8)	1,5	n.s.
			<b>400,7</b>	<b>375,7</b>	<b>6,7</b>
<b>Charges</b>					
Commissions			24,3	27,8	(12,6)
Commissions de suivi			125,8	116,1	8,4
Charges autres que les commissions			165,7	155,2	6,8
			<b>315,8</b>	<b>299,1</b>	<b>5,6</b>
<b>Bénéfice avant intérêts et impôt</b>			<b>84,9 \$</b>	<b>76,6 \$</b>	<b>10,8 %</b>

séries représentaient un actif de 6,1 G\$, soit une augmentation de 55,8 % par rapport à l'exercice précédent.

Les honoraires de gestion se sont établis à 177,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, soit une hausse de 13,7 M\$, ou 8,4 %, comparativement à 163,5 M\$ pour l'exercice précédent. L'augmentation nette des honoraires de gestion au cours du trimestre considéré est attribuable à une augmentation de l'actif géré moyen de 11,4 %, contrebalancée par une baisse de 2,7 % du taux moyen des honoraires de gestion. Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 104,9 points de base au cours du deuxième trimestre de 2017, comparativement à 107,8 points de base en 2016. La diminution du taux moyen des honoraires de gestion est attribuable à une modification de la composition de l'actif géré, notamment l'incidence de l'accroissement de la proportion de produits à tarification autre que de détail, ainsi qu'à l'incidence du transfert automatisé des investisseurs admissibles à ses séries Patrimoine privé.

Les honoraires de gestion se sont établis à 349,0 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, soit une hausse de 25,0 M\$, ou 7,7 %, comparativement à 324,0 M\$ pour l'exercice précédent. L'augmentation nette des honoraires de gestion est attribuable à une augmentation de l'actif géré moyen de 10,3 %, contrebalancée par une baisse du taux moyen des honoraires de gestion. Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie au cours du semestre clos le 30 juin 2017 s'est établi à 105,8 points de base, comparativement à 107,9 points de base en 2016. La diminution du taux moyen des honoraires de gestion est attribuable à une modification de la composition de l'actif géré, notamment l'incidence de l'accroissement de la proportion de produits à tarification autre que de détail. En outre, le premier semestre de 2017 comptait une journée civile de moins que le premier semestre de 2016, ce qui a donné lieu à une baisse des honoraires de gestion.

Mackenzie tire des honoraires d'administration principalement de la prestation de services à l'égard de ses fonds d'investissement. Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 24,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, soit une hausse de 2,1 M\$, ou 9,2 %, par rapport à 22,8 M\$ pour l'exercice précédent. Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 49,3 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, soit une hausse de 4,1 M\$, ou 9,1 %, par rapport à 45,2 M\$ pour l'exercice précédent.

Mackenzie perçoit des produits tirés des honoraires de distribution sur les rachats d'actifs de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et une option d'achat avec frais modérés. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais d'acquisition différés commencent à 5,5 % la première année et diminuent progressivement pour s'établir à zéro après sept ans. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais modérés s'établissent entre 2,0 % et 3,0 % la première année et diminuent progressivement pour être de zéro après deux ou trois ans,

selon l'option d'achat. Les produits tirés des honoraires de distribution ont atteint 1,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 2,5 M\$ pour l'exercice précédent. Les produits tirés des honoraires de distribution ont atteint 4,2 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, en baisse de 0,8 M\$ comparativement à 5,0 M\$ pour l'exercice précédent.

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe le rendement des placements lié aux placements de Mackenzie dans ses fonds exclusifs. Ces investissements sont généralement effectués lors du lancement d'un fonds et sont vendus dans le cadre des souscriptions par des tiers investisseurs. Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à (1,9) M\$ au cours du trimestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 1,2 M\$ pour l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les produits tirés des placements nets et autres produits ont totalisé (1,8) M\$, en baisse de 3,3 M\$ par rapport à 1,5 M\$ pour l'exercice précédent.

#### CHARGES

Les charges de Mackenzie se sont élevées à 158,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, ce qui représente une hausse de 8,9 M\$, ou 5,9 %, comparativement à 149,8 M\$ en 2016. Les charges se sont élevées à 315,8 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, soit une hausse de 16,7 M\$, ou 5,6 %, par rapport à 299,1 M\$ pour l'exercice précédent.

Mackenzie verse des commissions de vente aux courtiers qui vendent ses fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et une option d'achat avec frais modérés. La charge au titre des commissions de vente différées comprend l'amortissement de l'actif sur sa durée d'utilité et la réduction de l'actif lié aux commissions de vente différées non amorties en fonction des rachats. Mackenzie amortit ses commissions de vente sur une période maximale de trois ans à compter de la date initiale d'achat de l'actif assorti de frais modérés et sur une période maximale de sept ans à partir de la date initiale d'achat de l'actif assorti de frais d'acquisition différés. La charge liée aux commissions s'est chiffrée à 11,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 13,5 M\$ pour l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, la charge liée aux commissions s'est chiffrée à 24,3 M\$, comparativement à 27,8 M\$ en 2016. Ces diminutions concordent avec la réduction des montants versés au titre des commissions de vente différées au cours des dernières années et avec la diminution des radiations du solde non amorti des commissions de vente différées relatives aux rachats.

Les commissions de suivi versées aux courtiers s'appliquent à certaines catégories de fonds communs de placement destinés aux épargnants et sont calculées selon un pourcentage de l'actif géré des fonds communs de placement. Elles varient selon le type de fonds et selon l'option d'achat en vertu de laquelle le fonds a été vendu, à savoir des frais prélevés à l'achat, des frais

d'acquisition différés ou des frais modérés. Les commissions de suivi se sont établies à 63,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, soit une hausse de 5,1 M\$, ou 8,7 %, par rapport à 58,7 M\$ pour l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les commissions de suivi se sont élevées à 125,8 M\$, en hausse de 9,7 M\$, ou 8,4 %, comparativement à 116,1 M\$ pour l'exercice précédent. La hausse des commissions de suivi au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017 découle de la hausse de l'actif moyen des fonds communs de placement d'une période à l'autre, contrebalancée en partie par un recul du taux effectif des commissions de suivi. Les commissions de suivi, en pourcentage de l'actif géré moyen des fonds communs de placement, représentaient 47,4 points de base pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 49,1 points de base pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016. Cette baisse est attribuable à une modification de la composition de l'actif des fonds communs de placement, qui est désormais orientée vers des séries de fonds communs de placement qui ne paient pas de commissions de suivi.

Les charges autres que les commissions sont engagées par Mackenzie relativement à l'administration, à la commercialisation et à la gestion de son actif géré. Les charges autres que les commissions ont totalisé 83,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, soit une hausse de 5,6 M\$, ou 7,2 %, comparativement à 77,6 M\$ en 2016. Les charges autres que les commissions ont totalisé 165,7 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, soit une hausse de 10,5 M\$, ou 6,8 %, comparativement à 155,2 M\$ en 2016. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, l'augmentation des charges autres que les commissions découle des mesures incitatives additionnelles fondées sur les ventes par suite d'une hausse des volumes de vente des fonds communs de placement.

## RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2017

### PRODUITS

Les produits de Mackenzie se sont élevés à 202,1 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 3,5 M\$, ou 1,8 %, par rapport à 198,6 M\$ au premier trimestre de 2017.

Les honoraires de gestion se sont élevés à 177,2 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 5,4 M\$, ou 3,1 %, par rapport à 171,8 M\$ au premier trimestre de 2017. Les facteurs suivants ont contribué à cette augmentation nette :

- La moyenne du total de l'actif géré s'est établie à 67,8 G\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 65,2 G\$ au trimestre précédent, ce qui constitue une augmentation de 4,0 %.
- Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 104,9 points de base au cours du trimestre considéré, comparativement à 106,9 points de base au premier trimestre de 2017 en raison d'une modification de la composition de l'actif géré et de l'incidence du transfert automatisé des investisseurs admissibles à ses séries Patrimoine privé.
- Le deuxième trimestre de 2017 comptait un jour civil de plus que le premier trimestre de 2017, ce qui a donné lieu à une hausse de 1,8 M\$.

Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 24,9 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 0,5 M\$, ou 2,0 %, par rapport à 24,4 M\$ au trimestre précédent.

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe le rendement des placements lié aux placements de Mackenzie dans ses fonds exclusifs. Les produits tirés des placements nets et autres produits étaient de (1,9) M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 0,1 M\$ au premier trimestre de 2017.

### CHARGES

Les charges de Mackenzie se sont chiffrées à 158,7 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 1,6 M\$, ou 1,0 %, par rapport à 157,1 M\$ au premier trimestre de 2017.

La charge liée aux commissions, qui découle de l'amortissement des commissions de vente, s'est chiffrée à 11,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, en baisse de 7,1 % par rapport au premier trimestre de 2017.

Les commissions de suivi se sont établies à 63,8 M\$ pour le trimestre considéré, ce qui représente une augmentation de 1,8 M\$, ou 2,9 %, comparativement à 62,0 M\$ au premier trimestre de 2017. La variation des commissions de suivi reflète l'augmentation de 3,3 % de l'actif géré moyen des fonds communs de placement d'une période à l'autre, contrebalancée en partie par une baisse de 0,2 % du taux effectif des commissions de suivi. Pour le deuxième trimestre, le taux effectif des commissions de suivi représentait 47,4 points de base, comparativement à 47,5 points de base au premier trimestre.

Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 83,2 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 82,5 M\$ au premier trimestre de 2017.

## ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES

### REVUE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR

Le secteur Activités internes et autres comprend les produits tirés des placements nets non attribués aux secteurs Groupe Investors ou Mackenzie, la quote-part du résultat de sa société affiliée, Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), revenant à la Société, les résultats d'exploitation d'Investment Planning Counsel Inc., les autres produits, ainsi que les écritures d'élimination à la consolidation.

Au cours de la dernière année, la Société a investi des montants dans Personal Capital Corporation, Wealthsimple Financial Corporation et Portag3 Ventures et a récemment annoncé un investissement dans China Asset Management Co., Ltd., transaction qui devrait se conclure, sous réserve des conditions de clôture habituelles, y compris les approbations réglementaires de la Chine. Les répercussions de ces investissements sur le bénéfice seront présentées dans le secteur Activités internes et autres dans les trimestres à venir.

Le tableau 15 présente le bénéfice avant intérêts et impôt du secteur Activités internes et autres.

### RÉSULTATS DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DE 2016

La quote-part du résultat de la société affiliée a augmenté de 1,0 M\$ et de 1,2 M\$ au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017, et reflète le bénéfice en capitaux propres provenant de Lifeco, ce dont il est question dans la rubrique intitulée « Situation financière consolidée » du présent rapport de gestion. Les produits tirés des placements nets et autres produits ont augmenté pour s'établir à 5,2 M\$ au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 2,6 M\$ en 2016. Pour le semestre, les produits tirés des placements nets et autres produits ont augmenté pour s'établir à 6,9 M\$, comparativement à 4,4 M\$ en 2016.

TABLEAU 15 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)	
				31 MARS 2017	30 JUIN 2016
<b>Produits</b>					
Produits tirés des honoraires	66,6 \$	65,3 \$	63,1 \$	2,0 %	5,5 %
Produits tirés des placements nets et autres produits	5,2	1,7	2,6	205,9	100,0
Quote-part du résultat de la société affiliée	24,9	28,0	23,9	(11,1)	4,2
	96,7	95,0	89,6	1,8	7,9
<b>Charges</b>					
Commissions	46,0	45,1	42,8	2,0	7,5
Charges autres que les commissions	15,6	16,7	15,6	(6,6)	–
	61,6	61,8	58,4	(0,3)	5,5
<b>Bénéfice avant intérêts et impôt</b>	<b>35,1 \$</b>	<b>33,2 \$</b>	<b>31,2 \$</b>	<b>5,7 %</b>	<b>12,5 %</b>
<b>SEMESTRES CLOS LES (en M\$)</b>			<b>30 JUIN 2017</b>	<b>30 JUIN 2016</b>	<b>VARIATION (%)</b>
<b>Produits</b>					
Produits tirés des honoraires			131,9 \$	125,1 \$	5,4 %
Produits tirés des placements nets et autres produits			6,9	4,4	56,8
Quote-part du résultat de la société affiliée			52,9	51,7	2,3
			191,7	181,2	5,8
<b>Charges</b>					
Commissions			91,1	85,2	6,9
Charges autres que les commissions			32,3	30,9	4,5
			123,4	116,1	6,3
<b>Bénéfice avant intérêts et impôt</b>			<b>68,3 \$</b>	<b>65,1 \$</b>	<b>4,9 %</b>

Le bénéfice avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel a augmenté de 0,2 M\$ au deuxième trimestre de 2017 par rapport au trimestre correspondant de 2016.

### **RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2017**

La quote-part du résultat de Lifeco a diminué de 3,1 M\$ pour s'établir à 24,9 M\$ au deuxième trimestre de 2017,

comparativement au premier trimestre de 2017. Les produits tirés des placements nets et autres produits ont augmenté pour s'établir à 5,2 M\$ au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 1,7 M\$ au premier trimestre.

Au deuxième trimestre de 2017, le bénéfice avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel a augmenté de 1,4 M\$ par rapport au trimestre précédent.

# SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.

## SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Le total de l'actif de la Société financière IGM s'établissait à 16,1 G\$ au 30 juin 2017, comparativement à 15,6 G\$ au 31 décembre 2016.

### TITRES

La composition du portefeuille de titres de la Société est présentée au tableau 16.

#### TITRES DISPONIBLES À LA VENTE

Les titres classés comme disponibles à la vente incluent les investissements d'entreprise et les placements dans des fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes latents sur les titres disponibles à la vente sont comptabilisés dans les autres éléments du bénéfice global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou jusqu'à ce que la direction détermine qu'il existe une indication objective d'une baisse de la valeur, auquel moment ils sont reclassés dans les comptes consolidés de résultat. Les pertes subséquentes sont aussi constatées dans le bénéfice net.

#### Investissements d'entreprise

Les investissements d'entreprise comprennent essentiellement les investissements de la Société dans Personal Capital Corporation (« Personal Capital »), dans Wealthsimple Financial Corporation (« Wealthsimple ») et dans Portag3 Ventures (« Portag3 »).

En 2016, la Société a investi un montant de 97,3 M\$ (75 M\$ US) dans Personal Capital, un conseiller en patrimoine en ligne de premier plan qui est constitué en société par actions et qui mène ses activités aux États-Unis.

Au quatrième trimestre de 2016, la Société a investi un montant total de 35 M\$ dans Wealthsimple et dans Portag3. Au deuxième trimestre de 2017, la Société a fait un investissement additionnel de 42,6 M\$ dans Wealthsimple. Wealthsimple est un gestionnaire de placements en ligne qui offre des conseils en matière de placement. L'investissement a été conclu par l'entremise d'une société en commandite sous le contrôle de la société mère de la

Société, la Corporation Financière Power. Portag3 est un fonds qui investit dans des sociétés en démarrage et dont le but est de soutenir des sociétés de services financiers inventives; il est sous le contrôle de la société mère de la Société, la Corporation Financière Power.

#### TITRES DÉSIGNÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET

Les titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les titres de capitaux propres et les fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes latents sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

Certains fonds d'investissement exclusifs sont consolidés lorsque la Société évalue qu'elle contrôle le fonds d'investissement, tel qu'il est mentionné à la note 2 des états financiers consolidés compris dans le rapport annuel de 2016 de la Société financière IGM Inc. (les états financiers annuels). Les titres sous-jacents de ces fonds sont classés comme détenus à des fins de transaction et comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.

#### AUTRES PLACEMENTS

##### China Asset Management Co., Ltd.

Le 29 décembre 2016 et le 5 janvier 2017, la Société a signé des ententes visant l'acquisition de participations de 10 % et de 3,9 %, respectivement, dans China Asset Management Co., Ltd. (« China AMC »), un gestionnaire de fonds de premier plan en Chine. La contrepartie totale relativement à l'investissement est d'environ 633 M\$ (3,3 milliards de yuans). Au 30 juin 2017, les Autres actifs comprenaient un dépôt de 191,2 M\$ (1,0 milliard de yuans) ayant trait à cet investissement (31 décembre 2016 – 193,5 M\$). Les transactions devraient se conclure, sous réserve des conditions de clôture habituelles, y compris les approbations réglementaires de la Chine.

TABLEAU 16 : TITRES

(en M\$)	30 JUIN 2017		31 DÉCEMBRE 2016	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
<b>Disponibles à la vente</b>				
Investissements d'entreprise	186,1 \$	204,3 \$	141,6 \$	152,0 \$
Fonds d'investissement exclusifs	25,4	26,4	6,1	6,4
	<b>211,5</b>	<b>230,7</b>	147,7	158,4
<b>À la juste valeur par le biais du résultat net</b>				
Titres de capitaux propres	15,0	13,9	15,5	17,7
Fonds d'investissement exclusifs	38,2	37,5	49,4	49,1
	<b>53,2</b>	<b>51,4</b>	64,9	66,8
	<b>264,7 \$</b>	<b>282,1 \$</b>	212,6 \$	225,2 \$



## PRÊTS

La composition du portefeuille de prêts de la Société est présentée au tableau 17.

Les prêts comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et représentaient 48,4 % du total de l'actif au 30 juin 2017, comparativement à 51,1 % au 31 décembre 2016.

Les prêts classés comme prêts et créances sont principalement composés de prêts hypothécaires résidentiels vendus à des programmes de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres émis à l'intention des investisseurs. Au 30 juin 2017, un passif correspondant de 7,5 G\$ a été constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 7,7 G\$ au 31 décembre 2016.

Les prêts classés comme détenus à des fins de transaction sont des prêts hypothécaires résidentiels détenus temporairement par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés.

Les prêts hypothécaires résidentiels montés par le Groupe Investors sont principalement financés par les ventes à des tiers, services de gestion inclus, notamment des programmes de titrisation commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») ou des banques canadiennes. Le Groupe Investors gère des prêts hypothécaires résidentiels chiffrés à 13,5 G\$, dont une tranche de 2,5 G\$ est montée par les filiales de Lifeco.

## ACCORDS DE TITRISATION

Par l'entremise des activités bancaires hypothécaires de la Société, des prêts hypothécaires résidentiels montés par les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont vendus à des fiduciaires de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la SCHL et par l'entremise du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), ainsi que de programmes de papier

commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandité par des banques canadiennes. La Société conserve des responsabilités de gestion et certains éléments du risque de crédit et du risque de remboursement anticipé associés aux actifs transférés. Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés de la Société est limité grâce à l'assurance. En vertu des IFRS, la décomptabilisation d'un actif financier repose sur le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété. Puisque la Société a conservé le risque de remboursement anticipé, de même que certains éléments du risque de crédit associés à ses transactions de titrisation par l'entremise des Programmes OHC et de PCAA, celles-ci sont comptabilisées à titre d'emprunts garantis. La Société constate les transactions dans le cadre de ces programmes comme suit : i) les prêts hypothécaires et les obligations correspondantes sont comptabilisés au coût amorti, puis les produits d'intérêts et les charges d'intérêts, établis au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, sont constatés sur la durée des prêts hypothécaires; ii) les composantes des swaps conclus en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du principal remboursé du prêt hypothécaire, sont comptabilisées à la juste valeur; iii) les réserves en trésorerie détenues conformément au Programme de PCAA sont comptabilisées au coût amorti.

Au deuxième trimestre de 2017, la Société a titrisé des prêts par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, générant un produit en trésorerie de 300,0 M\$, comparativement à 978,8 M\$ en 2016. La rubrique « Risque financier » du présent rapport de gestion et la note 5 des états financiers intermédiaires contiennent plus de renseignements au sujet des activités de titrisation de la Société, y compris les couvertures du risque de taux d'intérêt et du risque lié au réinvestissement connexes de la Société.

## PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE

La participation dans une société affiliée correspond à la participation de 4 % de la Société dans Great-West Lifeco Inc.

TABLEAU 17 : PRÊTS

(en M\$)	30 JUIN 2017	31 DÉCEMBRE 2016
<b>Prêts et créances</b>	<b>7 334,9 \$</b>	<b>7 644,5 \$</b>
Moins : Provision collective	0,7	0,7
	<b>7 334,2</b>	7 643,8
<b>Détenus à des fins de transaction</b>	<b>460,1</b>	339,5
	<b>7 794,3 \$</b>	7 983,3 \$

(« Lifeco »). La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de la Corporation Financière Power.

Le placement de la Société financière IGM dans Lifeco est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, puisque la Société exerce une influence notable. La quote-part du résultat

de Lifeco revenant à la Société est constatée au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans le secteur à présenter Activités internes et autres. La variation de la valeur comptable pour le semestre clos le 30 juin 2017, par rapport à 2016, est présentée dans le tableau 18.

TABLEAU 18 : PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE

SEMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016
<b>Valeur comptable au début</b>	<b>888,9 \$</b>	<b>904,3 \$</b>
Quote-part du bénéfice	52,9	51,7
Quote-part de la provision au titre de la restructuration de la société affiliée <sup>1</sup>	(5,1)	–
Dividendes reçus	(29,2)	(27,5)
Quote-part des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	6,7	(30,6)
<b>Valeur comptable à la fin</b>	<b>914,2 \$</b>	<b>897,9 \$</b>
<b>Juste valeur à la fin</b>	<b>1 396,4 \$</b>	<b>1 352,7 \$</b>

1. Se reporter au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés du présent rapport de gestion.

## SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT CONSOLIDÉES

### SITUATION DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 1 069,3 M\$ au 30 juin 2017, comparativement à 611,0 M\$ au 31 décembre 2016 et à 657,6 M\$ au 30 juin 2016. La trésorerie et les équivalents de trésorerie liés aux activités de dépôt de la Société totalisaient 2,0 M\$ au 30 juin 2017, comparativement à 2,7 M\$ au 31 décembre 2016 et à 3,6 M\$ au 30 juin 2016, comme l'illustre le tableau 19.

Le fonds de roulement totalisait 1 082,6 M\$ au 30 juin 2017, comparativement à 557,8 M\$ au 31 décembre 2016 et à 861,0 M\$ au 30 juin 2016. Le fonds de roulement exclut les activités de dépôt de la Société.

Le fonds de roulement est utilisé aux fins suivantes :

- Le financement des activités continues, y compris le financement des commissions de vente.
- Le financement temporaire de prêts hypothécaires dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.
- Le paiement d'intérêts et de dividendes relatif à la dette à long terme et aux actions privilégiées.
- Le maintien des liquidités requises pour les entités réglementées.
- Le versement de dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires en circulation.
- Le financement du rachat d'actions ordinaires lié à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société.
- Le financement de l'acquisition de China AMC, sous réserve des conditions de clôture habituelles.

La Société financière IGM continue de générer des flux de trésorerie considérables dans le cadre de ses activités. Le bénéfice ajusté avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ajusté ») a totalisé 345,3 M\$ au deuxième trimestre de

2017, comparativement à 316,0 M\$ au deuxième trimestre de 2016 et à 324,6 M\$ au premier trimestre de 2017. Le BAIIA ajusté a totalisé 669,9 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 620,2 M\$ en 2016. Le BAIIA ajusté pour chaque période considérée exclut l'incidence de l'amortissement des commissions de vente différées, qui ont totalisé 57,4 M\$ au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 59,0 M\$ au deuxième trimestre de 2016 et à 58,9 M\$ au premier trimestre de 2017. En plus de constituer une importante mesure complémentaire de rendement, le BAIIA est une mesure utilisée couramment par les analystes de placements et les agences de notation pour évaluer les sociétés de gestion d'actifs.

Se reporter à la rubrique « Risque lié aux instruments financiers » du présent rapport de gestion pour de l'information relative à d'autres sources de liquidités et à l'exposition de la Société au risque de liquidité et de financement et à la façon dont elle gère ce risque.

### FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau 20, intitulé « Flux de trésorerie », présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie qui font partie des états financiers intermédiaires pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 133,6 M\$ au deuxième trimestre de 2017, comparativement à une augmentation de 50,5 M\$ en 2016. Pour le semestre, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 458,3 M\$ en 2017, comparativement à une diminution de 325,4 M\$ en 2016.

Les activités d'exploitation, avant les commissions versées, ont généré 170,1 M\$ et 368,2 M\$ au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 295,7 M\$ et à 400,0 M\$ en 2016. Les commissions en trésorerie versées se sont chiffrées à 66,6 M\$ et à 148,0 M\$ pour le trimestre et

TABLEAU 19 : ACTIVITÉS DE DÉPÔT – SITUATION FINANCIÈRE

(en M\$)	30 JUIN 2017	31 DÉC. 2016	30 JUIN 2016
<b>Actif</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2,0 \$	2,7 \$	3,6 \$
Fonds de clients déposés	420,4	455,5	275,5
Débiteurs et autres montants à recevoir	1,0	0,5	0,4
Prêts	27,1	25,1	25,6
<b>Total de l'actif</b>	<b>450,5 \$</b>	<b>483,8 \$</b>	<b>305,1 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>			
Passif lié aux dépôts	439,3 \$	471,2 \$	293,9 \$
Autres passifs	0,5	2,6	0,5
Capitaux propres	10,7	10,0	10,7
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>450,5 \$</b>	<b>483,8 \$</b>	<b>305,1 \$</b>

TABLEAU 20 : FLUX DE TRÉSORERIE

(en M\$)	TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN			SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN		
	2017	2016	VARIATION (%)	2017	2016	VARIATION (%)
Activités d'exploitation						
Avant paiement des commissions	<b>170,1 \$</b>	295,7 \$	(42,5) %	<b>368,2 \$</b>	400,0 \$	(8,0) %
Commissions payées	<b>(66,6)</b>	(51,6)	(29,1)	<b>(148,0)</b>	(125,4)	(18,0)
Déduction faite des commissions payées	<b>103,5</b>	244,1	(57,6)	<b>220,2</b>	274,6	(19,8)
Activités de financement	<b>(257,3)</b>	158,9	n.s.	<b>133,8</b>	(19,8)	n.s.
Activités d'investissement	<b>20,2</b>	(352,5)	n.s.	<b>104,3</b>	(580,2)	n.s.
<b>(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(133,6)</b>	50,5	n.s.	<b>458,3</b>	(325,4)	n.s.
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	<b>1 202,9</b>	607,1	98,1	<b>611,0</b>	983,0	(37,8)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin</b>	<b>1 069,3 \$</b>	657,6 \$	62,6 %	<b>1 069,3 \$</b>	657,6 \$	62,6 %

le semestre clos en 2017, comparativement à 51,6 M\$ et à 125,4 M\$ en 2016. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, déduction faite des commissions versées, se sont établis à 103,5 M\$ et à 220,2 M\$ en 2017, comparativement à 244,1 M\$ et à 274,6 M\$ en 2016.

Les activités de financement au cours du deuxième trimestre de 2017 par rapport à 2016 avaient trait à ce qui suit :

- Une diminution nette de 119,7 M\$ en 2017 relative aux obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à une augmentation nette de 342,8 M\$ en 2016.
- Aucune action ordinaire n'a été achetée en 2017 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société financière IGM, comparativement à l'achat de 1 227 700 actions ordinaires au coût de 46,8 M\$ en 2016.
- Le versement de dividendes sur actions privilégiées perpétuelles totalisant 2,2 M\$ en 2017, soit le même montant qu'en 2016.
- Le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 135,3 M\$ en 2017, comparativement à 136,1 M\$ en 2016.

Les activités de financement au cours du semestre clos le 30 juin 2017 par rapport à 2016 avaient trait à ce qui suit :

- Une diminution nette de 193,7 M\$ en 2017 relative aux obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à une augmentation nette de 408,0 M\$ en 2016.
- L'émission de débentures de 600,0 M\$ au premier trimestre de 2017.
- Aucune action ordinaire n'a été achetée en 2017 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités

de la Société financière IGM, comparativement à l'achat de 4 219 600 actions ordinaires au coût de 151,1 M\$ en 2016.

- Le versement de dividendes sur actions privilégiées perpétuelles totalisant 4,4 M\$ en 2017, soit le même montant qu'en 2016.
- Le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 270,6 M\$ en 2017, comparativement à 273,8 M\$ en 2016.

Les activités d'investissement au cours du deuxième trimestre de 2017 par rapport à 2016 avaient principalement trait à ce qui suit :

- L'achat de titres totalisant 76,1 M\$ et le produit de 11,2 M\$ de la vente de titres en 2017, comparativement à 99,8 M\$ et à 12,6 M\$, respectivement, en 2016. Un investissement de 42,6 M\$ dans Wealthsimple en 2017 et un investissement de 64,5 M\$ dans Personal Capital en 2016 sont inclus dans l'achat de titres.
- Une diminution nette des prêts de 96,2 M\$ en 2017, comparativement à une augmentation nette de 232,1 M\$ en 2016, principalement liée aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société.
- La trésorerie nette affectée aux ajouts aux immobilisations incorporelles et aux acquisitions s'est établie à 7,8 M\$ en 2017, comparativement à 17,5 M\$ en 2016.

Les activités d'investissement au cours du semestre clos le 30 juin 2017 par rapport à 2016 avaient principalement trait à ce qui suit :

- L'achat de titres totalisant 103,1 M\$ et le produit de 36,7 M\$ de la vente de titres en 2017, comparativement à 124,7 M\$

et à 23,4 M\$, respectivement, en 2016. Un investissement de 42,6 M\$ dans Wealthsimple en 2017 et un investissement de 64,5 M\$ dans Personal Capital en 2016 sont inclus dans l'achat de titres.

- Une diminution nette des prêts de 195,8 M\$ en 2017, comparativement à une augmentation nette de 415,5 M\$ en 2016, principalement liée aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société.
- La trésorerie nette affectée aux ajouts aux immobilisations incorporelles et aux acquisitions s'est établie à 15,7 M\$ en 2017, comparativement à 34,5 M\$ en 2016.

## SOURCES DE FINANCEMENT

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solides. Le capital de la Société comprend la dette à long terme, les actions privilégiées perpétuelles et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, lesquels totalisaient 6,8 G\$ au 30 juin 2017, comparativement à 6,1 G\$ au 31 décembre 2016. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités d'exploitation continues en vue de satisfaire aux besoins en fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire comprennent les courtiers en valeurs mobilières, les courtiers de fonds communs de placement, les courtiers sur le marché non réglementé, les gestionnaires de portefeuille, les gestionnaires de fonds d'investissement et une société de fiducie. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences en matière de capital réglementaire.

La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 1 925,0 M\$ au 30 juin 2017, comparativement à 1 325,0 M\$ au 31 décembre 2016. La dette à long terme comprend des débetures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives standards, incluant des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière.

Le 26 janvier 2017, la Société financière IGM a émis des débetures à 3,44 % sur dix ans d'un capital de 400 M\$ dont le prix a été établi pour fournir un rendement à l'échéance de 3,448 % et des débetures à 4,56 % sur 30 ans d'un capital de 200 M\$ dont le prix a été établi pour fournir un rendement à l'échéance de 4,560 %. Ce placement a été effectué dans le cadre d'un supplément au prospectus préalable de base simplifié de la Société financière IGM en date du 29 novembre 2016. La Société financière IGM se servira du produit net pour financer une partie importante des acquisitions annoncées d'une participation dans China AMC (se reporter à la note 7 des états financiers annuels) et pour d'autres besoins généraux de l'entreprise.

Les actions privilégiées perpétuelles, chiffrées à 150 M\$ au 30 juin 2017, demeurent inchangées par rapport au 31 décembre 2016.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, la Société n'a acheté aucune action ordinaire dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités (se reporter à la note 8 des états financiers intermédiaires). La Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités le 20 mars 2017 visant l'achat d'un maximum de 5 % de ses actions ordinaires pour atténuer l'effet dilutif des options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions de la Société et à d'autres fins de gestion du capital. En 2017, les autres activités comprennent la déclaration de dividendes de 4,4 M\$ sur actions privilégiées perpétuelles, ou 0,7375 \$ par action, et de dividendes de 135,3 M\$ sur actions ordinaires, ou 1,125 \$ par action. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

Dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société a établi un régime d'achat automatique de titres pour ses actions ordinaires. Le régime d'achat automatique de titres fournit des instructions standards quant à la façon dont les actions ordinaires de la Société financière IGM doivent être rachetées dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités pendant certaines périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées. Les rachats effectués en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société en tout autre moment que lors de ces périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées seront réalisés au gré de la direction.

Au quatrième trimestre de 2016, la notation attribuée par Standard & Poor's (« S&P ») aux débetures non garanties de premier rang de la Société a été augmentée de « A » avec une perspective stable à « A+ ». À la suite de l'annonce de la Société relative à la conclusion d'une entente sur l'acquisition d'une participation de 10 % dans China AMC, S&P a modifié la perspective stable de la Société pour lui attribuer une perspective négative. La notation attribuée par Dominion Bond Rating Service (« DBRS ») aux débetures non garanties de premier rang de la Société est de « A (élevée) », avec une tendance stable.

Les notations de crédit sont destinées à fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis seront faits ainsi que la capacité d'une société de remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque obligation. Les descriptions des catégories de notations de chacune des agences de notation présentées ci-après proviennent des sites Web de chacune de ces agences.

Ces notations ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres de la Société et ne tiennent pas compte de leur cours ni d'autres facteurs qui pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un investisseur en particulier. De plus, il se peut que les notations ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et du fait que les agences de notation peuvent réviser ces notations ou les retirer à quelque moment que ce soit.

La notation « A+ » attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par S&P correspond à la cinquième notation la plus élevée sur les 22 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Cette notation indique que, de l'avis de S&P, la Société a une bonne capacité de remplir ses engagements financiers relatifs aux obligations, mais que l'obligation est un peu plus vulnérable aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les obligations mieux notées.

La notation « A (élevée) », qui a été attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par DBRS, correspond à la cinquième notation la plus élevée sur les

26 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Selon l'échelle de notation à long terme de DBRS, les titres d'emprunt qui obtiennent la notation « A (élevée) » sont de bonne qualité et la capacité de paiement des obligations financières est considérée comme solide. Bien qu'il s'agisse d'une bonne notation, les entreprises qui l'obtiennent pourraient être plus vulnérables à des événements futurs, mais les facteurs négatifs potentiellement déclencheurs sont considérés comme surmontables.

## INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau 21 présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Ces éléments comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers, les créditeurs et charges à payer et certains autres passifs financiers.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

- Les titres ainsi que les autres actifs et passifs financiers sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.

TABLEAU 21 : INSTRUMENTS FINANCIERS

(en M\$)	30 JUIN 2017		31 DÉCEMBRE 2016	
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
<b>Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur</b>				
Titres				
– Disponibles à la vente	230,7 \$	230,7 \$	158,4 \$	158,4 \$
– Détenus à des fins de transaction	51,4	51,4	66,8	66,8
Prêts				
– Détenus à des fins de transaction	460,1	460,1	339,5	339,5
Instruments financiers dérivés	41,1	41,1	42,8	42,8
<b>Actifs financiers comptabilisés au coût amorti</b>				
Prêts				
– Prêts et créances	7 334,2	7 468,0	7 643,8	7 867,7
<b>Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur</b>				
Instruments financiers dérivés	25,8	25,8	38,2	38,2
Autres passifs financiers	7,7	7,7	9,8	9,8
<b>Passifs financiers comptabilisés au coût amorti</b>				
Dépôts et certificats	439,3	440,3	471,2	472,2
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	7 535,5	7 588,4	7 721,0	7 873,1
Dettes à long terme	1 925,0	2 258,8	1 325,0	1 610,9

- Les prêts classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués selon les taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires.
- Les prêts classés dans les prêts et créances sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés.
- Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.
- Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt du marché en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.

- La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débenture disponible sur le marché.
- Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Se reporter à la note 13 des états financiers intermédiaires, qui présente des renseignements supplémentaires à l'égard de la détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Bien qu'il y ait eu des changements à la valeur comptable et à la juste valeur des instruments financiers, ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur la situation financière de la Société pour le semestre clos le 30 juin 2017.

## GESTION DES RISQUES

La Société est exposée à divers risques inhérents à la nature de ses activités. Son succès continu repose sur sa capacité à gérer ces risques. La Société met l'accent sur une solide culture de gestion des risques et la mise en œuvre d'une approche efficace en la matière. L'approche de gestion des risques repose sur la coordination des mesures de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise et de ses unités d'exploitation de même qu'elle vise à assurer la prise de risques prudents et mesurés afin de parvenir à un équilibre adéquat entre les risques et le rendement. La protection et l'amélioration de notre réputation sont fondamentales à notre programme de gestion des risques d'entreprise.

### CADRE DE GESTION DES RISQUES

L'approche en matière de gestion des risques de la Société est assujettie au cadre de gestion des risques d'entreprise (« GRE »), qui comporte cinq principaux éléments : la gouvernance du risque, l'appétit pour le risque, les principes en matière de risque, un processus défini de gestion du risque et une culture de gestion du risque. Le cadre de GRE est élaboré conformément à la politique de GRE de la Société, laquelle est approuvée par le comité de gestion des risques.

### GOVERNANCE DU RISQUE

La structure de gouvernance du risque de la Société privilégie le maintien d'un cadre cohérent et exhaustif dans l'ensemble de la Société et de ses filiales, lequel détermine les responsables de la gestion des risques dans chacune des unités d'exploitation et prévoit un suivi par un comité exécutif de gestion des risques relevant du comité de direction. Une surveillance supplémentaire est assurée par la Division de gestion des risques d'entreprise (« GRE »), les groupes de conformité au niveau de l'entreprise et de la distribution et le service d'audit interne de la Société.

Le conseil d'administration supervise la gestion des risques et s'acquitte de ce mandat principalement par l'intermédiaire des comités suivants :

- Le comité de direction est responsable d'assurer la surveillance de la gestion des risques d'entreprise : i) en s'assurant que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques et de définir la tolérance au risque; ii) en s'assurant que les politiques, procédures et contrôles appropriés sont mis en œuvre en vue de gérer les risques; iii) en examinant régulièrement le processus de gestion des risques pour vérifier s'il fonctionne efficacement.
- Le comité des stratégies de placement supervise la gestion des risques financiers auxquels est exposée la Société, soit le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidité et de financement : i) en s'assurant que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques financiers conformément au niveau de tolérance; ii) en contrôlant la mise en œuvre et le maintien des politiques,

procédures et contrôles appropriés en vue de gérer les risques financiers; iii) en examinant régulièrement le processus de gestion des risques financiers pour s'assurer qu'il fonctionne efficacement.

- Le comité d'audit assume des responsabilités particulières de surveillance des risques ayant trait aux informations financières à fournir, aux contrôles internes et à l'environnement de contrôle, ainsi qu'aux activités de conformité de la Société.
- Les comités qui suivent ont des responsabilités particulières liées à la surveillance des risques : i) le comité de rémunération, qui supervise les politiques et les pratiques de rémunération; ii) le comité de gouvernance et des candidatures, qui supervise les pratiques liées à la gouvernance d'entreprise; iii) le comité des entités reliées et de révision, qui supervise les conflits d'intérêts ainsi que l'administration du code de conduite professionnelle et de déontologie à l'attention des administrateurs, des dirigeants et des employés (code de conduite).

La surveillance de la direction en ce qui a trait à la gestion des risques revient au comité exécutif de gestion des risques, qui est constitué du président et chef de la direction, du chef des services financiers ainsi que du chef du contentieux et du chef de la conformité. Le comité est responsable de s'assurer que la direction surveille le processus de gestion des risques de la Société : i) en élaborant le cadre et les politiques de risque et en en assurant le maintien; ii) en définissant l'appétit pour le risque de la Société; iii) en s'assurant que le profil de risque de la Société et ses processus d'évaluation sont conformes à la stratégie et à l'appétit pour le risque de la Société; iv) en montrant l'exemple et en promouvant une culture solide de gestion des risques.

Les chefs de la direction des sociétés en exploitation ont la responsabilité globale de la surveillance de la gestion des risques dans leurs sociétés respectives.

La Société a réparti la responsabilité de la gestion des risques en se servant du modèle comportant trois lignes de défense, en vertu duquel la première ligne de défense représente les unités d'exploitation qui assument la principale responsabilité de la gestion des risques, appuyée par les fonctions de gestion des risques de la deuxième ligne et une fonction d'audit de la troisième ligne en charge de la vérification et de la validation de la conception et de l'efficacité du cadre de GRE.

#### **Première ligne de défense**

La responsabilité de la gestion constante des risques revient principalement aux dirigeants des diverses unités d'exploitation et fonctions de soutien en ce qui a trait à leurs activités respectives. Les responsabilités des dirigeants d'unités d'exploitation et de fonctions de soutien comprennent notamment ce qui suit : i) établir et assurer le respect des procédures de détection, d'évaluation, de consignation et de communication ascendante des risques; ii) mettre en œuvre des activités de contrôle visant à atténuer les risques; iii) cibler les occasions de réduire ou de



transférer les risques; iv) harmoniser les stratégies d'exploitation et d'affaires avec la culture de risque et l'appétit pour le risque de l'entreprise, tels qu'ils ont été établis par le comité de gestion des risques.

### **Deuxième ligne de défense**

La Division de gestion des risques d'entreprise (« GRE ») assure la surveillance et l'analyse du niveau de risque défini en fonction de l'appétit pour le risque visant toutes les activités de la Société, de même que la présentation de l'information à cet égard au comité de gestion des risques. Elle est également responsable de ce qui suit : i) élaborer et maintenir le programme et le cadre de gestion des risques d'entreprise; ii) gérer le processus de gestion des risques d'entreprise; iii) fournir des lignes directrices et de la formation aux dirigeants des unités d'exploitation et fonctions de soutien.

La Société compte un certain nombre de comités constitués de dirigeants chevronnés qui assurent la surveillance de risques d'entreprise précis, notamment le comité de gestion des risques financiers et le comité de surveillance des risques liés aux services d'information. Ces comités procèdent à un examen critique des évaluations des risques, des pratiques de gestion des risques et des plans d'intervention face aux risques élaborés par les unités d'exploitation et les fonctions de soutien.

Les groupes de conformité des ventes et de l'entreprise de la Société assument d'autres responsabilités de surveillance; ils sont notamment chargés d'assurer la conformité aux politiques, aux lois et aux règlements.

### **Troisième ligne de défense**

Le service d'audit interne constitue la troisième ligne de défense et fournit l'assurance indépendante à la haute direction et au conseil d'administration que les politiques, les processus et les pratiques de gestion des risques sont efficaces.

## **APPÉTIT POUR LE RISQUE ET PRINCIPES EN MATIÈRE DE RISQUE**

Le comité de gestion des risques détermine l'appétit de la Société pour divers types de risque au moyen du cadre de gestion lié à l'appétit pour le risque. Conformément à ce cadre, un des quatre niveaux d'appétit pour le risque est attribué à chaque type de risque et activité de la Société. Ces niveaux d'appétit pour le risque varient entre un niveau où la Société a un appétit nul pour le risque et cherche à réduire au minimum toute perte, et un niveau où elle accepte volontiers d'être exposée, mais s'assure néanmoins que les risques sont bien compris et gérés. Ces niveaux d'appétit guident nos unités d'exploitation à mesure qu'elles entreprennent des activités et leur fournissent de l'information à l'égard de l'établissement de politiques, de limites, de contrôles et d'activités de transferts des risques.

Un énoncé relatif à l'appétit pour le risque et des principes en matière de risque fournissent des indications supplémentaires

aux dirigeants et aux employés lorsqu'ils entreprennent des activités de gestion des risques. L'énoncé relatif à l'appétit pour le risque a d'abord pour objet de protéger la réputation et la marque de la Société, d'assurer une souplesse financière et de mettre l'accent sur l'atténuation du risque opérationnel.

## **PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES**

Le processus de gestion des risques de la Société est conçu pour favoriser :

- une évaluation continue des risques et de la tolérance à ceux-ci dans un contexte opérationnel en évolution;
- une détection et une compréhension adéquates des risques existants et émergents ainsi que des mesures d'intervention face aux risques;
- une surveillance et une communication ascendante des risques en temps opportun en fonction des changements dans les circonstances.

Les risques importants pouvant avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société d'atteindre ses objectifs stratégiques et commerciaux sont mis en évidence au moyen du processus de gestion continue des risques de la Société.

Nous avons recours à une méthodologie identique dans l'ensemble de nos organisations et de nos unités d'exploitation pour détecter et évaluer les risques. Les risques sont évalués par une évaluation de la probabilité qu'ils surviennent et de l'incidence que cela aurait, compte tenu des contrôles et des activités de transfert des risques. Les résultats de ces évaluations sont ensuite comparés à notre appétit pour le risque et à notre tolérance au risque, et des mesures peuvent être mises en œuvre afin d'ajuster le profil de risque.

Les évaluations des risques sont supervisées et révisées sur une base continue par les unités d'exploitation et par des organes de surveillance, comme la Division de GRE, qui maintient et coordonne la communication et la consultation afin de favoriser une gestion et une communication ascendante efficaces des risques. La Division de GRE présente sur une base régulière des rapports sur les résultats des évaluations des risques ainsi que sur le processus d'évaluation au comité de gestion des risques et au comité de direction du conseil d'administration.

## **CULTURE DE GESTION DES RISQUES**

La gestion des risques est la responsabilité de chacun au sein de la Société. La Division de GRE organise des ateliers pour toutes les unités d'exploitation afin de favoriser la sensibilisation à notre cadre de gestion des risques, et d'encourager son intégration dans nos activités.

Nous avons mis en œuvre un processus de planification des affaires qui vient renforcer notre culture de gestion des risques. Nos programmes de rémunération sont généralement fondés sur des objectifs, et ils n'encouragent ni ne récompensent la prise

de risque excessive ou inappropriée, étant souvent axés plus particulièrement sur les objectifs de gestion des risques.

Notre programme de gestion des risques met l'accent sur l'intégrité, les pratiques éthiques, la gestion responsable et la prise de risques mesurés dans une perspective à long terme. Notre code de conduite tient compte de nos normes d'intégrité et de déontologie et s'applique aux administrateurs, aux dirigeants et aux employés.

## PRINCIPAUX RISQUES DE L'ENTREPRISE

La Société identifie les risques auxquels ses secteurs opérationnels et ses activités pourraient être exposés en tenant compte de facteurs internes et externes à l'organisation. Ces risques peuvent être répartis en six catégories.

### 1) RISQUE FINANCIER

#### RISQUE DE LIQUIDITÉ ET DE FINANCEMENT

Le risque de liquidité et de financement correspond au risque que la Société soit incapable de générer ou d'obtenir suffisamment de trésorerie en temps opportun et de façon rentable pour respecter ses obligations contractuelles ou prévues lorsque celles-ci viennent à échéance.

Les pratiques de gestion des liquidités de la Société comprennent :

- la gestion des actifs liquides et des marges de crédit de sorte qu'ils satisferont les besoins de liquidités à court terme;
- le maintien de contrôles efficaces à l'égard des processus de gestion des liquidités;
- la présentation de prévisions à l'égard des liquidités et l'exécution de simulations de crise, sur une base régulière;
- l'évaluation sur une base régulière de la conjoncture des marchés financiers et de la capacité de la Société à obtenir du financement provenant des banques et des marchés financiers;
- la diversification et l'augmentation des sources de financement de prêts hypothécaires à long terme;
- la supervision de la gestion des liquidités par le comité de gestion des risques financiers, un comité composé de dirigeants dans le secteur de la finance, et par le comité des stratégies de placement du conseil d'administration.

Le financement des commissions versées à la vente de fonds communs de placement constitue une exigence clé en matière de financement pour la Société. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement continuent d'être financées au moyen des flux de trésorerie d'exploitation.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme. Par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, elle vend les prêts hypothécaires résidentiels à des tiers, notamment à certains fonds communs

de placement, à des investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, à des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et au moyen de l'émission et de la vente de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH »), y compris les ventes à la Fiducie du Canada pour l'habitation conformément au Programme OHC. La Société maintient un niveau de transactions engagé auprès de certaines fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes. La capacité de réaliser des ventes conformément au Programme OHC repose sur la participation aux nouvelles émissions d'OHC et le réinvestissement du principal remboursé déposé dans les comptes de réinvestissement du principal. La capacité continue de la Société à financer les prêts hypothécaires résidentiels au moyen de fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et de TH LNH dépend des conditions sur les marchés de titrisation et de la réglementation gouvernementale, lesquelles sont susceptibles de changer. Les règles régissant les TH LNH et le Programme OHC exigent que les prêts titrisés soient assurés par un assureur approuvé par la SCHL. La disponibilité de l'assurance sur les prêts hypothécaires dépend de la conjoncture et est sujette à changement.

Dans le contexte de la gestion courante des liquidités au cours de 2017 et de 2016, la Société a :

- continué d'élargir ses canaux de financement grâce à l'émission de titres TH LNH à de multiples acheteurs;
- continué d'évaluer des sources de financement additionnelles pour ses activités bancaires hypothécaires;
- déposé un prospectus préalable de base simplifié afin de donner à la Société la flexibilité nécessaire pour accéder aux marchés des titres d'emprunt et de participation;
- augmenté de 300 M\$ les marges de crédit engagées de la Société au cours du quatrième trimestre de 2016;
- émis, en janvier 2017, des débentures à 3,44 % sur dix ans d'un capital de 400 M\$ et des débentures à 4,56 % sur 30 ans d'un capital de 200 M\$. La Société financière IGM se servira du produit net pour financer une partie importante de l'acquisition précédemment annoncée d'une participation de 13,9 % dans China AMC et pour d'autres besoins généraux de l'entreprise.

Les obligations contractuelles de la Société sont présentées au tableau 22.

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société financière IGM peut accéder à des liquidités au moyen de ses marges de crédit. Les marges de crédit de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 825 M\$ au 30 juin 2017, soit le même montant qu'au 31 décembre 2016. Les marges de crédit au 30 juin 2017 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant 650 M\$ (31 décembre 2016 – 650 M\$) et de marges de crédit non engagées totalisant 175 M\$ (31 décembre 2016 –

TABLEAU 22 : OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

AU 30 JUIN 2017 (en M\$)	À VUE	MOINS DE UN AN	ENTRE 1 AN ET 5 ANS	APRÈS 5 ANS	TOTAL
Instruments financiers dérivés	– \$	8,8 \$	16,9 \$	0,1 \$	25,8 \$
Dépôts et certificats	421,0	8,7	7,7	1,9	439,3
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	1 335,6	6 145,6	54,3	7 535,5
Dette à long terme	–	150,0	375,0	1 400,0	1 925,0
Contrats de location simple <sup>1</sup>	–	29,1	75,4	39,6	144,1
Capitalisation des régimes de retraite <sup>2</sup>	–	29,8	–	–	29,8
<b>Total des obligations contractuelles</b>	<b>421,0 \$</b>	<b>1 562,0 \$</b>	<b>6 620,6 \$</b>	<b>1 495,9 \$</b>	<b>10 099,5 \$</b>

1. Comprend les paiements minimaux futurs au titre des contrats de location liés aux locaux pour bureaux et au matériel utilisés dans le cours normal des activités. Les paiements au titre des contrats de location sont imputés au bénéfice sur la période d'utilisation.
2. La prochaine évaluation actuarielle requise sera effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2016. Les obligations liées à la capitalisation des régimes de retraite au-delà de 2017 pourraient connaître d'importantes variations et dépendront des évaluations actuarielles futures. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction à modifier la politique de capitalisation.

175 M\$). La Société a déjà accédé à ses marges de crédit non engagées par le passé. Cependant, toute avance bancaire sur les marges de crédit non engagées sera consentie à la discrétion exclusive de la banque. Au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016, la Société n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées ni sur ses marges de crédit non engagées.

L'évaluation actuarielle à des fins de capitalisation relative au régime de retraite à prestations définies enregistré de la Société, effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2013, a été produite en mai 2014. Selon l'évaluation actuarielle, le régime de retraite enregistré avait un déficit de solvabilité de 23,4 M\$, comparativement à 106,3 M\$ dans la précédente évaluation actuarielle effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2012. La réduction du déficit de solvabilité résulte principalement de la hausse des taux d'intérêt et du rendement du marché de l'actif du régime, et le déficit doit être remboursé sur cinq ans. La Société a versé des cotisations de 7,7 M\$ en 2017 (2016 – 8,1 M\$). La Société prévoit verser des cotisations d'environ 37,5 M\$ en 2017. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation. Une évaluation actuarielle aux fins du financement est en cours en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2016; l'issue de cette évaluation pourrait avoir une incidence sur le total des cotisations requises en 2017.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations, les soldes de trésorerie disponibles et les autres sources de financement décrites plus haut sont suffisants pour répondre aux besoins de liquidités de la Société. La Société dispose toujours de la capacité de répondre à ses besoins en flux de trésorerie d'exploitation, de remplir ses obligations

contractuelles et de verser ses dividendes déclarés. La pratique actuelle de la Société consiste à déclarer et à payer les dividendes aux actionnaires ordinaires sur une base trimestrielle au gré du conseil d'administration. La déclaration de dividendes par le conseil d'administration dépend d'un éventail de facteurs, notamment les résultats, qui subissent l'incidence importante qu'a le rendement des marchés des titres d'emprunt et des actions sur les produits tirés des honoraires et les commissions de la Société ainsi que sur certaines autres charges. La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque de liquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2016.

#### RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit se rapporte à l'éventualité d'une perte financière si, dans le cadre d'une transaction, l'une des contreparties de la Société ne respecte pas ses engagements.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres détenus, les portefeuilles de prêts hypothécaires et les dérivés de la Société sont assujettis au risque de crédit. La Société examine ses pratiques en matière de gestion du risque de crédit de façon continue pour en évaluer l'efficacité.

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 30 juin 2017, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 1 069,3 M\$ (31 décembre 2016 – 611,0 M\$) étaient composés de soldes de trésorerie de 48,5 M\$ (31 décembre 2016 – 84,5 M\$) déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 1 020,8 M\$ (31 décembre 2016 – 526,5 M\$). Les équivalents de trésorerie sont constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 66,2 M\$ (31 décembre 2016 – 44,1 M\$), de bons du Trésor et de billets du gouvernement provincial de 488,6 M\$ (31 décembre 2016 – 197,1 M\$), d'acceptations bancaires et

d'autres billets à court terme émis par des banques à charte canadiennes de 438,0 M\$ (31 décembre 2016 – 246,8 M\$), ainsi que de papier commercial de société à notation élevée de 28,0 M\$ (31 décembre 2016 – 38,5 M\$).

La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant sa politique de placement, laquelle décrit les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. La Société évalue régulièrement la notation de crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux titres à revenu fixe ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2016.

### **Portefeuilles de prêts hypothécaires**

Au 30 juin 2017, les prêts hypothécaires résidentiels s'élevant à 7,8 G\$ (31 décembre 2016 – 8,0 G\$), comptabilisés dans le bilan de la Société, comprenaient des prêts d'un montant de 7,3 G\$ (31 décembre 2016 – 7,6 G\$) vendus dans le cadre de programmes de titrisation, des prêts d'un montant de 460,1 M\$ (31 décembre 2016 – 339,5 M\$) détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés et des prêts d'un montant de 30,4 M\$ (31 décembre 2016 – 29,2 M\$) liés aux activités d'intermédiaire de la Société.

La Société gère le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires résidentiels au moyen des éléments suivants :

- le respect de sa politique de prêt et de ses normes de souscription;
- le recours à ses capacités de gestion des prêts;
- l'utilisation d'une assurance en cas de défaut sur les prêts hypothécaires contractée par le client et d'une assurance en cas de défaut sur le portefeuille de prêts hypothécaires détenue par la Société;
- sa pratique de monter ses prêts hypothécaires uniquement au moyen de son propre réseau de spécialistes en planification hypothécaire et de conseillers du Groupe Investors, dans le cadre du plan financier exhaustif d'un client.

Dans certains cas, le risque de crédit est également limité par les modalités et la nature des transactions de titrisation, comme il est décrit ci-dessous :

- Conformément aux règles régissant les TH LNH, lesquels totalisent 4,6 G\$ (31 décembre 2016 – 4,9 G\$), la Société a l'obligation d'effectuer promptement un paiement de principal et de coupons, que les montants aient été reçus ou non de l'emprunteur hypothécaire. Toutefois, les règles régissant les TH LNH exigent que la totalité des prêts soient assurés par un assureur approuvé.

- Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés à la suite du transfert aux fiducies de titrisation commanditées par des banques, prêts qui totalisent 2,7 G\$ (31 décembre 2016 – 2,7 G\$) se limite à des montants détenus dans les comptes de réserve en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, dont la juste valeur s'élevait à 58,3 M\$ (31 décembre 2016 – 54,7 M\$) et à 45,3 M\$ (31 décembre 2016 – 45,0 M\$), respectivement, au 30 juin 2017. Les comptes de réserve en trésorerie sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts hypothécaires. Ce risque est aussi atténué au moyen d'une assurance, car 23,7 % des prêts hypothécaires détenus dans des fiducies de PCAA étaient assurés au 30 juin 2017 (31 décembre 2016 – 29,1 %).

Au 30 juin 2017, une proportion de 70,9 % (31 décembre 2016 – 73,9 %) des prêts hypothécaires résidentiels comptabilisés dans le bilan étaient assurés. Au 30 juin 2017, les prêts hypothécaires douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 2,5 M\$, comparativement à 2,6 M\$ au 31 décembre 2016. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 0,8 M\$ au 30 juin 2017, comparativement à 0,9 M\$ au 31 décembre 2016.

La Société conserve aussi certains éléments du risque de crédit associé aux prêts hypothécaires vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors dans le cadre d'une entente visant le rachat de prêts hypothécaires dans certaines circonstances favorables aux fonds. Ces prêts ne sont pas comptabilisés dans le bilan de la Société, puisque la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété relativement à ces prêts.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des prêts hypothécaires et la suffisance de la provision collective pour pertes sur créances.

La provision collective pour pertes sur créances de la Société se chiffrait à 0,7 M\$ au 30 juin 2017, soit un montant inchangé par rapport au 31 décembre 2016, et la direction considère qu'elle est adéquate pour absorber toutes les pertes sur créances liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires, compte tenu des considérations suivantes : i) l'historique du rendement du crédit et les tendances récentes; ii) les paramètres de crédit actuels du portefeuille et les autres caractéristiques pertinentes; iii) la simulation régulière de crise à l'égard des pertes découlant de conditions défavorables sur les marchés immobiliers.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié aux portefeuilles de prêts hypothécaires ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2016.

### **Instrumentés dérivés**

La Société est exposée au risque de crédit par le biais des contrats d'instruments dérivés qu'elle utilise pour couvrir le risque de taux d'intérêt, faciliter les transactions de titrisation, couvrir le risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions et couvrir le risque de change relatif aux paiements exigibles à la clôture de la transaction avec China AMC. Ces dérivés sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Risque de marché » du présent rapport de gestion.

Dans la mesure où la juste valeur des dérivés est en position de profit, la Société est exposée au risque de crédit, c'est-à-dire au risque que ses contreparties manquent à leurs obligations aux termes de ces accords.

Les activités liées aux dérivés de la Société sont gérées conformément à sa politique de placement, laquelle comprend des limites imposées aux contreparties et d'autres paramètres visant à gérer le risque de contrepartie. Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux instruments dérivés qui sont en position de profit, chiffré à 39,4 M\$ (31 décembre 2016 – 41,4 M\$), ne tient pas compte des conventions de compensation ni des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des arrangements de garantie y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, était de 3,3 M\$ au 30 juin 2017 (31 décembre 2016 – 3,0 M\$). Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux instruments dérivés de la Société n'était pas important au 30 juin 2017. La gestion du risque de crédit lié aux instruments dérivés n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2016.

Se référer aux notes 2, 6 et 21 des états financiers annuels pour plus de renseignements quant aux activités de titrisation et à l'utilisation des contrats d'instruments dérivés par la Société.

### **RISQUE DE MARCHÉ**

Le risque de marché se rapporte à l'éventualité d'une perte pour la Société découlant de la variation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt ou des cours boursiers.

#### **Risque de taux d'intérêt**

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts hypothécaires et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié à ses activités bancaires hypothécaires en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I comme suit :

- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas, financé des

prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. Comme il a déjà été mentionné, dans le cadre du Programme OHC, la Société est partie à un swap conformément auquel elle a droit de recevoir des rendements tirés du réinvestissement du principal des prêts hypothécaires et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. Au 30 juin 2017, ce swap avait une juste valeur négative de 11,0 M\$ (31 décembre 2016 – juste valeur négative de 23,1 M\$) et une valeur notionnelle en cours de 0,9 G\$ (31 décembre 2016 – 1,0 G\$). La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable et les rendements résultant du réinvestissement diminuent. Au 30 juin 2017, la juste valeur de ces swaps totalisait 16,0 M\$ (31 décembre 2016 – 30,0 M\$) sur un montant notionnel en cours de 2,0 G\$ (31 décembre 2016 – 2,1 G\$). Au 30 juin 2017, la juste valeur nette de 5,0 M\$ (31 décembre 2016 – 6,9 M\$) de ces swaps est comptabilisée dans le bilan et leur valeur notionnelle en cours s'élève à 2,9 G\$ (31 décembre 2016 – 3,1 G\$).

- La Société est exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires à l'égard desquels elle s'est engagée, ou qu'elle détient temporairement en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux coûts de financement pour les prêts hypothécaires qu'elle détient en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés. La juste valeur de ces swaps était de 1,8 M\$ (31 décembre 2016 – 0,4 M\$) sur un montant notionnel en cours de 128,0 M\$ au 30 juin 2017 (31 décembre 2016 – 123,0 M\$).

Au 30 juin 2017, l'incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net annuel aurait été une diminution d'approximativement 0,5 M\$ (31 décembre 2016 – une augmentation de 0,2 M\$). L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2016.

#### **Risque actions**

La Société est exposée au risque actions sur ses titres de capitaux propres classés comme disponibles à la vente ou à la juste valeur par le biais du résultat net. La juste valeur des titres de capitaux propres s'élevait à 282,1 M\$ au 30 juin 2017 (31 décembre 2016 – 225,2 M\$), comme l'illustre le tableau 16.

La Société parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée pour les employés dans le cadre desquelles les paiements aux participants sont différés et liés au rendement des actions ordinaires de la Société financière IGM Inc. Afin de couvrir son exposition à ce risque, la Société a recours à des contrats à terme de gré à gré et à des swaps de rendement total.

### Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de son investissement dans Personal Capital et China AMC. La Société a couvert son exposition aux paiements finaux exigibles à la clôture de la transaction avec China AMC au moyen de contrats de change à terme.

### RISQUES LIÉS À L'ACTIF GÉRÉ

Le total de l'actif géré de la Société financière IGM s'établissait à 148,2 G\$ au 30 juin 2017, comparativement à 142,3 G\$ au 31 décembre 2016.

Les principales sources de produits de la Société sont les honoraires de gestion, les honoraires d'administration et les autres honoraires qui sont appliqués sous forme de pourcentage annuel du niveau de l'actif géré. Par conséquent, les produits et le bénéfice de la Société sont indirectement exposés à un certain nombre de risques financiers qui influent sur la valeur de l'actif géré de façon continue. Les risques de marché, comme des fluctuations des cours boursiers, des taux d'intérêt et des taux de change, ainsi que le risque de crédit sur les titres d'emprunt, les prêts et les expositions au crédit provenant d'autres contreparties au sein des portefeuilles des clients figurent parmi ces risques.

Une conjoncture évolutive peut aussi donner lieu à une variation de la composition de l'actif géré de la Société entre des instruments de capitaux propres et des instruments à revenu fixe, ce qui pourrait se traduire par une baisse des produits selon les taux des honoraires de gestion relatifs aux différentes catégories d'actifs et aux divers mandats.

L'exposition de la Société à la valeur de l'actif géré concorde avec l'expérience de ses clients. L'actif géré est largement diversifié par catégorie d'actifs, par région, par secteur, par équipe de placement et par style. La Société examine régulièrement la

sensibilité de son actif géré, de ses produits, de son bénéfice et de ses flux de trésorerie aux fluctuations des marchés des capitaux. À long terme, la Société estime que l'exposition aux rendements de placements des portefeuilles de ses clients sera avantageuse pour les résultats de la Société et correspond aux attentes des parties prenantes. Par ailleurs, habituellement, la Société n'entreprend pas d'activités entraînant un transfert de risques, comme la couverture ayant trait à ces expositions.

### 2) RISQUE OPÉRATIONNEL

Les risques opérationnels liés au personnel et aux processus sont atténués au moyen de contrôles des politiques et des processus, tandis que la surveillance des risques et l'évaluation continue de l'efficacité des contrôles relèvent des services de conformité, de la Division de GRE et du service d'audit interne de la Société.

La Société dispose d'un processus d'examen de l'assurance dans le cadre duquel elle évalue la nature et l'étendue d'une couverture d'assurance appropriée afin de fournir une protection adéquate contre les pertes imprévues ainsi que lorsque la loi, les organismes de réglementation ou des ententes contractuelles l'exigent.

### RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel correspond au risque de subir une perte en raison de défaillances ou d'insuffisances des processus internes ou des systèmes, d'erreurs commises par des personnes ou d'événements externes, mais il exclut le risque d'entreprise.

Le risque opérationnel a une incidence sur l'ensemble des activités, y compris sur les processus mis en place afin de gérer les autres risques et, par conséquent, il peut être difficile de mesurer ce risque étant donné qu'il constitue un élément d'autres risques de la Société et qu'il n'est pas toujours possible de l'isoler. Notre Société est exposée à un large éventail de

TABLEAU 23 : ACTIF GÉRÉ DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM –  
COMPOSITION EN FONCTION DE L'ACTIF ET EN FONCTION DE LA DEVISE

AU 30 JUIN 2017	FONDS D'INVESTISSEMENT	TOTAL
Trésorerie	1,2 %	1,6 %
Titres à revenu fixe et prêts hypothécaires à court terme	7,1	7,0
Autres titres à revenu fixe	22,9	22,8
Actions canadiennes	28,6	28,5
Actions étrangères	37,0	37,0
Biens immeubles	3,2	3,1
	100,0 %	100,0 %
Dollars canadiens	61,8 %	61,8 %
Dollars américains	24,6	24,4
Autres	13,6	13,8
	100,0 %	100,0 %

risques opérationnels, incluant des défaillances de la sécurité et des systèmes informatiques, des erreurs relatives au traitement des transactions ainsi qu'aux modèles financiers et aux évaluations financières, des fraudes et des détournements d'actifs et une application inadéquate des processus de contrôle interne. Ces risques peuvent entraîner des pertes financières importantes, des dommages à la réputation et des mesures réglementaires.

Le cadre de gestion des risques de la Société met l'accent sur la gestion et le contrôle interne du risque opérationnel, et l'appétit pour le risque de la Société est très limité dans ce secteur.

Les dirigeants des unités d'exploitation sont responsables de la gestion au quotidien des risques opérationnels de leurs unités respectives, et des programmes, des politiques, des formations et des processus de gouvernance spécifiques ont été conçus afin de soutenir la gestion du risque opérationnel.

La Société s'est dotée d'un programme de gestion de la continuité des activités afin de soutenir l'autonomie, la gestion et la reprise des activités et des processus critiques en cas d'interruption des activités.

#### **CYBER-RISQUE ET RISQUE LIÉ AUX TECHNOLOGIES**

Le cyber-risque et le risque lié aux technologies liés aux systèmes sont gérés au moyen de contrôles à l'égard du développement des technologies et de la gestion du changement. La sécurité de l'information constitue un risque important pour les activités de la Société comme pour l'ensemble de notre secteur. La Société a recours à des systèmes et des technologies afin de soutenir ses activités et d'améliorer l'expérience des clients et des conseillers financiers. Nous sommes par conséquent exposés à des risques liés aux technologies et à la cybersécurité, comme des atteintes à la protection des données, le vol d'identité et le piratage, y compris le risque d'être confrontés à un refus de service ou à des attaques provenant de logiciels malveillants. De telles attaques pourraient compromettre les renseignements confidentiels de la Société ainsi que ceux de clients ou d'autres parties prenantes, et pourraient également entraîner des conséquences défavorables, y compris une perte de produits, des litiges, un contrôle réglementaire accru ou des dommages à la réputation. Afin de résister à ces menaces, la Société a mis en œuvre des programmes de cybersécurité à l'échelle de l'entreprise, a comparé ses propres mesures aux normes d'excellence du secteur, a établi des méthodes d'évaluation fiables des menaces et des faiblesses et s'est dotée des moyens d'intervention appropriés.

#### **RISQUE LIÉ AUX MODÈLES**

La Société utilise une variété de modèles pour l'aider dans l'évaluation des instruments financiers, les tests opérationnels, la gestion des flux de trésorerie, la gestion du capital et l'évaluation d'acquisitions éventuelles. Ces modèles comportent des hypothèses internes et des données sur le marché observables

et intègrent les prix disponibles sur le marché. Des contrôles efficaces sont en place à l'égard du développement, de la mise en œuvre et de l'application de ces modèles. Cependant, la modification des hypothèses internes ou d'autres facteurs ayant une incidence sur les modèles pourraient influencer de façon défavorable sur la situation financière consolidée de la Société.

#### **ENVIRONNEMENT JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE**

Le risque lié à l'environnement juridique et réglementaire survient lorsque les lois, les ententes contractuelles et les exigences réglementaires ne sont pas respectées, ce qui concerne la conformité en matière de distribution et de gestion de placements, la comptabilité et les contrôles internes, ainsi que la présentation de l'information et les communications.

La Société financière IGM est assujettie à des exigences réglementaires, fiscales et juridiques complexes et changeantes, y compris les exigences des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada qui régissent la Société et ses activités. La Société et ses filiales sont également assujetties aux exigences des organismes d'autorégulation auxquels elles appartiennent. Ces autorités et d'autres organismes de réglementation adoptent régulièrement de nouvelles lois, de nouveaux règlements et de nouvelles politiques qui touchent la Société et ses filiales. Ces exigences comprennent les exigences qui concernent la Société financière IGM à titre de société cotée en Bourse, ainsi que celles qui s'appliquent aux filiales de la Société selon la nature de leurs activités. Elles comprennent la réglementation liée aux marchés des valeurs mobilières, à l'offre de produits et de services financiers, y compris la gestion de fonds, la distribution, l'assurance et les prêts hypothécaires, de même que d'autres activités menées par la Société sur les marchés où elle est présente. Les normes réglementaires touchant la Société et le secteur des services financiers sont importantes et sont sans cesse modifiées. La Société et ses filiales sont assujetties à des examens dans le cadre du processus normal continu de surveillance par les diverses autorités de réglementation.

À défaut de se conformer aux lois et aux règlements, la Société pourrait subir des sanctions réglementaires et des poursuites en responsabilité civile, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa réputation et ses résultats financiers. La Société gère le risque lié à l'environnement juridique et réglementaire en faisant la promotion d'une forte culture de conformité. La surveillance des faits nouveaux en matière de réglementation et de leur incidence sur la Société est encadrée par le comité des initiatives réglementaires qui est présidé par la vice-présidente principale, Affaires réglementaires et clientèle. Elle poursuit également la mise en place et le maintien de politiques et de procédures ainsi qu'une surveillance en matière de conformité, incluant des communications précises sur les questions touchant la conformité et le domaine juridique, de la formation, des tests, des contrôles et la présentation d'information. Le comité d'audit de la

Société reçoit régulièrement de l'information sur les questions et les initiatives relatives à la conformité.

La Société financière IGM fait la promotion d'une forte culture d'éthique et d'intégrité dans son code de conduite, qui est approuvé par le conseil d'administration et qui décrit les normes de conduite que doivent respecter les administrateurs, les dirigeants et les employés de la Société financière IGM. Le code de conduite comporte de nombreuses politiques ayant trait au comportement des administrateurs, des dirigeants et des employés; il contient en outre un éventail de sujets pertinents, notamment la lutte contre le blanchiment d'argent et la protection des renseignements personnels. Chaque année, les personnes qui sont assujetties au code de conduite doivent attester qu'elles ont compris les exigences énoncées dans le code et qu'elles s'y sont conformées.

Les unités d'exploitation sont responsables de la gestion du risque lié à l'environnement juridique et réglementaire et de la mise en œuvre de politiques, de procédures et de contrôles adéquats. Au sein de la Société, plusieurs services sont responsables d'assurer une surveillance de la gestion des placements et des activités de conformité relatives à la distribution. Le service d'audit interne de la Société assure aussi une surveillance et mène des enquêtes sur des questions liées à la conformité avec la réglementation.

### ÉVENTUALITÉS

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. Bien qu'il lui soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles et ses consultations avec des conseillers juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence défavorable significative sur la situation financière consolidée de la Société.

### 3) RISQUE LIÉ À LA GOUVERNANCE, À LA SURVEILLANCE ET À LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Le risque lié à la gouvernance, à la surveillance et à la planification stratégique est le risque d'incidence défavorable possible découlant d'une gouvernance, d'une surveillance, d'une gestion des mesures incitatives et des conflits ou d'une planification stratégique inadéquate ou inappropriée.

La Société financière IGM croit en l'importance d'une gouvernance d'entreprise efficace, et elle estime que les administrateurs jouent un rôle crucial dans le processus de gouvernance. Nous sommes d'avis qu'une saine gouvernance d'entreprise est essentielle au bon fonctionnement de la Société et à la qualité de ses résultats pour ses actionnaires.

La surveillance de la Société financière IGM est assurée directement par le conseil d'administration et par l'intermédiaire de ses sept comités. Par ailleurs, le président et chef de la direction assume la responsabilité globale de la gestion de la Société. Les activités de la Société sont exercées principalement

par trois sociétés en exploitation, soit le Groupe Investors Inc., la Corporation Financière Mackenzie et Investment Planning Counsel Inc., qui sont chacune gérées par un président et chef de la direction.

La Société a mis en place un processus de planification des affaires qui prévoit l'élaboration d'un plan d'affaires annuel approuvé par le conseil d'administration et comprenant des objectifs et des cibles pour la Société. Des composantes de la rémunération des principaux dirigeants sont tributaires de l'atteinte de certaines cibles en matière de résultats et de certains objectifs prévus par ce plan. Les plans et l'orientation stratégiques font partie de ce processus de planification, et ils sont couverts par le programme de gestion des risques de la Société.

### RISQUE LIÉ AUX ACQUISITIONS

La Société est aussi exposée à des risques relatifs à ses acquisitions. Bien que la Société fasse un contrôle préalable serré avant de procéder à une acquisition, rien ne garantit que la Société réalisera les objectifs stratégiques ni les synergies de coûts et de produits prévus résultant de l'acquisition. Des changements ultérieurs du contexte économique et d'autres facteurs imprévus peuvent avoir une incidence sur la capacité de la Société à obtenir la croissance des bénéfices ou la réduction des charges auxquelles elle s'attend. Le succès d'une acquisition repose sur le maintien de l'actif géré, des clients et des employés clés de la société acquise.

### 4) FAITS NOUVEAUX EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION

Le risque lié aux faits nouveaux en matière de réglementation consiste en la possibilité que soient apportés des changements aux exigences réglementaires, juridiques ou fiscales qui pourraient avoir une incidence défavorable sur les activités ou les résultats financiers de la Société.

La Société est exposée au risque que des changements d'ordre juridique, fiscal et réglementaire surviennent, lesquels pourraient avoir une incidence défavorable sur la Société. Certaines initiatives de réglementation particulières peuvent avoir pour effet de faire paraître les produits des filiales de la Société moins concurrentiels que ceux d'autres fournisseurs de services financiers aux yeux des canaux de distribution tiers et des clients. Les différences en matière de réglementation pouvant avoir une incidence sur le caractère concurrentiel des produits de la Société concernent notamment les frais réglementaires, le traitement fiscal de l'information à fournir, les processus opérationnels ou toute autre différence pouvant découler d'une réglementation différente ou d'une application différente de la réglementation. Les faits nouveaux en matière de réglementation peuvent également avoir une incidence sur les structures des produits, la tarification ainsi que sur la rémunération des courtiers et des conseillers. Bien que la Société et ses filiales suivent attentivement de telles initiatives et, lorsque cela est possible, formulent des commentaires ou en discutent avec



les autorités de réglementation, la capacité de la Société et de ses filiales d'atténuer les effets de l'application d'un traitement réglementaire différent sur les produits et les services est limitée.

#### **MODÈLE DE RELATION CLIENT-CONSEILLER**

Avec prise d'effet pour les exercices ouverts au plus tard le 15 juillet 2016, l'étape 2 du Modèle de relation client-conseiller (le « MRCC2 ») des ACVM exige des courtiers qu'ils fournissent à leurs clients des renseignements supplémentaires à l'égard du rendement de leurs placements et des coûts qui y sont liés, y compris la rémunération versée au courtier (l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières et l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels ont adopté des règles qui vont dans le même sens). Ces nouvelles exigences fournissent d'importants renseignements à nos clients et s'appuient sur de l'information requise déjà fournie en ce qui a trait aux coûts de distribution et de gestion des fonds. Les filiales de la Société ont mis en œuvre la présentation de l'information aux termes du MRCC2.

#### **NORME DU MEILLEUR INTÉRÊT DU CLIENT, RÉFORMES CIBLÉES ET COMMISSIONS INTÉGRÉES DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT**

En mai 2017, les ACVM ont publié l'Avis 33-319 du personnel (l'« Avis du personnel »), *Le point sur le Document de consultation 33-404 des ACVM : Propositions de rehaussement des obligations des conseillers, des courtiers et des représentants envers leurs clients* (le « document de consultation sur la norme du meilleur intérêt du client »), qui offrait une mise à jour sur la proposition des ACVM à l'égard d'un ensemble de réformes ciblées ayant trait à la relation client-personne inscrite et à une norme réglementaire d'agir au mieux des intérêts du client. Les filiales de la Société ont présenté des lettres d'observations à l'égard du document de consultation sur la norme du meilleur intérêt du client et ont aussi participé à une série de tables rondes, dont certains membres des ACVM ont été les hôtes, afin d'analyser en profondeur les propositions présentées dans le document de consultation sur la norme du meilleur intérêt du client.

L'Avis du personnel précise que seules la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la « CVMO ») et la Commission des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick poursuivront l'élaboration d'une norme réglementaire d'agir au mieux des intérêts du client.

En janvier 2017, les ACVM ont publié l'Avis 81-408 du personnel des ACVM, *Consultation sur l'option d'abandonner les commissions intégrées* (le « document de consultation sur les honoraires »), qui sollicitait des commentaires sur l'option d'abandonner les commissions intégrées et sur les répercussions potentielles d'un tel changement sur les participants au marché et les investisseurs canadiens. Les filiales de la Société ont présenté des lettres d'observations à l'égard du document de consultation sur les honoraires. La CVMO a aussi annoncé qu'elle tiendra une table

ronde afin de faciliter la cueillette de commentaires auprès d'intervenants concernant le document de consultation sur les honoraires.

La Société poursuivra activement ses consultations et son engagement auprès des autorités de réglementation à cet égard.

#### **RÉGIME COOPÉRATIF EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS DES CAPITAUX**

Depuis 2013, le gouvernement du Canada et les provinces participantes travaillent à mettre en place une autorité de réglementation en valeurs mobilières commune pour les marchés des capitaux du Canada. Il convient de noter que le Québec, l'Alberta et le Manitoba se sont opposés à cette initiative. Par suite d'un renvoi du gouvernement du Québec en mai 2017, la Cour d'appel du Québec a statué en faveur du gouvernement du Québec et a conclu que le cadre de gouvernance de la réglementation pancanadienne des valeurs mobilières sous l'Autorité de réglementation des marchés des capitaux (l'« ARMC ») proposée était inconstitutionnel. Rien ne permet de savoir si cette décision sera portée en appel devant la Cour suprême du Canada.

La Société continue de surveiller cette initiative et toute incidence qu'elle pourrait avoir sur ses activités et celles de ses filiales, en particulier dans le domaine de la réglementation des fonds communs de placement.

#### **5) RISQUES D'ENTREPRISE**

##### **CONJONCTURE COMMERCIALE GÉNÉRALE**

Le risque lié à la conjoncture commerciale générale représente l'incidence défavorable éventuelle de la concurrence ou d'autres facteurs externes relatifs au marché sur la Société financière IGM.

La conjoncture économique mondiale, les mouvements des marchés boursiers, des facteurs démographiques et d'autres facteurs, y compris l'instabilité politique et gouvernementale, peuvent influencer sur la confiance des investisseurs, les niveaux des revenus et les décisions en matière d'épargne. Ces éléments pourraient entraîner une baisse des ventes de produits et services de la Société financière IGM et/ou le rachat de placements par les investisseurs. Ces facteurs pourraient également avoir une incidence sur le niveau des marchés financiers et la valeur de l'actif géré de la Société, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Risques liés à l'actif géré » du présent rapport de gestion.

La Société, comme l'ensemble de ses filiales actives, met l'accent sur la communication avec les clients en soulignant l'importance de la planification financière durant tous les cycles économiques. La Société et le secteur continuent à prendre des mesures pour faire comprendre aux investisseurs canadiens les avantages de la planification financière, de la diversification et du placement à long terme. Dans les périodes de volatilité, les conseillers attirés et les conseillers financiers indépendants jouent un rôle

important pour aider les investisseurs à ne pas perdre de vue leur perspective et leurs objectifs à long terme.

Les taux de rachat pour les fonds à long terme sont résumés dans le tableau 24 et décrits dans les sections des résultats d'exploitation par secteur du Groupe Investors et de Mackenzie du présent rapport de gestion.

### PRODUITS ET SERVICES OFFERTS

Un faible rendement, une mauvaise qualité ou une diversité insuffisante des produits et services pourrait avoir une incidence défavorable sur la Société financière IGM.

La Société financière IGM et ses filiales évoluent dans un environnement hautement concurrentiel et livrent concurrence à d'autres fournisseurs de services financiers, entreprises de gestion de placements et types de produits et services. L'augmentation du nombre de clients et leur fidélisation dépendent de nombreux facteurs, comme les produits et services offerts par les concurrents, les niveaux de service relatifs, la tarification relative, les caractéristiques des produits ainsi que la réputation des concurrents et les mesures qu'ils prennent. La concurrence pourrait avoir une incidence défavorable sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. Pour obtenir une analyse plus approfondie, se reporter à la rubrique « Environnement concurrentiel » du présent rapport de gestion.

La Société fournit à ses conseillers attitrés, aux conseillers financiers indépendants, ainsi qu'aux épargnants et aux investisseurs institutionnels un niveau élevé de service et de soutien ainsi qu'une large gamme de produits de placement, dans le but de bâtir des relations durables. Les filiales de la Société revoient aussi régulièrement les produits et les services qu'elles offrent ainsi que leur tarification, afin d'assurer leur compétitivité sur le marché.

La Société s'efforce d'offrir des produits qui procurent un rendement des placements élevé par rapport aux indices de référence et aux concurrents. Un rendement des placements insatisfaisant par rapport à celui des indices de référence ou à celui offert par les concurrents pourrait réduire le niveau de l'actif géré, le volume des ventes et la rétention de l'actif, et également avoir une incidence défavorable sur nos marques. Une sous-performance marquée ou prolongée pourrait avoir une incidence sur les résultats de la Société. La Société a pour

objectif de maintenir des processus et des méthodes en matière de placement qui lui donnent un avantage concurrentiel en diversifiant l'actif géré et les gammes de produits pour ce qui est de l'équipe de placement, de la marque, de la catégorie d'actif, du mandat, du style et des régions.

### RELATIONS D'AFFAIRES/RELATIONS AVEC LES CLIENTS

Le risque lié aux relations d'affaires et aux relations avec les clients représente l'incidence défavorable que pourraient avoir sur la Société financière IGM des changements associés aux autres relations importantes. Ces relations concernent principalement les clients et les conseillers du Groupe Investors, le réseau de distribution de détail de Mackenzie, les partenaires d'affaires stratégiques et importants, les clients des fonds Mackenzie, les sous-conseillers et les autres fournisseurs de produits.

*Réseau de conseillers du Groupe Investors* – Toutes les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors sont réalisées par son réseau de conseillers. Les conseillers du Groupe Investors communiquent directement et régulièrement avec les clients, ce qui leur permet de nouer avec ces derniers des liens solides et personnels fondés sur la confiance que chacun de ces conseillers inspire. Les conseillers financiers font l'objet d'une vive concurrence. Si le Groupe Investors perdait un grand nombre de conseillers clés, il pourrait perdre des clients, ce qui pourrait influencer défavorablement sur ses résultats d'exploitation et ses perspectives. Le Groupe Investors se concentre sur le renforcement de son réseau de conseillers et sur l'offre d'une gamme diversifiée de produits et de services, dans le cadre de conseils financiers personnalisés, afin de répondre aux besoins financiers complexes de ses clients, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités du Groupe Investors » du présent rapport de gestion.

*Mackenzie* – La majeure partie des ventes de fonds communs de placement de Mackenzie est réalisée par des conseillers financiers externes. De façon générale, les conseillers financiers offrent à leurs clients des produits de placement de Mackenzie en plus de produits de placement de concurrents. Mackenzie réalise aussi la vente de ses produits et de ses services de placement grâce à ses alliances stratégiques et à ses clients institutionnels. En raison de la nature de la relation de distribution dans le cadre de ces relations et de l'importance relative de ces comptes, les activités de ventes brutes et de rachats peuvent être plus importantes

TABLEAU 24 : TAUX DE RACHAT EN GLISSEMENT SUR DOUZE MOIS POUR LES FONDS À LONG TERME

	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016
<b>Société financière IGM Inc.</b>		
Groupe Investors	8,6 %	8,8 %
Mackenzie	15,5 %	15,4 %
Counsel	15,7 %	15,6 %

dans ces comptes que dans le contexte d'une relation de détail. La capacité de Mackenzie à commercialiser ses produits d'investissement dépend largement de l'accès continu à ces réseaux de distribution. Si Mackenzie cessait d'y avoir accès, cela pourrait nuire à ses résultats d'exploitation et à ses perspectives de façon importante. Mackenzie est en bonne position pour gérer ce risque et continuer à consolider ses relations de distribution et à en nouer de nouvelles. Le portefeuille de produits financiers diversifiés de Mackenzie et son rendement à long terme, son marketing, la formation qu'elle offre et son service ont fait de Mackenzie l'une des principales sociétés de gestion de placements du Canada. Ces facteurs sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités de Mackenzie » du présent rapport de gestion.

#### **RISQUE LIÉ AU PERSONNEL**

Le risque lié au personnel correspond à l'incapacité potentielle d'attirer ou de garder des employés ou des conseillers clés, de former le personnel de façon à lui faire atteindre un niveau de compétence approprié, ou de gérer la relève et la transition des effectifs.

Notre personnel de gestion, de placement et de distribution joue un rôle important dans la conception, la mise en œuvre, la gestion et la distribution des produits et services offerts par la Société financière IGM. La perte de tels employés, ou encore l'incapacité d'attirer, de garder et de motiver un nombre suffisant d'employés qualifiés pourrait avoir une incidence sur les activités et le rendement financier de la Société financière IGM.

#### **6) RISQUE LIÉ À L'ENVIRONNEMENT**

Le risque lié à l'environnement correspond au risque de pertes découlant d'enjeux environnementaux touchant nos activités.

Le risque lié à l'environnement englobe plusieurs enjeux, notamment ceux liés aux changements climatiques, à la biodiversité et à la santé des écosystèmes, à la pollution, aux déchets et à l'utilisation non durable de l'eau et des autres ressources. Les principaux risques liés à l'environnement auxquels la Société financière IGM est exposée incluent :

- les risques directs inhérents à la propriété et à l'exploitation de notre entreprise, notamment la gestion et l'exploitation des actifs détenus par la Société, ou gérés par celle-ci, et des activités de la Société;

- les risques indirects liés aux produits et services que nous offrons ainsi qu'à nos pratiques d'approvisionnement;
- la détection et la gestion des nouveaux enjeux réglementaires liés à l'environnement;
- l'incapacité de saisir les tendances environnementales et d'en tirer profit efficacement en vue de répondre à la demande de produits et services des clients.

La Société financière IGM s'est engagée depuis longtemps à faire preuve d'une gestion responsable, comme le décrit son énoncé sur la responsabilité d'entreprise approuvé par le conseil d'administration ainsi que la politique environnementale de la Société, aux termes de laquelle nous nous engageons à gérer notre empreinte écologique de façon responsable.

Une incapacité de notre part à gérer efficacement les risques liés à l'environnement pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats ou sur notre réputation.

La Société financière IGM gère les risques liés à l'environnement pour l'ensemble de la Société, tandis que les unités d'exploitation sont responsables de la détection, de l'évaluation, du contrôle et de la surveillance des risques liés à l'environnement propres à leurs activités. Le comité de responsabilité d'entreprise de la haute direction de la Société financière IGM supervise les mesures prises par celle-ci à l'égard de la responsabilité environnementale et de la gestion du risque lié à l'environnement.

Le Groupe Investors et Mackenzie sont signataires des Principes pour l'investissement responsable (les « PIR »). Conformément aux PIR, les investisseurs s'engagent officiellement à intégrer des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG ») à leurs processus d'investissement. En outre, le Groupe Investors, Mackenzie et Investment Planning Counsel ont mis en œuvre des politiques de placement fournissant des renseignements sur la manière dont ces enjeux ESG sont traités dans chaque société.

La Société financière IGM traite de sa gestion et de son bilan environnementaux dans son rapport sur la responsabilité d'entreprise, en plus de participer au sondage Carbon Disclosure Project (« CDP »), qui encourage la communication d'information relative aux émissions de gaz à effet de serre et à la gestion des changements climatiques par les sociétés.

## PERSPECTIVES

### LE CADRE DES SERVICES FINANCIERS

Selon le plus récent rapport d'Investor Economics, les actifs financiers discrétionnaires placés par les Canadiens auprès d'institutions financières se chiffraient à 4,1 billions de dollars au 31 décembre 2016. Ces actifs sont de natures diverses, allant des dépôts à vue détenus à des fins de gestion de la trésorerie à court terme à des placements à plus long terme détenus en vue de la retraite. Environ 66 % (2,7 billions de dollars) de ces actifs financiers sont détenus dans le cadre d'une relation avec un conseiller financier; il s'agit du principal canal utilisé pour satisfaire les besoins d'épargne à long terme des Canadiens. Quant au montant de 1,4 billion de dollars détenu à l'extérieur d'une relation avec un conseiller financier, il est constitué d'environ 60 % de dépôts bancaires.

Les conseillers financiers constituent le principal canal de distribution des produits et services de la Société, et le modèle d'entreprise de la Société a pour principale priorité de soutenir les conseillers financiers qui travaillent avec les clients à définir et à réaliser leurs objectifs financiers. Diverses études récentes démontrent que les Canadiens qui consultent des conseillers financiers obtiennent des résultats financiers considérablement supérieurs à ceux des Canadiens qui n'en consultent pas. La Société fait activement la promotion de la valeur des conseils financiers et de l'importance d'entretenir une relation avec un conseiller afin d'établir ses plans et objectifs financiers à long terme et de maintenir le cap à cet égard.

Environ 41 % des actifs financiers discrétionnaires des Canadiens, ou 1,7 billion de dollars, étaient investis dans des fonds d'investissement au 31 décembre 2016, ce qui en faisait la plus importante catégorie d'actifs financiers détenus par les Canadiens. Les autres catégories d'actif comprennent les produits de dépôt et les titres émis, tels que les actions et les obligations. Environ 78 % des fonds d'investissement sont constitués de fonds communs de placement, les autres catégories de produits comprenant les fonds distincts, les fonds de couverture, les fonds groupés, les fonds à capital fixe et les fonds négociés en Bourse. Compte tenu d'un actif géré des fonds d'investissement chiffré à 143 G\$, la Société fait partie des plus importants gestionnaires de fonds d'investissement au pays. La direction est d'avis que les fonds d'investissement demeureront probablement le moyen d'épargne préféré des Canadiens parce qu'ils procurent aux investisseurs les avantages de la diversification, d'une gestion professionnelle, de la flexibilité et de la commodité, en plus d'être offerts dans une vaste gamme de mandats et de structures afin de satisfaire aux exigences et aux préférences de la plupart des investisseurs.

La concurrence et les nouvelles technologies ont fait en sorte que les fournisseurs de services financiers ont maintenant tendance à offrir un éventail complet de produits et de services exclusifs. Les distinctions longtemps observées entre les succursales bancaires, les maisons de courtage de plein exercice, les sociétés

de planification financière et les agents d'assurance se sont atténuées, bon nombre de ces fournisseurs de services financiers s'efforçant d'offrir des conseils financiers complets mis en œuvre au moyen d'une vaste gamme de produits. Par conséquent, le secteur canadien des services financiers est caractérisé par un certain nombre de participants de grande envergure, diversifiés, souvent à intégration verticale, semblables à la Société financière IGM, qui offrent aussi bien des services de planification financière que des services de gestion de placements.

Les banques canadiennes distribuent des produits et des services financiers par l'intermédiaire de leurs succursales traditionnelles et de leurs filiales spécialisées dans le courtage de plein exercice et le courtage réduit. Les succursales des banques continuent de mettre de plus en plus l'accent sur la planification financière et les fonds communs de placement. De plus, chacune des six grandes banques possède au moins une filiale spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement. L'actif de fonds communs de placement administré par des entreprises de gestion de fonds communs de placement appartenant aux six grandes banques et des entreprises affiliées représentait 43 % du total de l'actif des fonds communs de placement à long terme du secteur au 30 juin 2017.

Par suite des regroupements des dernières années, le secteur canadien de la gestion des fonds communs de placement se caractérise par de grandes entreprises, souvent à intégration verticale. Le secteur continue d'être très concentré, les dix principales entreprises du secteur et leurs filiales détenant 69 % de l'actif géré des fonds communs de placement à long terme du secteur et 70 % du total de l'actif géré des fonds communs de placement au 30 juin 2017. La direction prévoit que le secteur connaîtra d'autres regroupements à mesure que des petites entreprises seront acquises par des sociétés plus importantes.

La direction est d'avis que le secteur des services financiers continuera d'être influencé par ce qui suit :

- Les changements démographiques, étant donné que le nombre de Canadiens parvenus à l'âge où l'on épargne le plus et à l'âge de la retraite continue d'augmenter.
- L'évolution des attitudes des investisseurs en fonction de la conjoncture économique.
- L'importance réitérée du rôle du conseiller financier.
- Les politiques publiques quant à l'épargne-retraite.
- Les changements au cadre réglementaire.
- L'environnement concurrentiel en pleine évolution.
- L'évolution et les changements de la technologie.

### L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

La Société financière IGM et ses filiales évoluent dans un environnement hautement concurrentiel. Le Groupe Investors et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec

d'autres fournisseurs de services financiers de détail, dont d'autres sociétés de planification financière, ainsi qu'avec des maisons de courtage de plein exercice, des banques et des compagnies d'assurance. Le Groupe Investors, Mackenzie et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec d'autres entreprises de gestion de placements, et leurs produits rivalisent avec des actions, des obligations et d'autres catégories d'actif pour obtenir une part de l'actif de placement des Canadiens.

La concurrence des autres fournisseurs de services financiers, les autres types de produits ou canaux de distribution, ainsi que les modifications apportées à la réglementation ou les changements de préférences des clients pourraient influencer sur les caractéristiques des gammes de produits et services offertes par la Société, notamment sur la tarification, la structure des produits, la rémunération des courtiers et des conseillers, ainsi que les informations à fournir. La Société assure un suivi continu, participe aux discussions sur les politiques et adapte son offre de produits et services selon les besoins.

La Société financière IGM continue de se concentrer sur son engagement à fournir des conseils de placement et des produits financiers de qualité, des services innovateurs, une gestion efficace de ses activités et de la valeur à long terme pour ses clients et ses actionnaires. La direction est d'avis que la Société est en bonne position pour relever les défis de la concurrence et tirer profit des occasions à venir.

La Société dispose de plusieurs atouts concurrentiels, dont les suivants :

- Une distribution vaste et diversifiée, axée sur les canaux qui mettent l'accent sur une planification financière exhaustive grâce à une relation avec un conseiller financier.
- Une vaste gamme de produits, des marques de premier plan et de solides relations avec ses sous-conseillers.
- Des relations durables avec ses clients, ainsi que les cultures et héritages de longue date de ses filiales.

- Les avantages découlant de son appartenance au groupe de sociétés de la Financière Power.

#### **UNE DISTRIBUTION VASTE ET DIVERSIFIÉE**

La vigueur du volet distribution de la Société financière IGM est un avantage concurrentiel. En plus de détenir deux des principales organisations de planification financière canadiennes, le Groupe Investors et Investment Planning Counsel, la Société financière IGM peut, par l'intermédiaire de Mackenzie, accéder à un canal de distribution regroupant plus de 30 000 conseillers financiers indépendants. De la même façon, Mackenzie, dans le cadre de ses alliances stratégiques de plus en plus nombreuses, noue des partenariats avec des complexes manufacturiers et de distribution canadiens et américains afin d'offrir des services de gestion de placements à plusieurs mandats de fonds d'investissement de détail.

#### **UNE VASTE GAMME DE PRODUITS**

Les filiales de la Société financière IGM continuent de créer et de lancer des produits et des outils de planification stratégique de portefeuille novateurs afin d'aider les conseillers à constituer des portefeuilles optimaux pour les clients.

#### **DES RELATIONS DURABLES**

La Société financière IGM bénéficie d'avantages considérables grâce aux relations durables que ses conseillers entretiennent avec les clients. De plus, les filiales de la Société peuvent compter sur un patrimoine et une culture solides, que les concurrents peuvent difficilement copier.

#### **LES AVANTAGES DÉCOULANT DE SON APPARTENANCE AU GROUPE DE SOCIÉTÉS DE LA FINANCIÈRE POWER**

À titre de membre du groupe de sociétés de la Financière Power, la Société financière IGM réalise des économies grâce à des ententes sur les services partagés et a accès à des canaux de distribution, à des produits et à du capital.

## ESTIMATIONS ET MÉTHODES COMPTABLES CRITIQUES

### SOMMAIRE DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Aucun changement n'a été apporté aux hypothèses relatives aux estimations comptables critiques de la Société depuis le 31 décembre 2016.

La Société a réalisé son test de dépréciation annuel du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en fonction des données financières au 31 mars 2017 et elle a déterminé que ces actifs n'avaient pas subi de baisse de valeur.

La Société soumet la juste valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée à un test de dépréciation au moins une fois par année et plus fréquemment si un événement ou des circonstances indiquent qu'un actif peut s'être déprécié. Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont groupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément (unités génératrices de trésorerie). Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Ces tests exigent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses appropriées selon les circonstances. Aux fins d'évaluation de la valeur recouvrable, la Société utilise des démarches d'évaluation qui peuvent comprendre l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie et l'application des multiples de capitalisation aux paramètres financiers et opérationnels fondés sur des acquisitions réalisées antérieurement et des données de transactions comparables. Les hypothèses et les estimations utilisées peuvent tenir compte des variations futures de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, des modifications de la tarification et des marges de profit, des taux d'actualisation, ainsi que des multiples de capitalisation.

### CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

Aucun changement n'a été apporté aux méthodes comptables de la Société depuis le 31 décembre 2016.

### MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

La Société assure un suivi constant des modifications potentielles proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

### IFRS 9, Instruments financiers

L'IASB a publié IFRS 9, qui remplace IAS 39, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, la norme actuelle qui concerne la comptabilisation des instruments financiers. La mise en œuvre de cette norme a été réalisée en trois phases distinctes :

- Classement et évaluation : cette phase nécessite que les actifs financiers soient classés soit au coût amorti, soit à la juste valeur, selon le modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers, en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.
- Méthode de dépréciation : cette phase remplace le modèle actuel fondé sur les pertes subies par un modèle fondé sur les pertes attendues pour déterminer la dépréciation des actifs financiers.
- Comptabilité de couverture : cette phase remplace les exigences actuelles liées à la comptabilité de couverture fondées sur des règles décrites dans IAS 39 par des lignes directrices qui alignent plus étroitement la comptabilisation sur les activités de gestion des risques d'une entité.

La transition à IFRS 9 est gérée par un comité composé de membres de la haute direction. La communication d'information périodique sur la progression par rapport au plan est fournie à ce comité et aux autres parties prenantes touchées au sein de la Société. À ce jour, les efforts de la Société ont été axés sur la mise à jour des méthodes comptables afin de traiter les aspects clés de la norme, notamment le classement et l'évaluation des instruments financiers, l'examen de son incidence sur ses modèles de dépréciation et l'évaluation de l'utilisation de la comptabilité de couverture aux termes d'IFRS 9.

L'application combinée des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et des tests relatifs aux modèles économiques au 1<sup>er</sup> janvier 2018 pourrait donner lieu au reclassement de certains actifs qui sont actuellement détenus à des fins de transaction en vertu d'IAS 39 en actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou en actifs au coût amorti conformément à IFRS 9. La Société a continué de progresser en ce qui concerne la finalisation de son évaluation d'IFRS 9; toutefois, pour l'instant, il n'est pas possible de quantifier avec précision l'incidence financière potentielle qu'aurait sur la Société l'adoption d'IFRS 9.

La Société mettra à jour ses manuels de méthodes comptables et ses documents relatifs au contrôle interne, et mettra en œuvre des changements aux processus et aux systèmes de présentation de l'information financière et relative aux activités afin d'appuyer la mise en œuvre de la norme d'ici à sa date d'entrée en vigueur, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients**

L'IASB a publié IFRS 15 qui présente un modèle exhaustif unique que les entités utiliseront pour comptabiliser les produits tirés de contrats conclus avec des clients. Le modèle exige qu'une entité comptabilise les produits à mesure que les marchandises ou les services sont transférés au client au montant correspondant à la contrepartie attendue. Cette norme entrera en vigueur pour les périodes de présentation de l'information ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et elle est en cours d'évaluation; toutefois, l'incidence qu'elle aura sur la comptabilisation des produits de la Société qui est en cours ne devrait pas être importante.

**IFRS 16, Contrats de location**

L'IASB a publié IFRS 16 qui exige qu'un preneur comptabilise un actif lié au droit d'utilisation en ce qui concerne son droit d'utilisation de l'actif loué sous-jacent et un passif correspondant

lié au contrat de location ayant trait à son obligation d'effectuer des paiements pour tous les contrats de location. Un preneur comptabilise la charge connexe à titre d'amortissement de l'actif lié au droit d'utilisation et d'intérêt sur le passif lié au contrat de location. Les contrats de location à court terme (moins de douze mois) et de faible valeur ne sont pas assujettis à ces exigences. Cette norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'incidence de cette norme est en cours d'évaluation.

**AUTRES**

L'IASB entreprend actuellement un certain nombre de projets qui donneront lieu à l'apport de changements aux IFRS existantes, lesquels changements pourraient avoir une incidence sur la Société. Des mises à jour seront fournies au fur et à mesure que les projets progresseront.

## CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours du deuxième trimestre de 2017, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## AUTRES RENSEIGNEMENTS

### TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

En 2014 et en 2015, après avoir obtenu une décision fiscale anticipée, la Société a conclu des transactions de consolidation des pertes fiscales avec sa société mère, la Corporation Financière Power. La Société a acquis des actions privilégiées à 4,51 % d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, pour un total de 2,0 G\$, et à titre de seule contrepartie pour les actions privilégiées, la Société a émis des débetures à vue garanties à 4,50 % totalisant 2,0 G\$ à l'intention de la Corporation Financière Power. La Société possédait le droit juridiquement exécutoire de régler ces instruments financiers sur une base nette; elle a exercé ce droit au cours du deuxième trimestre de 2017, ce qui a mis fin à cette entente.

Les actions privilégiées et les débetures, ainsi que les produits de dividendes et les charges d'intérêts connexes, ont fait l'objet d'une compensation dans les états financiers consolidés de la Société. Des économies d'impôt, s'élevant à environ 24 M\$ par année, tenaient à la déductibilité fiscale des charges d'intérêts. La Société prévoit conclure d'autres ententes avec le groupe Power Corporation au cours du troisième trimestre, ce qui devrait permettre de dégager un profit annuel d'environ 14 M\$.

Aucun autre changement n'a été apporté aux types de transactions entre parties liées depuis celles présentées au 31 décembre 2016. Pour plus d'information sur les transactions entre parties liées, se reporter aux notes 8 et 25 des états financiers annuels de la Société.

### DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Au 30 juin 2017, il y avait 240 587 923 actions ordinaires de la Société financière IGM en circulation. Au 30 juin 2017, il y avait 9 138 733 options sur actions en cours; de ce nombre, 4 152 801 pouvaient être exercées. Au 31 juillet 2017, il y avait 240 587 923 actions ordinaires en circulation et 9 090 720 options sur actions en cours, dont 4 104 788 pouvaient être exercées.

Au 30 juin 2017, des actions privilégiées perpétuelles totalisant 150 M\$ étaient en circulation, soit le même montant qu'au 31 juillet 2017.

### SEDAR

D'autres renseignements concernant la Société financière IGM, notamment les plus récents états financiers et la plus récente notice annuelle de la Société, sont disponibles au [www.sedar.com](http://www.sedar.com).



# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

## COMPTES CONSOLIDÉS DE RÉSULTAT

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)</i>	TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN		SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN	
	2017	2016	2017	2016
<b>Produits</b>				
Honoraires de gestion	547 002 \$	497 386 \$	1 074 703 \$	981 222 \$
Honoraires d'administration	111 238	104 328	220 202	204 678
Honoraires de distribution	94 775	96 342	200 035	191 310
Produits tirés des placements nets et autres produits	25 465	22 409	45 222	38 286
Quote-part du résultat de la société affiliée	19 758	23 876	47 777	51 684
	<b>798 238</b>	<b>744 341</b>	<b>1 587 939</b>	<b>1 467 180</b>
<b>Charges</b>				
Commissions	284 448	267 128	573 755	528 643
Charges autres que les commissions	219 075	231 740	465 976	459 607
Charges d'intérêts	28 703	22 913	55 490	45 826
	<b>532 226</b>	<b>521 781</b>	<b>1 095 221</b>	<b>1 034 076</b>
Bénéfice avant impôt sur le résultat	266 012	222 560	492 718	433 104
Impôt sur le résultat	62 997	47 457	110 371	88 825
<b>Bénéfice net</b>	<b>203 015</b>	<b>175 103</b>	<b>382 347</b>	<b>344 279</b>
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	2 212	2 212	4 425	4 425
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	<b>200 803 \$</b>	<b>172 891 \$</b>	<b>377 922 \$</b>	<b>339 854 \$</b>
Nombre moyen d'actions ordinaires <i>(en milliers) (note 14)</i>				
- De base	240 587	241 071	240 565	242 100
- Dilué	240 840	241 221	240 831	242 197
Bénéfice par action <i>(en \$) (note 14)</i>				
- De base	0,83 \$	0,72 \$	1,57 \$	1,40 \$
- Dilué	0,83 \$	0,72 \$	1,57 \$	1,40 \$

*(Se reporter aux notes annexes.)*

## ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN		SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN	
	2017	2016	2017	2016
<b>Bénéfice net</b>	<b>203 015 \$</b>	<b>175 103 \$</b>	<b>382 347 \$</b>	<b>344 279 \$</b>
<b>Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt</b>				
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net</b>				
Avantages du personnel				
Gains (pertes) actuariel(le)s net(te)s, <i>déduction faite de l'impôt</i> <i>de 7 888 \$, de 7 915 \$, de 10 827 \$ et de 16 113 \$</i>	<b>(21 330)</b>	(21 405)	<b>(29 278)</b>	(43 573)
Participation dans une société affiliée – avantages du personnel et autres				
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), <i>déduction faite de l'impôt de néant</i>	<b>(791)</b>	(6 645)	<b>12 799</b>	(2 481)
<b>Éléments qui pourraient être reclassés subséquemment en résultat net</b>				
Titres disponibles à la vente				
Profits (pertes) net(te)s latent(e)s, <i>déduction faite de l'impôt</i> <i>de (163) \$, de 432 \$, de (356) \$ et de 239 \$</i>	<b>4 395</b>	(2 498)	<b>5 402</b>	(1 978)
Reclassement des (profits) pertes réalisé(e)s en résultat net, <i>déduction faite de l'impôt de 20 \$, de 44 \$, de 27 \$ et de 54 \$</i>	<b>(53)</b>	(121)	<b>(72)</b>	(147)
	<b>4 342</b>	(2 619)	<b>5 330</b>	(2 125)
Participation dans une société affiliée et autres				
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), <i>déduction faite de l'impôt de 538 \$, de 435 \$, de (1 125) \$ et de (321) \$</i>	<b>(3 271)</b>	(34 610)	<b>3 062</b>	(25 199)
	<b>(21 050)</b>	(65 279)	<b>(8 087)</b>	(73 378)
<b>Total du bénéfice global</b>	<b>181 965 \$</b>	<b>109 824 \$</b>	<b>374 260 \$</b>	<b>270 901 \$</b>

(Se reporter aux notes annexes.)

## BILANS CONSOLIDÉS

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	30 JUIN 2017	31 DÉCEMBRE 2016
<b>Actif</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 069 342 \$	611 032 \$
Titres <i>(note 3)</i>	282 061	225 184
Fonds de clients déposés	420 412	455 474
Débiteurs et autres montants à recevoir	395 484	287 071
Impôt sur le résultat à recouvrer	22 391	13 627
Prêts <i>(note 4)</i>	7 794 309	7 983 269
Instruments financiers dérivés	41 089	42 821
Autres actifs	254 644	240 509
Participation dans une société affiliée <i>(note 6)</i>	914 195	888 851
Immobilisations	159 277	161 337
Commissions de vente différées	758 272	726 608
Impôt sur le résultat différé	59 208	61 454
Immobilisations incorporelles	1 272 486	1 267 789
Goodwill	2 660 267	2 660 267
	<b>16 103 437 \$</b>	<b>15 625 293 \$</b>
<b>Passif</b>		
Créditeurs et charges à payer	403 751 \$	431 049 \$
Impôt sur le résultat à payer	8 129	3 393
Instruments financiers dérivés	25 776	38 163
Dépôts et certificats	439 304	471 202
Autres passifs	460 814	447 943
Obligations à l'égard d'entités de titrisation <i>(note 5)</i>	7 535 496	7 721 024
Impôt sur le résultat différé	457 659	440 759
Dettes à long terme	1 925 000	1 325 000
	<b>11 255 929</b>	<b>10 878 533</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Capital social		
Actions privilégiées perpétuelles	150 000	150 000
Actions ordinaires	1 599 282	1 597 208
Surplus d'apport	41 266	39 552
Bénéfices non distribués	3 147 489	3 042 442
Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(90 529)	(82 442)
	<b>4 847 508</b>	<b>4 746 760</b>
	<b>16 103 437 \$</b>	<b>15 625 293 \$</b>

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été approuvés par le conseil d'administration et l'autorisation de publication a été donnée le 3 août 2017.

*(Se reporter aux notes annexes.)*

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	CAPITAL SOCIAL			BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DE BÉNÉFICE GLOBAL (DE PERTE GLOBALE) (note 11)	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
	ACTIONS PRIVILÉGIÉES PERPÉTUELLES (note 8)	ACTIONS ORDINAIRES (note 8)	SURPLUS D'APPORT			
<b>2017</b>						
<b>Solde au début</b>	<b>150 000 \$</b>	<b>1 597 208 \$</b>	<b>39 552 \$</b>	<b>3 042 442 \$</b>	<b>(82 442) \$</b>	<b>4 746 760 \$</b>
Bénéfice net	-	-	-	382 347	-	382 347
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	(8 087)	(8 087)
<b>Total du bénéfice global</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>382 347</b>	<b>(8 087)</b>	<b>374 260</b>
Actions ordinaires						
Émises en vertu du régime d'options sur actions	-	2 074	-	-	-	2 074
Options sur actions						
Charge de la période	-	-	1 824	-	-	1 824
Exercées	-	-	(110)	-	-	(110)
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	-	-	-	(4 425)	-	(4 425)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	(270 659)	-	(270 659)
Prime à l'annulation d'actions ordinaires et autres (note 8)	-	-	-	(2 216)	-	(2 216)
<b>Solde à la fin</b>	<b>150 000 \$</b>	<b>1 599 282 \$</b>	<b>41 266 \$</b>	<b>3 147 489 \$</b>	<b>(90 529) \$</b>	<b>4 847 508 \$</b>
<b>2016</b>						
<b>Solde au début</b>	<b>150 000 \$</b>	<b>1 623 948 \$</b>	<b>35 569 \$</b>	<b>2 949 182 \$</b>	<b>(31 994) \$</b>	<b>4 726 705 \$</b>
Bénéfice net	-	-	-	344 279	-	344 279
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	(73 378)	(73 378)
<b>Total du bénéfice global</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>344 279</b>	<b>(73 378)</b>	<b>270 901</b>
Actions ordinaires						
Émises en vertu du régime d'options sur actions	-	637	-	-	-	637
Rachetées aux fins d'annulation	-	(27 996)	-	-	-	(27 996)
Options sur actions						
Charge de la période	-	-	2 404	-	-	2 404
Exercées	-	-	(35)	-	-	(35)
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	-	-	-	(4 425)	-	(4 425)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	(271 418)	-	(271 418)
Prime à l'annulation d'actions ordinaires et autres (note 8)	-	-	-	(129 724)	-	(129 724)
<b>Solde à la fin</b>	<b>150 000 \$</b>	<b>1 596 589 \$</b>	<b>37 938 \$</b>	<b>2 887 894 \$</b>	<b>(105 372) \$</b>	<b>4 567 049 \$</b>

(Se reporter aux notes annexes.)

## TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN	
	2017	2016
<b>Activités d'exploitation</b>		
Bénéfice avant impôt sur le résultat	492 718 \$	433 104 \$
Impôt sur le résultat payé	(89 964)	(125 558)
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation		
Amortissement des commissions de vente différées	116 310	118 787
Amortissement des immobilisations et des immobilisations incorporelles	26 522	21 257
Variation des actifs et passifs d'exploitation et autres	(177 379)	(47 595)
	368 207	399 995
Commissions de vente différées versées	(147 974)	(125 433)
	220 233	274 562
<b>Activités de financement</b>		
Augmentation nette des dépôts et des certificats	490	152
(Diminution) augmentation nette des obligations à l'égard d'entités de titrisation	(193 662)	407 998
Émission de débentures	600 000	–
Émission d'actions ordinaires	1 964	1 418
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(151 096)
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles versés	(4 425)	(4 425)
Dividendes sur actions ordinaires versés	(270 619)	(273 829)
	133 748	(19 782)
<b>Activités d'investissement</b>		
Achat de titres	(103 070)	(124 699)
Produit de la vente de titres	36 689	23 355
Diminution (augmentation) nette des prêts	195 823	(415 510)
Ajout aux immobilisations, montant net	(9 385)	(28 781)
Trésorerie nette affectée aux ajouts aux immobilisations incorporelles et aux acquisitions	(15 728)	(34 516)
	104 329	(580 151)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	458 310	(325 371)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	611 032	983 005
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin</b>	<b>1 069 342 \$</b>	<b>657 634 \$</b>
Trésorerie	48 512 \$	38 521 \$
Équivalents de trésorerie	1 020 830	619 113
	1 069 342 \$	657 634 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Intérêts et dividendes reçus	133 397 \$	125 581 \$
Intérêts versés	116 416 \$	107 094 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

## NOTES ANNEXES

30 juin 2017 (non audité) (en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

### NOTE 1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

---

La Société financière IGM Inc. (la « Société ») est une société cotée en Bourse (TSX : IGM), constituée en société par actions et établie au Canada. L'adresse du siège social de la Société est la suivante : 447, avenue Portage, Winnipeg (Manitoba) Canada. La Société est sous le contrôle de la Corporation Financière Power.

La Société financière IGM Inc. est une société de services financiers qui répond aux besoins financiers des Canadiens par l'intermédiaire de ses principales filiales, qui exercent leurs activités de façon distincte au sein du secteur des services-conseils financiers. Le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie sont les principales filiales en propriété exclusive de la Société.

### NOTE 2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

---

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société (les « états financiers intermédiaires ») ont été préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, en vertu des méthodes comptables décrites à la note 2 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Les états financiers intermédiaires devraient être lus parallèlement aux états financiers consolidés contenus dans le rapport annuel 2016 de la Société financière IGM Inc.

#### MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

La Société assure un suivi constant des modifications potentielles proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

#### IFRS 9, INSTRUMENTS FINANCIERS

L'IASB a publié IFRS 9, qui remplace IAS 39, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, la norme actuelle qui concerne la comptabilisation des instruments financiers. La mise en œuvre de cette norme a été réalisée en trois phases distinctes :

- Classement et évaluation : cette phase nécessite que les actifs financiers soient classés soit au coût amorti, soit à la juste valeur, selon le modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers, en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.
- Méthode de dépréciation : cette phase remplace le modèle actuel fondé sur les pertes subies par un modèle fondé sur les pertes attendues pour déterminer la dépréciation des actifs financiers.
- Comptabilité de couverture : cette phase remplace les exigences actuelles liées à la comptabilité de couverture fondées sur des règles décrites dans IAS 39 par des lignes directrices qui alignent plus étroitement la comptabilisation sur les activités de gestion des risques d'une entité.

La transition à IFRS 9 est gérée par un comité composé de membres de la haute direction. La communication d'information périodique sur la progression par rapport au plan est fournie à ce comité et aux autres parties prenantes touchées au sein de la Société. À ce jour, les efforts de la Société ont été axés sur la mise à jour des méthodes comptables afin de traiter les aspects clés de la norme, notamment le classement et l'évaluation des instruments financiers, l'examen de son incidence sur ses modèles de dépréciation et l'évaluation de l'utilisation de la comptabilité de couverture aux termes d'IFRS 9.

L'application combinée des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et des tests relatifs aux modèles économiques au 1<sup>er</sup> janvier 2018 pourrait donner lieu au reclassement de certains actifs qui sont actuellement détenus à des fins de transaction en vertu d'IAS 39 en actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou en actifs au coût amorti conformément à IFRS 9. La Société a continué de progresser en ce qui concerne la finalisation de son évaluation d'IFRS 9; toutefois, pour l'instant, il n'est pas possible de quantifier avec précision l'incidence financière potentielle qu'aurait sur la Société l'adoption d'IFRS 9.

La Société mettra à jour ses manuels de méthodes comptables et ses documents relatifs au contrôle interne, et mettra en œuvre des changements aux processus et aux systèmes de présentation de l'information financière et relative aux activités afin d'appuyer la mise en œuvre de la norme d'ici à sa date d'entrée en vigueur, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

## NOTE 2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

### FRS 15, PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

L'IASB a publié IFRS 15 qui présente un modèle exhaustif unique que les entités utiliseront pour comptabiliser les produits tirés de contrats conclus avec des clients. Le modèle exige qu'une entité comptabilise les produits à mesure que les marchandises ou les services sont transférés au client au montant correspondant à la contrepartie attendue. Cette norme entrera en vigueur pour les périodes de présentation de l'information ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et elle est en cours d'évaluation; toutefois, l'incidence qu'elle aura sur la comptabilisation des produits de la Société qui est en cours ne devrait pas être importante.

### IFRS 16, CONTRATS DE LOCATION

L'IASB a publié IFRS 16 qui exige qu'un preneur comptabilise un actif lié au droit d'utilisation en ce qui concerne son droit d'utilisation de l'actif loué sous-jacent et un passif correspondant lié au contrat de location ayant trait à son obligation d'effectuer des paiements pour tous les contrats de location. Un preneur comptabilise la charge connexe à titre d'amortissement de l'actif lié au droit d'utilisation et d'intérêt sur le passif lié au contrat de location. Les contrats de location à court terme (moins de douze mois) et de faible valeur ne sont pas assujettis à ces exigences. Cette norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'incidence de cette norme est en cours d'évaluation.

## NOTE 3 TITRES

	30 JUIN 2017		31 DÉCEMBRE 2016	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
Disponibles à la vente :				
Investissements d'entreprise	186 119 \$	204 345 \$	141 641 \$	151 949 \$
Fonds d'investissement exclusifs	25 418	26 357	6 097	6 431
	211 537	230 702	147 738	158 380
À la juste valeur par le biais du résultat net :				
Titres de capitaux propres	15 031	13 905	15 523	17 695
Fonds d'investissement exclusifs	38 173	37 454	49 407	49 109
	53 204	51 359	64 930	66 804
	264 741 \$	282 061 \$	212 668 \$	225 184 \$

### DISPONIBLES À LA VENTE

#### INVESTISSEMENTS D'ENTREPRISE

Les investissements d'entreprise comprennent essentiellement les investissements de la Société dans Personal Capital Corporation (« Personal Capital »), dans Wealthsimple Financial Corporation (« Wealthsimple ») et dans Portag3 Ventures (« Portag3 »).

En mai 2017, la Société a fait un investissement additionnel de 42,6 M\$ dans Wealthsimple, un gestionnaire de placements en ligne qui offre des conseils en matière de placement. Cet investissement comprenait la conversion d'un prêt de 15,0 M\$ qui a été comptabilisé au poste Autres actifs au 31 mars 2017.

## NOTE 4 PRÊTS

	ÉCHÉANCE CONTRACTUELLE			TOTAL 30 JUIN 2017	TOTAL 31 DÉCEMBRE 2016
	1 AN OU MOINS	1 AN À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS		
<b>Prêts et créances</b>					
Prêts hypothécaires résidentiels	1 193 609 \$	6 134 303 \$	6 980 \$	7 334 892 \$	7 644 525 \$
Moins : Provision collective				679	722
				<b>7 334 213</b>	<b>7 643 803</b>
<b>Détenus à des fins de transaction</b>				<b>460 096</b>	<b>339 466</b>
				<b>7 794 309 \$</b>	<b>7 983 269 \$</b>

La provision collective pour pertes sur créances a varié comme suit :

Solde au début	722 \$	705 \$
Radiations, déduction faite des recouvrements	(316)	(502)
Dotations à la provision pour pertes sur créances	273	519
Solde à la fin	<b>679 \$</b>	<b>722 \$</b>

Au 30 juin 2017, les prêts douteux totalisaient 2 470 \$ (31 décembre 2016 – 2 607 \$).

Les produits d'intérêts sur les prêts classés comme prêts et créances ont totalisé 99,3 M\$ (2016 – 95,0 M\$). Les charges d'intérêts découlant des obligations à l'égard d'entités de titrisation, pour ce qui est des prêts titrisés, ont totalisé 66,7 M\$ (2016 – 63,1 M\$). Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels ont totalisé 6,6 M\$ (2016 – 8,3 M\$). Les ajustements de la juste valeur liés aux activités bancaires hypothécaires ont totalisé 1,0 M\$ (2016 – un montant négatif de 4,3 M\$). Ces montants ont été inscrits au poste Produits tirés des placements nets et autres produits. Les produits tirés des placements nets et autres produits comprennent également les autres éléments liés aux activités bancaires hypothécaires, y compris les produits d'intérêts tirés des prêts hypothécaires détenus à des fins de transaction, les couvertures d'assurance de portefeuille, les frais d'émission, ainsi que d'autres éléments.

## NOTE 5 TITRISATIONS

La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») et par l'intermédiaire du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), ainsi que par l'entremise de programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandité par des banques canadiennes. Ces transactions ne satisfont pas aux exigences de décomptabilisation, puisque la Société conserve le risque lié aux paiements anticipés et certains éléments du risque de crédit. Par conséquent, la Société continue de comptabiliser ces prêts hypothécaires dans ses bilans et a constaté des passifs correspondants au titre du produit net reçu sous forme d'obligations à l'égard d'entités de titrisation, lesquels sont comptabilisés au coût amorti.

La Société tire des intérêts des prêts hypothécaires et verse des intérêts relativement aux obligations à l'égard d'entités de titrisation. Dans le cadre des transactions conclues en vertu du Programme OHC, la Société conclut un swap en vertu duquel elle paie les coupons sur les OHC et reçoit le rendement des placements dans les TH LNH et celui résultant du réinvestissement du principal remboursé sur le prêt hypothécaire. Une composante de ce swap, liée à l'obligation de payer les coupons dans le cadre du Programme OHC et de recevoir des rendements de placements résultant du principal remboursé sur le prêt hypothécaire, est constatée dans les dérivés et avait une juste valeur négative de 11,0 M\$ au 30 juin 2017 (31 décembre 2016 – juste valeur négative de 23,1 M\$).



## NOTE 5 TITRISATIONS (suite)

Conformément aux TH LNH et au Programme OHC, la Société a l'obligation d'effectuer des paiements ponctuels aux porteurs de titres, que les montants aient été reçus ou non des débiteurs hypothécaires. Tous les prêts hypothécaires titrisés dans le cadre des TH LNH et du Programme OHC sont assurés par la SCHL ou par un autre assureur approuvé par le Programme. Dans le cadre des transactions de PCAA, la Société a établi des réserves en trésorerie aux fins du rehaussement de crédit, lesquelles sont comptabilisées au coût. Le risque de crédit est limité à ces réserves en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, puisque les fiducies de PCAA n'ont aucun recours sur les autres actifs de la Société en cas de défaut de paiement à l'échéance. Le risque de crédit est encore plus limité lorsque ces prêts hypothécaires sont assurés.

	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES TITRISÉS	OBLIGATIONS À L'ÉGARD D'ENTITÉS DE TITRISATION	MONTANT NET
<b>30 JUIN 2017</b>			
Valeur comptable			
TH LNH et Programme OHC	4 623 792 \$	4 760 310 \$	(136 518) \$
PCAA commandité par des banques	2 680 695	2 775 186	(94 491)
Total	7 304 487 \$	7 535 496 \$	(231 009) \$
Juste valeur	7 437 309 \$	7 588 437 \$	(151 128) \$
<b>31 DÉCEMBRE 2016</b>			
Valeur comptable			
TH LNH et Programme OHC	4 942 474 \$	4 987 298 \$	(44 824) \$
PCAA commandité par des banques	2 672 817	2 733 726	(60 909)
Total	7 615 291 \$	7 721 024 \$	(105 733) \$
Juste valeur	7 838 295 \$	7 873 118 \$	(34 823) \$

La valeur comptable des obligations à l'égard d'entités de titrisation, qui est comptabilisée déduction faite des frais d'émission, comprend les paiements de principal reçus sur les prêts hypothécaires titrisés dont le règlement n'est pas prévu avant la fin de la période de présentation de l'information financière. Les frais d'émission sont amortis sur la durée de vie de l'obligation selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

## NOTE 6 PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE

	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016
Solde au début	888 851 \$	904 257 \$
Quote-part du bénéfice	52 875	51 684
Quote-part de la provision de la société affiliée	(5 098)	–
Dividendes reçus	(29 167)	(27 498)
Quote-part des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	6 734	(30 528)
Solde à la fin	914 195 \$	897 915 \$
Quote-part des capitaux propres à la fin	790 729 \$	770 584 \$
Juste valeur à la fin	1 396 372 \$	1 352 661 \$

La quote-part du résultat de Lifeco revenant à la Société est constatée dans les comptes consolidés de résultat. Au 30 juin 2017, la Société détenait 39 737 388 actions de Lifeco (31 décembre 2016 – 39 737 388), ce qui représentait une participation de 4,0 % (31 décembre 2016 – 4,0 %).

Au deuxième trimestre de 2017, Lifeco a mis en place une provision au titre de la restructuration. La quote-part après impôt revenant à la Société s'élevait à 5,1 M\$ et est comptabilisée dans les comptes consolidés de résultat.

## NOTE 7 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société peut, à son gré, de temps à autre, augmenter certaines prestations versées aux participants retraités du régime. En vertu de sa politique précédente, la Société a accordé des augmentations presque chaque année et l'obligation comportait une estimation des augmentations futures. La Société a mis en œuvre une nouvelle politique qui limite la possibilité d'augmentations futures des prestations. Par suite de ce changement, la Société a réévalué son obligation au titre des régimes de retraite et a comptabilisé une réduction de 50,4 M\$ à l'égard de son obligation en tant que diminution des charges autres que les commissions.

## NOTE 8 CAPITAL SOCIAL

### AUTORISÉ

En nombre illimité :

- Actions privilégiées de premier rang, pouvant être émises en série
- Actions privilégiées de second rang, pouvant être émises en série
- Actions de catégorie 1, sans droit de vote
- Actions ordinaires, sans valeur nominale

### ÉMIS ET EN CIRCULATION

	30 JUIN 2017		30 JUIN 2016	
	ACTIONS	VALEUR ATTRIBUÉE	ACTIONS	VALEUR ATTRIBUÉE
Actions privilégiées perpétuelles classées dans les capitaux propres :				
Actions privilégiées de premier rang, série B	6 000 000	150 000 \$	6 000 000	150 000 \$
Actions ordinaires :				
Solde au début	240 515 968	1 597 208 \$	244 788 138	1 623 948 \$
Émises en vertu du régime d'options sur actions	71 955	2 074	22 600	637
Rachetées aux fins d'annulation	-	-	(4 219 600)	(27 996)
Solde à la fin	240 587 923	1 599 282 \$	240 591 138	1 596 589 \$

### OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Au cours du deuxième trimestre de 2017, aucune action n'a été rachetée (2016 – 1 227 700 actions rachetées au coût de 46,8 M\$). Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, aucune action n'a été rachetée (2016 – 4 219 600 actions ont été rachetées au coût de 151,1 M\$). Toutes les primes versées pour acquérir les actions en excédent de la valeur attribuée ont été imputées aux bénéfices non distribués.

Le 20 mars 2017, la Société a entrepris une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités, en vigueur jusqu'au 19 mars 2018. En vertu de cette offre, la Société peut racheter jusqu'à 12,0 millions de ses actions ordinaires en circulation au 28 février 2017, soit 5 % de celles-ci. Le 20 mars 2016, la Société a entrepris une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités, en vigueur jusqu'au 19 mars 2017. En vertu de cette offre, la Société était autorisée à racheter jusqu'à 12,1 millions de ses actions ordinaires en circulation au 10 mars 2016, soit 5 % de celles-ci.

Dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société a établi un régime d'achat automatique de titres pour ses actions ordinaires. Le régime d'achat automatique de titres fournit des instructions standards quant à la façon dont les actions ordinaires de la Société doivent être rachetées dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités pendant certaines périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées. Les rachats effectués en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société en tout autre moment que lors de ces périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées seront réalisés au gré de la direction.

## NOTE 9 GESTION DU CAPITAL

---

Les politiques, procédures et activités de gestion du capital de la Société sont présentées à la section « Sources de financement » du rapport de gestion de la Société compris dans le rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2017 et à la note 17 des états financiers consolidés dans le rapport annuel de la Société financière IGM Inc. de 2016, et n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2016.

## NOTE 10 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

---

### RÉGIME D'OPTIONS SUR ACTIONS

	30 JUIN 2017	31 DÉCEMBRE 2016
Options sur actions ordinaires		
– En circulation	9 138 733	8 484 030
– Pouvant être exercées	4 152 801	3 858 518

Au deuxième trimestre de 2017, la Société a attribué 22 475 options à des salariés (2016 – néant). Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, la Société a attribué 1 418 930 options à des salariés (2016 – 1 575 595). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours du semestre clos le 30 juin 2017 a été estimée à 2,52 \$ l'option (2016 – 1,61 \$) selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. Aux dates d'attribution, le cours moyen pondéré de clôture de l'action était de 41,67 \$. Les hypothèses utilisées par ces modèles d'évaluation comprennent ce qui suit :

	SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN	
	2017	2016
Prix d'exercice	41,70 \$	34,94 \$
Taux d'intérêt sans risque	1,53 %	0,96 %
Durée de vie attendue des options	6 ans	6 ans
Volatilité attendue	17,00 %	18,00 %
Taux de rendement attendu des dividendes	5,40 %	6,44 %

La volatilité attendue a été estimée en fonction de la volatilité historique du cours des actions de la Société sur six années, qui reflète la durée de vie attendue des options. Les droits sur les options sont acquis au cours d'une période d'au plus 7,5 ans à compter de la date d'attribution et les options doivent être exercées au plus tard 10 ans après la date d'attribution.

## NOTE 11 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DE BÉNÉFICE GLOBAL (DE PERTE GLOBALE)

	AVANTAGES DU PERSONNEL	TITRES DISPONIBLES À LA VENTE	PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE ET AUTRES	TOTAL
<b>30 JUIN 2017</b>				
Solde au début	(110 913) \$	8 617 \$	19 854 \$	(82 442) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(29 278)	5 330	15 861	(8 087)
Solde à la fin	(140 191) \$	13 947 \$	35 715 \$	(90 529) \$
<b>30 JUIN 2016</b>				
Solde au début	(111 874) \$	2 658 \$	77 222 \$	(31 994) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(43 573)	(2 125)	(27 680)	(73 378)
Solde à la fin	(155 447) \$	533 \$	49 542 \$	(105 372) \$

Les montants sont constatés déduction faite de l'impôt.

## NOTE 12 GESTION DES RISQUES

Les politiques et les procédures de gestion des risques de la Société sont présentées à la section intitulée « Instruments financiers » du rapport de gestion de la Société compris dans le rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2017 et à la note 20 des états financiers consolidés dans le rapport annuel de la Société financière IGM Inc. de 2016, et n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2016.

## NOTE 13 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur est fondée sur les estimations de la direction et est calculée selon les conditions du marché à un moment précis. Cette valeur peut ne pas refléter la juste valeur future. Les calculs sont subjectifs et comportent des incertitudes et des éléments nécessitant le recours à un jugement éclairé.

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur et ceux pour lesquels la juste valeur est présentée sont classés dans l'un des trois niveaux qui distinguent les évaluations à la juste valeur en fonction de l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations.

La juste valeur est déterminée en fonction du prix qui serait reçu en échange d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif sur le marché le plus avantageux, au moyen d'une hiérarchie comportant trois techniques d'évaluation différentes, d'après le niveau de données le plus bas qui est significatif pour l'évaluation à la juste valeur dans son intégralité.

Niveau 1 – Cours non rajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 – Données observables autres que les cours du marché au niveau 1 pour des actifs ou des passifs similaires sur les marchés actifs; cours sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des actifs ou des passifs identiques ou similaires; ou données autres que les cours du marché qui sont observables ou corroborées par des données de marché observables.

Niveau 3 – Données non observables fondées sur des activités minimales ou inexistantes sur les marchés. Les techniques d'évaluation sont fondées essentiellement sur des modèles.

Les marchés sont jugés inactifs lorsque des opérations ne sont pas conclues de façon assez régulière. Les marchés inactifs peuvent se caractériser par une baisse importante du volume et du niveau de l'activité boursière observable ou par des écarts notables ou imprévisibles entre le cours acheteur et le cours vendeur. Lorsque les marchés ne sont pas jugés suffisamment actifs, la juste valeur est mesurée au moyen de modèles d'évaluation qui peuvent utiliser principalement des données de marché observables (niveau 2) ou des données de marché non observables (niveau 3). La direction évalue toutes les données raisonnablement accessibles, notamment les cours indicatifs de courtiers, tout cours disponible pour des instruments semblables, les opérations récentes dans des conditions normales

## NOTE 13 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

---

de concurrence sur le marché, toute donnée pertinente observable du marché, ainsi que les modèles internes fondés sur des estimations. La direction exerce un jugement pour déterminer quelles sont les meilleures données disponibles ainsi que les pondérations accordées à chacune de ces données, de même que pour choisir les méthodes d'évaluation.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

Les titres, ainsi que les autres actifs financiers et les autres passifs financiers, sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.

Les prêts classés dans le niveau 2 sont évalués selon les taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires.

Les prêts classés dans le niveau 3 sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés.

Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.

Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt du marché en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.

La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débenture disponible sur le marché.

Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Les instruments financiers de niveau 1 comprennent les titres de participation négociés en Bourse et les parts de fonds d'investissement à capital variable, ainsi que d'autres passifs financiers dans les cas où les cours des marchés actifs sont disponibles.

Les actifs et les passifs de niveau 2 comprennent les titres à revenu fixe, les prêts, les instruments financiers dérivés, les dépôts et certificats et la dette à long terme. La juste valeur des titres à revenu fixe est déterminée au moyen du cours de marché ou du cours établi par un négociant indépendant. La juste valeur des instruments financiers dérivés et des dépôts et certificats est déterminée selon des modèles d'évaluation, des méthodes des flux de trésorerie actualisés, ou des techniques semblables, principalement au moyen des données observables du marché. La juste valeur de la dette à long terme est établie au moyen des prix obtenus des courtiers.

Les actifs et les passifs de niveau 3 comprennent les titres faisant l'objet de peu ou d'aucune activité de négociation évalués selon les cours obtenus des courtiers, les prêts, d'autres actifs financiers, les obligations à l'égard d'entités de titrisation ainsi que les instruments financiers dérivés. Les instruments financiers dérivés sont constitués de swaps liés au compte de réinvestissement du capital, qui représentent la composante d'un swap conclu en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du principal remboursé des prêts hypothécaires. La juste valeur est déterminée grâce à l'actualisation des flux de trésorerie attendus des swaps. Le montant notionnel, qui sert à déterminer la juste valeur du swap, est établi au moyen d'un taux de remboursement anticipé non observable moyen de 15 % fondé sur les tendances historiques en matière de remboursement anticipé. Toute augmentation (diminution) du taux supposé de remboursement anticipé des prêts hypothécaires fait augmenter (diminuer) le montant notionnel du swap.

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers, y compris leur niveau selon la hiérarchie de la juste valeur. Le tableau fait une distinction entre les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et ceux comptabilisés au coût amorti. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et des passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Ces éléments comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers, les créditeurs et charges à payer et certains autres passifs financiers.

NOTE 13 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR			TOTAL
		NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	
<b>30 JUIN 2017</b>					
<b>Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur</b>					
Titres					
– Disponibles à la vente	230 702 \$	26 357 \$	– \$	204 345 \$	230 702 \$
– Détenus à des fins de transaction	51 359	49 589	506	1 264	51 359
Prêts					
– Détenus à des fins de transaction	460 096	–	460 096	–	460 096
Instruments financiers dérivés	41 089	–	35 412	5 677	41 089
<b>Actifs financiers comptabilisés au coût amorti</b>					
Prêts					
– Prêts et créances	7 334 213	–	30 645	7 437 309	7 467 954
<b>Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur</b>					
Instruments financiers dérivés	25 776	–	9 090	16 686	25 776
Autres passifs financiers	7 707	7 682	25	–	7 707
<b>Passifs financiers comptabilisés au coût amorti</b>					
Dépôts et certificats	439 304	–	440 310	–	440 310
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	7 535 496	–	–	7 588 437	7 588 437
Dettes à long terme	1 925 000	–	2 258 794	–	2 258 794
<b>31 DÉCEMBRE 2016</b>					
<b>Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur</b>					
Titres					
– Disponibles à la vente	158 380 \$	6 431 \$	– \$	151 949 \$	158 380 \$
– Détenus à des fins de transaction	66 804	63 049	2 317	1 438	66 804
Prêts					
– Détenus à des fins de transaction	339 466	–	339 466	–	339 466
Instruments financiers dérivés	42 821	–	39 976	2 845	42 821
<b>Actifs financiers comptabilisés au coût amorti</b>					
Prêts					
– Prêts et créances	7 643 803	–	29 452	7 838 295	7 867 747
<b>Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur</b>					
Instruments financiers dérivés	38 163	–	12 263	25 900	38 163
Autres passifs financiers	9 781	9 770	11	–	9 781
<b>Passifs financiers comptabilisés au coût amorti</b>					
Dépôts et certificats	471 202	–	472 219	–	472 219
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	7 721 024	–	–	7 873 118	7 873 118
Dettes à long terme	1 325 000	–	1 610 942	–	1 610 942

Il n'y a eu aucun transfert important entre le niveau 1 et le niveau 2 en 2017 ni en 2016.

## NOTE 13 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Le tableau suivant donne un aperçu des variations des actifs et des passifs de niveau 3 mesurés à la juste valeur sur une base récurrente.

	SOLDE AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	PROFITS/(PERTES) COMPRIS DANS LE BÉNÉFICE NET <sup>1</sup>	PROFITS/(PERTES) COMPRIS DANS LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL <sup>2</sup>	ACHATS ET ÉMISSIONS	RÈGLEMENTS	SOLDE AU 30 JUIN
<b>30 JUIN 2017</b>						
<b>Actif</b>						
Titres						
– Disponibles à la vente	151 949 \$	– \$	7 918 \$	44 478 \$	– \$	204 345 \$
– Détenus à des fins de transaction	1 438	(174)	–	–	–	1 264
<b>Passif</b>						
Instruments financiers dérivés, montant net	23 055	3 718	–	259	8 587	11 009
<b>30 JUIN 2016</b>						
<b>Actif</b>						
Titres						
– Disponibles à la vente	9 273 \$	– \$	(2 669) \$	67 260 \$	– \$	73 864 \$
– Détenus à des fins de transaction	1 288	33	100	–	–	1 421
<b>Passif</b>						
Instruments financiers dérivés, montant net	47 414	(10 746)	–	2 579	8 947	51 792

1. Inclus dans les produits tirés des placements nets dans les comptes consolidés de résultat.

2. Inclus sous la rubrique Titres disponibles à la vente au poste Profits (pertes) ne(te)s latent(e)s dans les états consolidés du résultat global.

Il n'y a eu ni transfert vers le niveau 3, ni depuis le niveau 3 en 2017 ni en 2016.

## NOTE 14 BÉNÉFICE PAR ACTION ORDINAIRE

	TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN		SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN	
	2017	2016	2017	2016
<b>Bénéfice</b>				
Bénéfice net	203 015 \$	175 103 \$	382 347 \$	344 279 \$
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	2 212	2 212	4 425	4 425
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	200 803 \$	172 891 \$	377 922 \$	339 854 \$
<b>Nombre d'actions ordinaires (en milliers)</b>				
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation	240 587	241 071	240 565	242 100
Ajouter : Exercice potentiel des options sur action en cours <sup>1</sup>	253	150	266	97
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	240 840	241 221	240 831	242 197
<b>Bénéfice par action ordinaire (en dollars)</b>				
De base	0,83 \$	0,72 \$	1,57 \$	1,40 \$
Dilué	0,83 \$	0,72 \$	1,57 \$	1,40 \$

1. Exclut 1 029 milliers d'actions pour le trimestre clos le 30 juin 2017 (2016 – 1 655 milliers) liées aux options sur actions en cours qui avaient un effet antidilutif. Exclut 980 milliers d'actions pour le semestre clos le 30 juin 2017 (2016 – 1 913 milliers) liées aux options sur actions en cours qui avaient un effet antidilutif.

## NOTE 15 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

---

En 2014 et en 2015, après avoir obtenu une décision fiscale anticipée, la Société a conclu des transactions de consolidation des pertes fiscales avec sa société mère, la Corporation Financière Power. La Société a acquis des actions privilégiées à 4,51 % d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, pour un total de 2,00 G\$, et à titre de seule contrepartie pour les actions privilégiées, la Société a émis des débetures à vue garanties à 4,50 % totalisant 2,00 G\$ à l'intention de la Corporation Financière Power. La Société possédait le droit juridiquement exécutoire de régler ces instruments financiers sur une base nette; elle a exercé ce droit au cours du deuxième trimestre de 2017, ce qui a donné lieu à la résiliation de cette entente.

Les actions privilégiées et les débetures, ainsi que les produits de dividendes et les charges d'intérêts connexes, ont fait l'objet d'une compensation dans les états financiers consolidés de la Société. Des économies d'impôt tenaient à la déductibilité fiscale des charges d'intérêts.

## NOTE 16 INFORMATION SECTORIELLE

---

Les secteurs à présenter de la Société sont les suivants :

- Groupe Investors
- Mackenzie
- Activités internes et autres

Ces secteurs reflètent la structure organisationnelle actuelle et le système interne de communication de l'information financière. La direction mesure et évalue le rendement de ces secteurs en fonction du bénéfice avant intérêts et impôt.

Le Groupe Investors tire des honoraires de l'exercice de ses principales activités, qui sont liées essentiellement à la distribution, à la gestion et à l'administration de ses fonds d'investissement. Il tire également des honoraires de la prestation de services de courtage et de la distribution de produits bancaires et d'assurance. De plus, les revenus gagnés à titre d'intermédiaire par le Groupe Investors découlent principalement des services bancaires hypothécaires et d'administration liés aux prêts et des actifs financés par des dépôts et des certificats.

Mackenzie tire des honoraires des services qu'elle offre à titre de gestionnaire de ses fonds d'investissement et à titre de conseiller en placements pour les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle.

Les Activités internes et autres englobent Investment Planning Counsel, la quote-part du résultat lié au placement de la Société dans Lifeco, les produits tirés des placements nets liés aux placements non attribués, les autres produits ainsi que les écritures d'élimination à la consolidation.



NOTE 16 INFORMATION SECTORIELLE (suite)

2017

TRIMESTRE CLOS LE 30 JUIN	GRUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
<b>Produits</b>				
Honoraires de gestion	354 583 \$	177 259 \$	15 160 \$	547 002 \$
Honoraires d'administration	81 359	24 923	4 956	111 238
Honoraires de distribution	46 485	1 849	46 441	94 775
Produits tirés des placements nets et autres produits	22 080	(1 854)	30 095	50 321
	504 507	202 177	96 652	803 336
<b>Charges</b>				
Commissions	162 918	75 509	46 021	284 448
Charges autres que les commissions	147 674	83 204	15 638	246 516
	310 592	158 713	61 659	530 964
Bénéfice avant les éléments suivants	193 915 \$	43 464 \$	34 993 \$	272 372
Charges d'intérêts				(28 703)
Charges liées au régime de retraite				50 381
Charges de restructuration et autres charges				(22 940)
Quote-part de la provision de la société affiliée				(5 098)
Bénéfice avant impôt sur le résultat				266 012
Impôt sur le résultat				62 997
Bénéfice net				203 015
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles				2 212
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires				200 803 \$

2016

TRIMESTRE CLOS LE 30 JUIN	GRUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
<b>Produits</b>				
Honoraires de gestion	318 287 \$	163 544 \$	15 555 \$	497 386 \$
Honoraires d'administration	76 527	22 846	4 955	104 328
Honoraires de distribution	51 424	2 385	42 533	96 342
Produits tirés des placements nets et autres produits	18 576	1 225	26 484	46 285
	464 814	190 000	89 527	744 341
<b>Charges</b>				
Commissions	152 160	72 234	42 734	267 128
Charges autres que les commissions	138 522	77 561	15 657	231 740
	290 682	149 795	58 391	498 868
Bénéfice avant les éléments suivants	174 132 \$	40 205 \$	31 136 \$	245 473
Charges d'intérêts				(22 913)
Bénéfice avant impôt sur le résultat				222 560
Impôt sur le résultat				47 457
Bénéfice net				175 103
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles				2 212
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires				172 891 \$

NOTE 16 INFORMATION SECTORIELLE (suite)

2017

SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN	GRUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
<b>Produits</b>				
Honoraires de gestion	695 654 \$	349 020 \$	30 029 \$	1 074 703 \$
Honoraires d'administration	161 227	49 323	9 652	220 202
Honoraires de distribution	103 593	4 188	92 254	200 035
Produits tirés des placements nets et autres produits	40 106	(1 774)	59 765	98 097
	<b>1 000 580</b>	<b>400 757</b>	<b>191 700</b>	<b>1 593 037</b>
<b>Charges</b>				
Commissions	332 474	150 094	91 187	573 755
Charges autres que les commissions	295 433	165 730	32 254	493 417
	<b>627 907</b>	<b>315 824</b>	<b>123 441</b>	<b>1 067 172</b>
Bénéfice avant les éléments suivants	<b>372 673 \$</b>	<b>84 933 \$</b>	<b>68 259 \$</b>	<b>525 865</b>
Charges d'intérêts				(55 490)
Charges liées au régime de retraite				50 381
Charges de restructuration et autres charges				(22 940)
Quote-part de la provision de la société affiliée				(5 098)
Bénéfice avant impôt sur le résultat				<b>492 718</b>
Impôt sur le résultat				<b>110 371</b>
Bénéfice net				<b>382 347</b>
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles				<b>4 425</b>
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires				<b>377 922 \$</b>
<b>Actifs identifiables</b>				
Goodwill	9 480 659 \$	1 307 899 \$	2 654 612 \$	13 443 170 \$
	1 347 781	1 168 580	143 906	2 660 267
Total de l'actif	<b>10 828 440 \$</b>	<b>2 476 479 \$</b>	<b>2 798 518 \$</b>	<b>16 103 437 \$</b>

NOTE 16 INFORMATION SECTORIELLE (suite)

2016

SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN	GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
<b>Produits</b>				
Honoraires de gestion	626 505 \$	324 035 \$	30 682 \$	981 222 \$
Honoraires d'administration	150 145	45 230	9 303	204 678
Honoraires de distribution	101 302	4 948	85 060	191 310
Produits tirés des placements nets et autres produits	32 353	1 543	56 074	89 970
	910 305	375 756	181 119	1 467 180
<b>Charges</b>				
Commissions	299 548	143 909	85 186	528 643
Charges autres que les commissions	273 551	155 188	30 868	459 607
	573 099	299 097	116 054	988 250
Bénéfice avant les éléments suivants	337 206 \$	76 659 \$	65 065 \$	478 930
Charges d'intérêts				(45 826)
Bénéfice avant impôt sur le résultat				433 104
Impôt sur le résultat				88 825
Bénéfice net				344 279
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles				4 425
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires				339 854 \$
Actifs identifiables	9 304 788 \$	1 323 647 \$	1 824 362 \$	12 452 797 \$
Goodwill	1 347 781	1 168 580	143 906	2 660 267
Total de l'actif	10 652 569 \$	2 492 227 \$	1 968 268 \$	15 113 064 \$

# RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES

## SIÈGE SOCIAL

447, avenue Portage  
Winnipeg (Manitoba) R3B 3H5  
Téléphone : 204-943-0361  
Télécopieur : 204-947-1659

## AUDITEURS

**Deloitte s.e.n.c.r.l./s.r.l.**

## AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

Société de fiducie  
Computershare du Canada

Téléphone : 1-800-564-6253  
service@computershare.com

600, 530-8<sup>th</sup> Avenue S.W.  
Calgary (Alberta) T2P 3S8

1500, boulevard Robert-Bourassa, 7<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H3A 3S8

100 University Avenue, 8<sup>th</sup> Floor  
Toronto (Ontario) M5J 2Y1

510 Burrard Street, 2<sup>nd</sup> Floor  
Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 3B9

## INSCRIPTION EN BOURSE

### Bourse de Toronto

Les actions de la Société financière IGM Inc. sont cotées à la Bourse de Toronto sous les symboles boursiers suivants :

Actions ordinaires : IGM  
Actions privilégiées de premier rang,  
série B : IGM.PR.B

## RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES

Pour obtenir de plus amples renseignements financiers sur la Société, communiquez avec :

**Relations avec les investisseurs**  
investor.relations@igmfinancial.com

Pour obtenir des exemplaires du rapport annuel ou des rapports trimestriels, veuillez communiquer avec le bureau du secrétaire général au 204-956-8328 ou visiter notre site Web au [www.financiereigm.com](http://www.financiereigm.com).

## OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

La Société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités par l'entremise de la Bourse de Toronto, du 20 mars 2017 au 19 mars 2018. Pendant la durée de l'offre, la Société entend racheter aux fins d'annulation un nombre maximal de 12 028 002 de ses actions ordinaires, soit environ 5 % de ses actions ordinaires en circulation. Les actionnaires peuvent obtenir sans frais un exemplaire du document relatif à cette offre en communiquant avec le Secrétariat général au siège social de la Société.

## SITES WEB

Visitez nos sites Web, aux adresses suivantes :

[www.financiereigm.com](http://www.financiereigm.com)  
[www.groupeinvestors.com](http://www.groupeinvestors.com)  
[www.mackenzieinvestments.com](http://www.mackenzieinvestments.com)  
[www.ipcc.ca](http://www.ipcc.ca)

<sup>MC</sup> Marques de commerce de la Société financière IGM Inc., utilisées sous licence par ses filiales, à l'exception de ce qui est indiqué ci-dessous.

Les marques de commerce du Groupe Investors sont la propriété de la Société financière IGM Inc. et sont utilisées sous licence par les filiales du Groupe Investors Inc. Investment Planning Counsel est une marque de commerce d'Investment Planning Counsel Inc., utilisée avec son autorisation.

La marque de commerce Placements Mackenzie est une marque de commerce détenue par la Corporation Financière Mackenzie, utilisée avec son autorisation.

<sup>†</sup> Les produits et les services bancaires sont distribués par Solutions Bancaires<sup>MC</sup>. La Banque Nationale du Canada est souscriptrice des produits et des services Solutions Bancaires. Solutions Bancaires est une marque de commerce de la Corporation Financière Power. La Banque Nationale du Canada est un usager autorisé de ces marques. Morningstar et les notations Morningstar sont des marques de commerce de Morningstar Inc. La Gamme de fonds Quadrus est une marque de commerce de Services d'investissement Quadrus Itée. Les titres de Certified Financial Planner® et de CFP® sont des marques de certification que le Financial Planning Standards Board Ltd. (« FPSB ») détient à l'extérieur des États-Unis. Le Financial Planning Standards Council est l'autorité chargée de délivrer les licences relativement à ces marques de commerce au Canada en vertu d'une entente avec le FPSB.

« Rapport du deuxième trimestre de 2017 de la Société financière IGM Inc. » © Société financière IGM Inc. 2017







Financière<sup>MC</sup>  
**IGM**



**MACKENZIE** | EN TOUTE  
Placements **CONFIANCE**

